

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-39	Divers Verschiedenes	Ouverture de la session Eröffnung der Session				
2.	2013-GC-4	Divers Verschiedenes	Communications Mitteilungen				
3.	2024-GC-3	Divers Verschiedenes	Validation du mandat de député d'Urs Perler, en remplacement de Bernadette Mäder- Brühlhart Validierung des Mandats von Urs Perler, als Nachfolger von Bernadette Mäder-Brühlhart				
4.	2023-DIAF-33	Décret Dekret	Naturalisations 2024 - Décret 1 Einbürgerungen 2024 - Dekret 1	Entrée en matière et lecture Eintreten und Lesung	Roland Mesot Rapporteur-e / Berichterstatter/-in Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / Regierungsvertreter/-in		I

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
5.	2020-DIAF-45	Loi Gesetz	Loi modifiant la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat <i>Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat</i>	Entrée en matière, 1re lecture <i>Eintreten, 1. Lesung</i>	Savio Michellod Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Grégoire Kubski Rapporteur-e de minorité / <i>Berichterstatter/-in der Minderheit</i> Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
6.	2021-DIAF-36	Rapport Bericht	Chalet de l'Areney (rapport sur Postulat 2021-GC-26) <i>Chalet de l'Areney (Bericht zum Postulat 2021-GC-26)</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
7.	2024-CE-35	Rapport d'activité <i>Tätigkeitsbericht</i>	Regard sur les affaires extérieures du Canton de Fribourg 2023 <i>Blick auf die auswärtigen Angelegenheiten des Kantons Freiburg 2023</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Bernhard Altermatt Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
8.	2024-GC-24	Rapport d'activité <i>Tätigkeitsbericht</i>	Commission des affaires extérieures du Grand Conseil (2023) <i>Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Grossen Rates (2023)</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Bernhard Altermatt Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

Loi modifiant la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –

Modifié(s): **190.1**

Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 142 al. 2 de la Constitution du Canton de Fribourg (Cst.);

Vu le message du Conseil d'Etat 2020-DIAF-45 du 9 octobre 2023;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

L'acte RSF [190.1](#) (Loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat (LEE), du 26.09.1990) est modifié comme il suit:

Titre de l'acte (modifié)

Loi concernant les rapports entre les communautés confessionnelles et l'Etat (LRCCE)

Art. 1 al. 2 (modifié)

² Elle ne s'applique pas aux communautés confessionnelles régies par le droit privé, à l'exception des articles 28 à 30b relatifs à l'octroi de prérogatives de droit public.

Art. 28 al. 1 (révisé totalement), **al. 2** (abrogé)

¹ Sur requête, le Conseil d'Etat peut octroyer des prérogatives au sens de l'article 29 à une communauté confessionnelle régie par le droit privé, si elle remplit les conditions suivantes:

- a) être organisée sous la forme d'une association au sens des articles 60 et suivants du code civil suisse, ayant son siège et un lieu de culte dans le canton;
- b) se réclamer d'un mouvement religieux traditionnel en Suisse ou d'importance universelle;
- c) respecter les principes constitutionnels fondamentaux et l'ordre juridique suisse;
- d) respecter la paix confessionnelle et s'abstenir de tout prosélytisme contraire à l'ordre juridique suisse;
- e) prendre part au dialogue interreligieux, intra-religieux ou œcuménique et le promouvoir au sein de ses membres;
- f) reconnaître la primauté du droit civil et ne pas contester la connaissance scientifique enseignée dans les universités, les hautes écoles ou autres lieux d'enseignements publics;
- g) tenir une comptabilité conforme aux règles usuelles en matière de comptabilité commerciale;
- h) être présente dans le canton depuis trente ans ou compter mille membres au moins dans le canton.

² Abrogé

Art. 29 al. 1, al. 2 (modifié)

¹ Les prérogatives suivantes peuvent être octroyées:

- d) (*modifié*) l'exonération fiscale accordée aux personnes morales poursuivant des buts culturels au sens de la loi sur les impôts cantonaux directs (LICD);
- f) (*nouveau*) le droit d'exploiter des données informatiques nécessaires à l'exercice des prérogatives accordées. La législation sur la protection des données personnelles est applicable par analogie;
- g) (*nouveau*) le droit d'être consulté pour tout projet législatif pouvant concerner la communauté.

² Les conditions d'exercice des prérogatives sont précisées dans la décision d'octroi et la convention.

Art. 29a (nouveau)

Procédure d'octroi

¹ Toute demande d'octroi de prérogative doit être déposée auprès de la Direction en charge des institutions ¹⁾ (ci-après: la Direction). Elle est accompagnée:

- a) d'une déclaration selon laquelle la communauté s'engage à respecter les conditions prévues à l'article 28;
- b) d'un exemplaire des statuts de la communauté;
- c) des éventuels documents complémentaires prévus dans la réglementation d'exécution.

² Après le dépôt de la demande et au terme d'une validation de candidature, une période probatoire de cinq ans intervient dès l'adoption par la Direction d'une décision formelle d'ouverture et d'instruction du dossier.

³ La Direction instruit la demande. Elle peut solliciter le concours d'experts ou expertes externes ou nommer une commission d'évaluation.

⁴ Au terme de la procédure d'évaluation et d'instruction, la Direction propose au Conseil d'Etat une décision d'octroi de prérogative de droit public ainsi qu'un projet de convention entre l'Etat et la communauté confessionnelle concernée.

Art. 29b (nouveau)

Suivi des conditions d'octroi

¹ La Direction peut demander à la communauté confessionnelle ses documents comptables pour l'exercice écoulé.

² La Direction peut également solliciter de la communauté toute information utile au contrôle du respect des conditions d'octroi.

³ La communauté confessionnelle transmet à la Direction toute modification statutaire ou information pertinente.

⁴ Toute violation des conditions d'octroi de prérogative de droit public peut faire l'objet des sanctions suivantes, prononcées par le Conseil d'Etat:

- a) l'avertissement;
- b) le retrait d'une ou plusieurs prérogatives pour une durée d'une à trois années;
- c) la révocation d'une ou plusieurs prérogatives.

¹⁾ Actuellement: Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

Art. 30a (nouveau)

Procédure décisionnelle

¹ Le code de procédure et de juridiction administrative est applicable.

Art. 30b (nouveau)

Règlementation d'exécution

¹ Le Conseil d'Etat règle le détail des conditions et de la procédure d'octroi des prérogatives de droit public.

Intitulé de section après Art. 30b (nouveau)

5a Conseil cantonal pour les questions religieuses

Art. 30c (nouveau)

Nomination et composition

¹ Une commission dénommée «Conseil cantonal pour les questions religieuses» (ci-après: le Conseil) est instituée pour traiter des questions religieuses dans le canton.

² Le Conseil est composé de représentants ou de représentantes de l'Etat, de membres des Eglises reconnues et de membres des communautés confessionnelles éligibles à l'octroi de prérogatives. Tous et toutes sont nommés par le Conseil d'Etat.

³ Le Directeur ou la Directrice en charge des institutions préside le Conseil. Le secrétariat est assuré par une personne membre de la Direction.

⁴ Le Conseil peut s'adjoindre le soutien d'experts ou d'expertes.

⁵ Pour le surplus, les règles de fonctionnement du Conseil sont fixées par le Conseil d'Etat.

Art. 30d (nouveau)

Buts

¹ Les buts du Conseil sont notamment les suivants:

- a) être l'organe consultatif du Conseil d'Etat pour toutes les réflexions à conduire dans le cadre des rapports entre l'Etat, les Eglises reconnues et les communautés confessionnelles, les questions religieuses et le maintien de la paix confessionnelle dans le canton;
- b) relayer les besoins des Eglises reconnues et des communautés confessionnelles auprès des autorités cantonales et communales et de celles-ci auprès des communautés;
- c) contribuer à la paix confessionnelle dans le canton, tant à l'intérieur des communautés qu'entre elles, et avec la population;

- d) promouvoir le dialogue entre les Eglises reconnues et les communautés confessionnelles, et entre ces communautés et les autorités cantonales et communales ainsi que la population.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –

Geändert: **190.1**

Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 142 Abs. 2 der Staatsverfassung des Kantons Freiburg (KV);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates 2020-DIAF-45 vom 9. Oktober 2023;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF [190.1](#) (Gesetz über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat (KSG), vom 26.09.1990) wird wie folgt geändert:

Erlasstitel (*geändert*)

Gesetz über die Beziehungen zwischen den Konfessionsgemeinschaften und dem Staat (BKGSG)

Art. 1 Abs. 2 (*geändert*)

² Es findet keine Anwendung auf die Konfessionsgemeinschaften, die dem Privatrecht unterstellt sind; ausgenommen sind die Artikel 28–30b über die Gewährung von öffentlich-rechtlichen Vorrechten.

Art. 28 Abs. 1 (totalrevidiert), **Abs. 2** (aufgehoben)

¹ Der Staatsrat kann einer konfessionellen Gemeinschaft des Privatrechts auf Ersuchen Vorrechte im Sinne von Artikel 29 gewähren, wenn sie die folgenden Voraussetzungen erfüllt:

- a) Sie ist als Verein im Sinne von Artikel 60 ff. des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs organisiert und verfügt über Sitz und Kultusstätte im Kanton.
- b) Sie beruft sich auf eine in der Schweiz überlieferte religiöse Bewegung oder auf eine solche von weltweiter Bedeutung.
- c) Sie respektiert die grundlegenden verfassungsmässigen Prinzipien und die Rechtsordnung der Schweiz.
- d) Sie respektiert den konfessionellen Frieden und verzichtet auf jegliche Bekehrungsversuche, die gegen die schweizerische Rechtsordnung verstossen.
- e) Sie beteiligt sich am interreligiösen, intrareligiösen oder ökumenischen Dialog und fördert ihn bei ihren Mitgliedern.
- f) Sie anerkennt den Vorrang des Zivilrechts und bestreitet die an Universitäten, Hochschulen und anderen öffentlichen Bildungseinrichtungen gelehrtten wissenschaftlichen Kenntnisse nicht.
- g) Sie führt eine ordnungsgemässe Buchhaltung gemäss den üblichen Regeln der kaufmännischen Buchführung.
- h) Sie ist seit dreissig Jahren im Kanton präsent oder verfügt im Kanton über mindestens tausend Mitglieder.

² *Aufgehoben*

Art. 29 Abs. 1, Abs. 2 (geändert)

¹ Folgende Vorrechte können gewährt werden:

- d) (*geändert*) die Steuerbefreiung für juristische Personen, die Kultuszwecke im Sinne des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern (DStG) verfolgen;
- f) (*neu*) das Recht, Computerdaten zu nutzen, die für die Ausübung der gewährten Vorrechte erforderlich sind. Die Gesetzgebung über den Schutz von Personendaten ist sinngemäss anwendbar;
- g) (*neu*) das Recht, bei allen Erlassentwürfen, welche die Gemeinschaft betreffen könnten, angehört zu werden.

² Die Ausübung der Vorrechte wird im Gewährungsentscheid und in der Vereinbarung geregelt.

Art. 29a (neu)

Gewährungsverfahren

¹ Gesuche um Gewährung von Vorrechten sind bei der für die Institutionen zuständigen Direktion ¹⁾ (die Direktion) einzureichen. Dem Gesuch werden beigelegt:

- a) eine Erklärung, dass die Gemeinschaft sich verpflichtet, die Bedingungen nach Artikel 28 zu erfüllen;
- b) ein Exemplar der Statuten der Gemeinschaft;
- c) allfällige zusätzliche Dokumente, die im Ausführungsreglement vorgesehen sind.

² Nach der Einreichung des Gesuchs und der Vorprüfung der Gesuchstellerin beginnt eine fünfjährige Probezeit, sobald die Direktion einen formellen Entscheid über die Eröffnung und Prüfung des Dossiers getroffen hat.

³ Die Direktion prüft das Gesuch. Sie kann externe Expertinnen und Experten beiziehen oder eine Evaluationskommission ernennen.

⁴ Nach Abschluss des Evaluations- und Prüfungsverfahrens beantragt die Direktion dem Staatsrat einen Entscheid über die Gewährung von öffentlich-rechtlichen Vorrechten und unterbreitet ihm einen Entwurf für eine Vereinbarung zwischen dem Staat und der betreffenden Konfessionsgemeinschaft.

Art. 29b (neu)

Überwachung der Voraussetzungen

¹ Die Direktion kann die Buchhaltungsunterlagen für das vergangene Geschäftsjahr bei der Konfessionsgemeinschaft anfordern.

² Die Direktion kann von der Gemeinschaft auch alle anderen Informationen anfordern, die zweckdienlich sind, um die Einhaltung der Gewährungsbedingungen zu überwachen.

³ Die Konfessionsgemeinschaft übermittelt der Direktion alle Statutenänderungen und sachdienlichen Informationen.

⁴ Bei Verstößen gegen die Voraussetzungen zur Gewährung von öffentlich-rechtlichen Vorrechten kann der Staatsrat folgende Strafen verhängen:

- a) die Verwarnung;
- b) der Entzug eines oder mehrerer Vorrechte für ein bis drei Jahre;
- c) der Widerruf eines oder mehrerer Vorrechte.

¹⁾ Heute: Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft.

Art. 30a (neu)

Entscheidungsverfahren

¹ Das Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege ist anwendbar.

Art. 30b (neu)

Ausführungsreglement

¹ Der Staatsrat regelt die Einzelheiten der Voraussetzungen und des Verfahrens für die Gewährung von öffentlich-rechtlichen Vorrechten.

Abschnittsüberschrift nach Art. 30b (neu)

5a Kantonaler Rat für Religionsfragen

Art. 30c (neu)

Ernennung und Zusammensetzung

¹ Es wird eine Kommission namens «Kantonaler Rat für Religionsfragen» (der Rat) eingesetzt, die sich mit religiösen Fragen im Kanton befasst.

² Der Rat setzt sich aus Vertreterinnen und Vertretern des Staates, Mitgliedern der anerkannten Kirchen und Mitgliedern der Konfessionsgemeinschaften zusammen, denen Vorrechte gewährt werden können. Sie werden alle vom Staatsrat ernannt.

³ Die Vorsteherin oder der Vorsteher der Direktion, die für die Institutionen zuständig ist, führt den Vorsitz des Rats. Das Sekretariat wird von einer Mitarbeiterin oder einem Mitarbeiter der Direktion geführt.

⁴ Der Rat kann Expertinnen und Experten beiziehen.

⁵ Im Übrigen werden die Regeln für die Arbeitsweise des Rats vom Staatsrat festgelegt.

Art. 30d (neu)

Zweck

¹ Der Rat verfolgt insbesondere folgende Zwecke:

- a) Er ist das beratende Organ des Staatsrats für alle Überlegungen im Zusammenhang mit den Beziehungen zwischen dem Staat, den anerkannten Kirchen und den Konfessionsgemeinschaften, mit religiösen Fragen und mit der Wahrung des konfessionellen Friedens im Kanton.
- b) Er übermittelt die Anliegen der anerkannten Kirchen und der Konfessionsgemeinschaften den Kantons- und Gemeindebehörden sowie deren Anliegen den Gemeinschaften.
- c) Er trägt zum konfessionellen Frieden im Kanton bei, sowohl innerhalb der Gemeinschaften als auch zwischen ihnen und mit der Bevölkerung.

- d) Er fördert den Dialog zwischen den anerkannten Kirchen und den Konfessionsgemeinschaften, zwischen den Gemeinschaften und den Kantons- und Gemeindebehörden sowie der Bevölkerung.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.



Message 2020-DIAF-45

9 octobre 2023

— Modification de la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat (LEE)

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi destiné à modifier la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat.

Table des matières

—

1	Introduction	2
1.1	Le postulat Ducotterd sur la surveillance des mosquées et des imams	2
1.2	Le postulat Ballmer/Ducotterd sur la création d'une table ronde des religions	2
2	Le cadre légal actuel	3
3	Les modalités de travail	3
4	Les résultats de la consultation sur l'avant-projet	4
5	Les principales modifications et nouveautés du projet	5
6	Commentaire des articles du projet	5
7	Les incidences financières et en personnel	14
8	Incidences sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes	14
9	Développement durable	14
10	Conformité au droit fédéral et européen	15
11	Référendum législatif	15

1 Introduction

La présente révision législative a été initiée par le dépôt de deux instruments parlementaires, portant d'une part sur la surveillance des mosquées et des imams et d'autre part sur la création d'une table ronde des religions.

1.1 Le postulat Ducotterd sur la surveillance des mosquées et des imams

Par un postulat 2017-GC-41, le député Christian Ducotterd a soulevé la question de la surveillance des mosquées et des imams. Cette intervention parlementaire abordait dans un volet **sécuritaire** la question des défis posés par l'islam radical et le djihadisme. Il s'agissait pour lui de faire une analyse de la situation et des risques posés par les courants radicaux de l'islam, de surveiller les mosquées et les lieux de rencontre, de connaître les éventuels messages radicaux délivrés et d'évaluer les mesures à prendre pour empêcher toute dérive. Dans un second volet, **institutionnel**, le député posait la question de l'encadrement des communautés religieuses musulmanes et de leur statut. La formation des imams, les mesures d'intégration, le contrôle des comptabilités des communautés religieuses musulmanes, l'identité des imams actifs dans le canton et l'implication de la communauté dans l'intégration de leurs membres et le respect des valeurs de notre état de droit étaient autant de thèmes abordés.

Dans sa réponse du 5 septembre 2017, le Conseil d'Etat a proposé le rejet du volet sécuritaire de l'intervention parlementaire. En revanche, le volet institutionnel a été retenu. La réflexion du Conseil d'Etat n'a cependant pas concerné la seule communauté musulmane mais il a été pris en considération l'accroissement du nombre de personnes se réclamant d'autres religions que celles traditionnellement présentes dans le canton. Ainsi la probabilité que ces nouvelles communautés religieuses allaient formuler, tôt ou tard, des demandes d'octroi de prérogatives de droit public est apparue. Dès lors, le Conseil d'Etat a jugé nécessaire de réévaluer les conditions d'octroi de telles demandes ainsi que le processus de leur octroi, de leur surveillance et de leur retrait.

En séance du 10 octobre 2017, le Grand Conseil a accepté la proposition du Conseil d'Etat. Le volet institutionnel a donc fait l'objet d'un rapport du Conseil d'Etat du 5 novembre 2019, en grande partie fondé sur un rapport d'expert¹ rédigé par la Dre Mallory Schneuwly Purdie, docteure en sciences et sociologie des religions de l'Université de Fribourg et de l'Ecole pratique des Hautes Etudes de la Sorbonne, à Paris. Au terme de ce rapport, une révision partielle de la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat a été préconisée.

1.2 Le postulat Ballmer/Ducotterd sur la création d'une table ronde des religions

Par postulat déposé et développé le 6 février 2020, les députés Mirjam Ballmer et Christian Ducotterd ont demandé que soit étudiée la création d'une table ronde des religions, dans le cadre des travaux sur la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat. Au vu de l'évolution de la société fribourgeoise et de l'accroissement du nombre de personnes se réclamant d'autres confessions que celles traditionnellement présentes sur le territoire cantonal, la proposition a été jugée opportune. Au terme d'une analyse de la situation des diverses modalités de dialogue interreligieux, le Conseil d'Etat a conclu à la pertinence d'un tel instrument. La mise en œuvre d'une table ronde des religions, en tant qu'instrument de dialogue entre les religions d'une part, mais aussi entre les autorités cantonales et communales respectivement les communautés religieuses d'autre part, a semblé être un facteur d'intégration et de paix sociale. C'est ainsi que le Conseil d'Etat a invité le Grand Conseil à prendre acte de son rapport² donnant une suite directe au postulat des députés Ballmer et Ducotterd.

¹ Ci-après « rapport Schneuwly Purdie ».

² Rapport 2020-DIAF-30 du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2020-GC-22 Ballmer Mirjam/Ducotterd Christian – création d'une table ronde des religions.

2 Le cadre légal actuel

Le cadre légal actuel a plus de 30 ans. C'est en effet en date du 26 septembre 1990 que le Grand Conseil a adopté la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat. Cette loi, contient quelques dispositions liées à la thématique du volet institutionnel ouvert par le postulat Ducotterd. Les articles 28, 29 et 30 LEE posent les conditions à l'octroi des prérogatives de droit public, définissent les sortes de prérogatives et prévoient leur retrait ou la possibilité d'y renoncer. Toutefois ces 3 dispositions méritent d'être repensées et adaptées au vu de l'évolution du contexte religieux du canton de Fribourg, ainsi que de l'évolution des technologies, des mœurs et valeurs de notre société en mutation.

En effet, l'immigration et l'augmentation de la population qu'ont connu la Suisse et le canton de Fribourg ainsi que l'évolution des mentalités modifient sensiblement le contexte social en matière religieuse. Au cours des dernières décennies, le paysage religieux du canton de Fribourg a évolué et s'est diversifié. Près de 20 ans après l'adoption de la LEE, le pouvoir politique prenait conscience de la nécessité d'une réflexion à ce sujet. En 2012 déjà, suite à un postulat des députés Daniel de Roche et Laurent Thévoz, le professeur Jean-François Mayer, directeur de l'institut Religioscope, a été mandaté pour établir notamment un état des lieux de la diversité religieuse du canton, l'état des relations entre les communautés confessionnelles, les réflexions à conduire et les mesures à prendre par les autorités pour garantir la paix confessionnelle. Les conclusions du professeur Mayer, notamment l'individualisation et la privatisation de la religion, la moindre influence des Eglises traditionnelles ainsi que la présence et le développement de religions non chrétiennes ont été confirmées par l'évolution du corps social au cours des 10 dernières années. Le rapport Schneuwly Purdie du 4 juillet 2019 confirme ainsi que le nombre des personnes sans appartenance religieuse a augmenté au cours de la dernière décennie, que les communautés musulmanes ou autres communautés liées à l'immigration ont augmenté en nombre, mais que dans le même temps les communautés traditionnelles (protestante et catholique) ont globalement maintenu leur importance, en partie grâce à l'apport migratoire de pays européens.

Ces quelques données statistiques démontrent à l'évidence que les attentes des communautés confessionnelles, principalement issues de l'immigration, sont grandes vu l'augmentation du nombre de leurs fidèles. La prolongation indéfinie d'un statut purement associatif ne répondra pas aux besoins de certaines communautés. Si la question de leur reconnaissance officielle semble prématurée, celle de l'octroi de prérogatives de droit public est d'actualité. C'est dans ce contexte qu'il apparaît utile de reconsidérer la question des prérogatives de droit public et de veiller à mettre en place les instruments permettant d'assurer un dialogue interreligieux dans le respect des valeurs de notre société démocratique d'une part et entre communautés confessionnelles et autorités politiques d'autre part.

3 Les modalités de travail

La révision de la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat a été confiée à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF), par l'intermédiaire du Service des affaires institutionnelle, des naturalisations et de l'état civil (SAINEC). Afin de tenir compte au maximum des diverses sensibilités pouvant s'exprimer, selon les communautés confessionnelles, sur la thématique abordée par la révision de la loi, le Conseil d'Etat, sur proposition de la DIAF, a désigné un groupe de travail pour mener les réflexions nécessaires. Cette commission, présidée par le SAINEC, est composée de personnes issues des principales communautés confessionnelles du canton, illustrant ainsi sa diversité confessionnelle. La composition de cette commission est la suivante :

- > Une personne représentant l'Eglise catholique romaine ;
- > Une personne représentant l'Eglise réformée ;
- > Une personne représentant les Eglises évangéliques ;
- > Une personne représentant l'Eglise orthodoxe érythréenne ;
- > Une personne représentant la communauté orthodoxe européenne ;

-
- > Une personne représentant la communauté musulmane ;
 - > Une personne représentant la communauté israélite ;
 - > Une personne représentant la communauté alévie ;
 - > La déléguée cantonale à l'intégration des migrantes et des migrants et de la prévention du racisme ;
 - > Une personne représentant le Centre Suisse Islam et Société (Université de Fribourg)

La Commission s'est réunie à 5 reprises durant l'année 2021, à 2 reprises en 2022 et à 2 reprises en 2023 pour échanger et élaborer les principales propositions de la présente révision partielle de la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat (LEE).

Il est noté que dans plusieurs cantons romands, la question de la reconnaissance de certaines communautés confessionnelles a surgi et suscité des débats parfois très émotionnels. Des référendums ont été déposés contre des projets législatifs visant à la reconnaissance de certaines communautés. Toutefois, le canton de Vaud a pu élaborer une législation adaptée à l'évolution sociétale sans que cela ne provoque l'échec du projet, en fixant dans la loi les grands principes et en confiant les nombreuses questions de détail à un règlement d'exécution de la loi. Cette approche a paru judicieuse au groupe de travail ainsi qu'au Conseil d'Etat. Aussi, c'est volontairement que la présente révision n'entre pas dans tous les détails. Bon nombre de questions, souvent procédurales et d'ordre pratique, devront donc être intégrées dans le règlement d'exécution. Toutefois, la consultation sur l'avant-projet de révision a porté sur la loi et sur les grandes lignes du règlement, dans un souci de transparence auquel le Conseil d'Etat est attaché.

4 Les résultats de la consultation sur l'avant-projet

L'avant-projet de loi et son rapport explicatif ont été mis en consultation au début du mois de juillet 2022. A l'automne 2022, 35 prises de positions ont été réceptionnées par la DIAF, dont 7 émanant de communes et de la conférence des syndicats et chefs-lieux et des grandes communes, se ralliant à la prise de position de l'association des communes fribourgeoises. Outre les directions du Conseil d'Etat, se sont prononcés sur le projet 7 services de l'administration cantonale, la Conférence des préfets, six partis politiques et cinq communautés confessionnelles, la communauté catholique ayant répondu par l'intermédiaire du Conseil exécutif de la corporation ecclésiastique catholique cantonale d'une part et du Diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg d'autre part. A noter encore que, bien que n'ayant pas été initialement consultée, l'association Libre Pensée Romande et sa section fribourgeoise ont chacune adressé leur détermination, longuement développée. Si le projet mis en consultation n'a en soi pas recueilli de nombreuses réponses, bon nombre des déterminations adressées, en particulier des acteurs non étatiques, étaient très développées et argumentées.

On retiendra que l'instauration d'un Conseil cantonal pour les questions religieuses a obtenu une très forte proportion d'avis favorables. Toutefois, bon nombre d'acteurs religieux relèvent l'importance que revêtira la désignation de ses membres. De même, la création d'un poste de délégué-e aux questions religieuses est de manière générale bien acceptée, à l'exception de quelques milieux qui n'y sont pas favorables.

Quelques communautés confessionnelles ont regretté la modestie du projet, en particulier dans le nombre et le genre de prérogatives de droit public prévues. A l'inverse, certains acteurs institutionnels relèvent dans leur détermination que le projet ne traite pas de la fiscalité et s'en réjouissent, tant cet objet est technique, sensible et difficile à mettre en œuvre.

Parmi les nouvelles conditions d'octroi des prérogatives de droit public, celles relative à la reconnaissance la connaissance scientifique telle qu'enseignée actuellement a suscité de vives prises de position. Finalement, après examen des arguments invoqués par les communautés confessionnelles et certains autres acteurs institutionnels, le choix a été fait de retenir la version proposée par une Direction du Conseil d'Etat.

De manière générale, il peut être affirmé que le projet a rencontré un écho plutôt favorable mais que certains points ont été fortement débattus. L'actuel projet, au terme de cette procédure de consultation, a tenu compte autant que possible des propositions formulées par les divers intervenants.

5 Les principales modifications et nouveautés du projet

Au terme de leurs séances, le groupe de travail et le Conseil d'Etat ont conclu à la nécessité d'introduire un certain nombre d'adaptations de la loi actuelle, en tenant compte non seulement des objectifs retenus par le Grand Conseil à la suite des postulats déposés par les députés Mirjam Ballmer et Christian Ducotterd, mais aussi des avis majoritairement formulés dans le cadre de la consultation.

Les modifications proposées dans la présente révision partielle sont ainsi les suivantes :

- > Modification du titre de la loi ;
- > Création d'une table ronde des religions (le Conseil cantonal pour les questions religieuses) et définition de ses buts ;
- > Adaptation des conditions d'octroi de prérogatives de droit public ;
- > Mise à jour des sortes de prérogatives de droit public ;
- > Adaptation plus précise du suivi et de la surveillance du respect des conditions d'octroi de prérogatives de droit public ;
- > Renvoi à un règlement qui devra être adopté par le Conseil d'Etat pour toutes les questions de détail relatives au fonctionnement de la table ronde des religions et à la procédure d'octroi des prérogatives de droit public.

6 Commentaire des articles du projet

TITRE

Loi concernant les rapports entre les communautés confessionnelles et l'Etat (LRCCE)

Le premier constat qui peut être fait est la profonde mutation du paysage religieux du canton de Fribourg depuis l'année 1990, année d'adoption de l'actuelle loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat. La prévalence des communautés catholiques et protestantes a tendance à diminuer. Comme indiqué, l'évolution sociale et technologique, l'augmentation de la population et les flux migratoires connus par la Suisse et le canton font que la société fribourgeoise a considérablement changé. De nouveaux acteurs religieux sont apparus, dont la présence sur le territoire cantonal va perdurer et sans nul doute devenir naturelle. Les communautés musulmanes et leurs diverses branches, la communauté alévie, les orthodoxes européens ou érythréens, les Eglises évangéliques composent de longue date le paysage religieux du canton, avec les Eglises et communautés déjà reconnues (catholique, réformée, juive).

Il semble donc nécessaire d'adapter le titre de la loi pour que celle-ci n'apparaisse pas réservée aux seules Eglises reconnues mais bien à l'ensemble des communautés confessionnelles composant le corps social, comme cela se doit dans un état démocratique et confessionnellement neutre.

Le Conseil d'Etat propose donc ce nouveau titre de loi : « loi concernant les rapports entre les communautés confessionnelles et l'Etat ».

Art. 1 al. 2 Champ d'application

Il s'agit ici uniquement de faire concorder les nouveaux articles avec le texte. La référence à l'art. 30 est ainsi remplacée par le dernier article du chapitre concerné, à savoir l'art. 30b.

Art. 28 **Conditions d'octroi de prérogatives**

Par rapport à la loi de 1990, le présent projet remanie considérablement les conditions d'octroi et en augmente les exigences. Quand bien même certaines des conditions proposées dans le présent projet de loi existent d'ores et déjà dans la loi actuelle, il apparaît nécessaire que l'ensemble de l'article soit rediscuté, car il s'agit d'un ensemble qui se veut cohérent. Les conditions posées aux lettres a) à h) de l'alinéa 1 sont cumulatives.

Lettre a

Il y a d'abord lieu de noter que cette condition n'est pas nouvelle et existe déjà dans la loi de 1990, à l'article 28 al. 1, lettre d).

Toute communauté confessionnelle souhaitant obtenir une ou des prérogatives de droit public devra (continuer à) être organisée sous forme d'association au sens des articles 60 et suivants du Code civil, avoir son siège dans le canton et avoir au moins un lieu de culte. Cette condition implique de facto que la communauté confessionnelle doit avoir une réelle vie de communauté dans le canton. Elle implique l'adoption de statuts qui mentionneront ses buts, désigneront formellement ses représentants ou impliquent encore la tenue d'une comptabilité. Actuellement, un certain nombre de communautés confessionnelles n'ont aucune structure réellement claire, n'ont pas de comptabilité ou n'ont pas de représentants désignés. Pourtant ces mêmes communautés souhaitent l'obtention de certaines prérogatives alors qu'il est parfois difficile d'avoir toujours un même interlocuteur. Cette disposition obligera donc les communautés qui souhaitent bénéficier de prérogatives à se structurer formellement. C'est là certes une contrainte indéniable. Toutefois, elle se révélera sans nul doute bénéfique pour elles à moyen terme. Cela permettra aussi aux autorités cantonales et communales d'avoir un véritable interlocuteur, identifiable et connu.

Lettre b

Cette disposition n'est pas nouvelle non plus et réside, dans son esprit, dans la lettre a) de l'art. 28 al. 1 de la loi actuelle.

En revanche, la référence faite au Conseil œcuménique des Eglises est abandonnée. En effet, avec l'évolution du paysage religieux, faire référence au Conseil œcuménique des Eglises est désormais désuet. De nombreuses communautés confessionnelles ne peuvent tout simplement pas être membres de ce Conseil œcuménique, par leur seule nature (Islam, Bouddhisme, Hindouisme, etc.). Par contre, l'exigence d'une présence avérée dans le canton depuis 30 ans reste maintenue, en tant que condition alternative (voir lettre h du présent projet).

Lettre c

Cette condition n'est pas nouvelle non plus. Elle existe sous la lettre e) de l'art. 28 al. 1 de la loi de 1990.

Il est en effet évident que le respect de l'ordre juridique suisse est une exigence fondamentale. Ces principes constitutionnels sont énumérés dans notre Constitution fédérale et inscrits dans notre législation. Il s'agit pour toute communauté d'admettre la réalité de certains principes fondateurs de notre ordre juridique tels que l'égalité de droit entre hommes et femmes, l'interdiction de toute discrimination d'une personne en raison de son origine, de sa race, de son sexe, de son âge, de sa langue, de sa situation sociale, de son mode de vie, de ses convictions religieuses, philosophiques ou politique, le droit au respect de sa vie privée, le droit de suivre un enseignement ou encore le droit au mariage. Elle est en plus évidente dans la mesure où il ne peut être toléré que certaines communautés confessionnelles ne reconnaissent pas la primauté du droit civil et s'appuient à contrario sur des règles étrangères à notre ordre juridique, qu'elles soient théologiques ou même coutumières. Ainsi la négation de la loi ou sa violation par toute communauté confessionnelle serait un obstacle absolu à l'obtention d'avantages octroyés par les autorités cantonales ou communales.

Lettre d

Cette condition, nouvelle, impose à toute communauté confessionnelle souhaitant bénéficier de prérogatives de droit public de respecter la paix confessionnelle.

Cette obligation implique de s'abstenir de tout prosélytisme contraire à l'ordre juridique suisse. Cette garantie, rappelée au demeurant dans l'article 15 de la Constitution cantonale du 16 mai 2004 pose clairement la règle de la liberté de choix en matière religieuse. Toutefois ce choix doit être librement opéré, en l'absence de toute

manipulation, pression psychologique ou message agressif et contraire à la règle fondamentale de la libre détermination individuelle. En effet, selon cet article 15, sont interdits toute contrainte, tout abus de pouvoir ou toute manipulation.

Lettre e

Cette condition, nouvelle, prévoit la participation au dialogue interreligieux, intra-religieux ou œcuménique et sa promotion au sein des fidèles.

Il a semblé utile en effet de rappeler que l'ouverture au dialogue est une condition à la paix confessionnelle et donc à l'octroi d'avantages. Le dialogue est aussi une condition qui doit animer les membres d'une communauté confessionnelle et non seulement ses instances dirigeantes. L'omettre reviendrait à priver de tout effet l'affirmation d'une telle exigence.

Lettre f

Les conditions relatives à l'obligation de reconnaître la primauté du droit civil et de ne pas contester la connaissance scientifique enseignée dans les Universités, les Hautes écoles ou autres lieux d'enseignements publics sont nouvelles, elles aussi.

La première, relative à la primauté du droit civil, relève en substance de la séparation ou de la distinction entre les pouvoirs temporels et spirituels, entre le monde terrestre et le monde divin. Cette primauté du droit civil, formellement inscrite dans le projet, permet de rappeler qu'il ne saurait être admis que des communautés organisent leur vie communautaire au mépris des lois et principes régissant la vie de la société civile.

La deuxième exigence de la lettre f), relative aux connaissances scientifiques, est également essentielle et a fait l'objet d'une réflexion approfondie au sein du groupe de travail. Les prises de position lors de la consultation ont également nourri abondamment la réflexion. Le Conseil d'Etat a finalement retenu la présente proposition, qui tente de concilier les questions de foi avec les réalités et les exigences de la science au sens large. Ainsi, il n'est plus question de reconnaître la primauté de la science telle qu'enseignée dans les Universités et les lieux d'enseignements publics. Là encore, il convient de distinguer entre le monde terrestre et le monde divin, entre les croyances et les connaissances scientifiques. Nombreuses sont les confessions qui à travers leurs textes sacrés et certains dogmes pourraient être en contradiction avec l'enseignement des sciences, leurs évolutions scientifiques et leurs conclusions. La solution finalement retenue est celle de ne pas contester officiellement la connaissance scientifique enseignée dans les Universités, les Hautes écoles et autres lieux d'enseignements publics. Cela permet de mettre clairement en relief les séparations évoquées précédemment entre les pouvoirs temporels et spirituels, entre les croyances et les connaissances scientifiques. Il sera important pour les communautés confessionnelles de faire preuve de la retenue et de l'esprit critique nécessaires et de ne pas faire primer officiellement les croyances sur les connaissances scientifiques telles qu'enseignées dans les établissements de l'enseignement public.

Lettre g

La tenue d'une comptabilité conforme aux règles de droit en matière de comptabilité commerciale est une condition nouvellement prévue dans le texte.

Il s'agit ici principalement de veiller à ce que les communautés confessionnelles, bénéficiaires de prérogatives de droit public, puissent démontrer la réalité de leurs finances. La tenue d'une comptabilité correctement établie permet également d'avoir un suivi, le cas échéant, de la situation financière des communautés confessionnelles. Certes cette condition peut être contraignante. Toutefois, cette exigence est aussi à l'avantage des communautés qui pourront ainsi connaître leur situation et garantir aux autorités les sources de leur financement. Il est utile que la transparence puisse en tout temps prévaloir dans le financement des communautés. Toute contraignante qu'elle soit, cette exigence à long terme permettra d'éviter toute polémique sur leur situation économique et le financement de leurs activités. Il appartiendra au Conseil d'Etat de définir les normes comptables à appliquer.

Lettre h

La condition des 30 années dans le canton n'est pas nouvelle. Elle existe déjà l'art. 28 al. 1 let. b) de la loi de 1990. C'est donc une simple reprise d'une condition déjà inscrite dans la loi.

La condition des mille membres au sein d'une communauté confessionnelle est une alternative nouvelle à la durée de 30 ans pour prétendre obtenir des prérogatives. Ce chiffre, qui remplace celui de cent prévu à l'art. 28 al. 1 let. c) de la loi actuelle, a semblé raisonnable et un juste compromis. Passer de cent membres à mille membres peut sembler considérable. Si la loi impose ce nombre pour prétendre à l'octroi de prérogatives de droit public, cela ne signifie pas pour autant que l'association constituée devra impérativement compter 1000 membres actifs et cotisants. Ce nombre de 1000 membres doit être compris comme celui des personnes se déclarant membres d'une confession déterminée. Ces personnes, pratiquantes ou non, se retrouveront d'une manière ou d'une autre concernées par les événements de leur vie et de la vie de leur communauté en tant que telle. Les rites funéraires en sont un exemple évident et pouvoir, en ce genre de circonstances, disposer d'une association à même de porter leurs préoccupations est une évidence. Cependant indépendamment du nombre précis de membres actifs dans l'association, l'exigence de compter beaucoup de membres n'est pas non plus un inconvénient. Avoir un nombre important de fidèles, regroupés dans une même communauté, constitue aussi un avantage dans la gestion des activités et la défense des intérêts des communautés. Les membres d'une communauté confessionnelle, non organisés de manière associative, sans organes statutaires à même de les représenter et répartis de manières éparses à travers le territoire cantonal, n'auraient que peu d'importance en apparence, voire seraient complètement méconnus. Certes, c'est là un effort important demandé aux communautés confessionnelles présentes dans le canton depuis moins de 30 ans. Néanmoins, le Conseil d'Etat est persuadé que les outils de communication modernes existant devraient permettre aux communautés confessionnelles motivées et vivantes de surmonter cet obstacle. Cette exigence fait aussi miroir à la possibilité offerte par la nouvelle prérogative d'exploiter des fichiers informatiques prévue au nouvel article 29 al. 1 lettre f du présent projet.

L'alinéa 2 de l'article 28 de la loi de 1990 est abrogé car les exigences formulées sont reprises à l'article 29a nouveau qui traite de la procédure d'octroi des prérogatives de droit public. Son maintien n'avait plus d'intérêt.

Art. 29 Sortes de prérogatives

Le premier alinéa détaille les prérogatives de droit public pouvant être octroyées à toute communauté confessionnelle qui en ferait la demande. Il convient de relever préalablement que toutes les prérogatives déjà prévues dans la loi de 1990 ont été reprises, sans modification à l'exception d'une adaptation rédactionnelle ou syntaxique (lettre d et e) ; elles ne sont donc pas remises en question.

Les deux prérogatives ajoutées par le présent projet, à savoir les lettres f) et g), concernent l'exploitation de données informatiques et le droit d'être consulté en cas de projet législatif.

Afin d'être complets, il s'agit d'abord d'expliquer, par souci didactique, les sortes de prérogatives actuellement prévues par la loi depuis 1990 **et qu'il ne s'agit pas de modifier.**

Lettre a

Cette lettre concerne la communication par le contrôle des habitants communaux de l'arrivée ou du départ de toute personne membre d'une communauté confessionnelle déterminée. Il faut toutefois noter que dans la pratique, les préposés au contrôle des habitants ont parfois de la peine exécuter cette obligation. En outre, actuellement et selon les moyens à disposition, les registres des habitants ne disposent pas de tous les caractères ou éléments requis pour toutes les communautés confessionnelles. Il apparaît que l'octroi des prérogatives devra toujours être bien évalué pour éviter en certaines circonstances des reports de tâches sur les entités publiques ou impliquer l'accomplissement de tâches en certaines circonstances impossibles à réaliser. Le rappel des conséquences et exigences de cette prérogative est un bon exemple d'une tâche que le futur Conseil cantonal pour les questions religieuses serait amené à effectuer dans le cadre des buts définis à l'article 30d du projet, en lien par exemple avec la lettre f nouvelle du présent article.

Lettre b

Cette lettre permet l'utilisation de locaux scolaires pour l'instruction religieuse des membres d'une communauté déterminée.

Lettre c

La lettre c confère le droit à l'exercice de l'aumônerie dans les établissements du canton et des communes (établissements hospitaliers, scolaires, pénitentiaires, etc.).

Lettre d

Il s'agit là d'une reprise, sur le fond, de la loi de 1990, assortie d'une adaptation rédactionnelle plus simple que l'actuelle disposition qui se réfère à une disposition précise de la loi sur les impôts cantonaux directs (LICD). Il n'en demeure pas moins que sont concernées les exonérations fiscales accordée aux personnes morales poursuivant des buts cultuels, au sens de l'article 97al. 1 let. h LICD.

Lettre e

Il s'agit d'une reprise telle quelle de la loi de 1990. Elle concerne les exonérations dont peuvent bénéficier les Eglises reconnues en matière de droits de mutations, de droits sur les gages immobiliers ainsi que les droits de succession et de donation. Le texte de la lettre e apparaît dans le projet de loi pour des motifs exclusivement techniques. En effet, le rajout de deux lettres (f et g) implique une adaptation de la ponctuation en fin de phrase.

S'agissant des nouvelles prérogatives proposées par le projet de loi, ce sont les suivantes :

Lettre f

Cette prérogative est nouvelle.

Il s'agit de permettre l'exploitation de données informatiques (principalement de leurs membres) par les communautés confessionnelles qui le souhaiteraient. L'exploitation de ces données devra être limitée au seul exercice des prérogatives octroyées à une communauté confessionnelle et à la gestion de ses membres, dans le cadre de l'association constituée ou dans le cadre plus général des coreligionnaires domiciliés dans le canton. Un rappel à la législation sur la protection des données est effectué en deuxième phrase. Ce genre de données pourra constituer un nouveau fichier de personnes, exploité par les associations représentatives des communautés confessionnelles au bénéfice d'une telle prérogative. Il est donc nécessaire que sa tenue remplisse les exigences de la protection des données, en collaboration le cas échéant avec l'autorité cantonale compétente en la matière et dans le respect de la législation en la matière. Il convient encore de relever que, contrairement aux corporations ecclésiastiques (art. 3 LEE) et aux personnes juridiques canoniques reconnues (art. 4 LEE), les communautés confessionnelles au bénéfice de prérogatives de droit public ne sont pas des organes publics et ne sont donc pas soumises à la loi cantonale sur la protection des données (LPrD ; RSF 17.1). C'est donc la loi fédérale sur la protection des données qui pourra être appliquée.

Lettre g

Cette prérogative est également nouvelle.

Elle confère à toute communauté confessionnelle à laquelle les prérogatives auraient été octroyées le droit d'être consultée sur un projet législatif pouvant la concerner, directement ou indirectement.

L'article 29 alinéa 2 est inchangé sur le fond par rapport à sa version actuelle. Il est simplement rappelé que les conditions d'exercice des prérogatives sont précisées dans la décision d'octroi des prérogatives ou par convention le cas échéant.

Il convient ainsi de relever que le nombre et le genre de prérogatives prévues dans le présent projet de révision est somme toute modeste. Le projet ne constitue pas un bouleversement des prérogatives existantes. On l'a vu plus haut, certaines communautés confessionnelles, lors de la procédure de consultation l'ont relevé, regrettant la modestie du projet à cet égard. C'est ainsi qu'il n'est prévu aucune prérogative particulière dans le domaine des lieux d'inhumation ou les cimetières, en matière d'aumôneries professionnalisées et institutionnalisées, en matière d'enseignement religieux, en matière de financement, ou encore en matière d'un soutien renforcé de l'Etat dans la professionnalisation des structures associatives. Le Conseil d'Etat est bien conscient que la présente révision peut sembler modeste. Toutefois, bon nombre des revendications évoquées s'avèrent difficiles à mettre en œuvre, soit pour des raisons structurelles, de financement ou de compétences légales. Par exemple, la problématique des carrés

confessionnels dans les cimetières, importante pour plusieurs communautés confessionnelles, relève des autorités communales, et le Conseil d'Etat n'entend pas réduire l'autonomie communale en la matière. Il est conscient de la frustration exprimée à plusieurs reprises par certaines communautés mais il est d'avis qu'octroyer les nombreuses prérogatives souhaitées par certaines communautés reviendrait à leur octroyer de fait une reconnaissance officielle qui semble, en l'état, prématurée.

Le Conseil d'Etat est cependant persuadé que la création du futur Conseil cantonal pour les questions religieuses permettra de faire évoluer certaines situations de manière positive. Il est patent que des situations problématiques existent, mais elles ne peuvent pas être résolues simplement par l'octroi de prérogatives. Ce sera là une des tâches du Conseil cantonal pour les questions religieuses de se montrer proactif, d'assister les communautés dans la recherche de solutions et de créer un lien de confiance et de travail constructif entre autorités politiques et communautés confessionnelles.

Les enjeux sont importants mais le Conseil d'Etat est persuadé que cette approche pragmatique et de responsabilisation permettra d'apporter des solutions.

Art. 29a **Procédure d'octroi**

Le premier alinéa indique auprès de quelle autorité toute demande d'octroi de prérogative doit être déposée. Cette demande consistera en un formulaire adressé à la Direction par l'intermédiaire du Service en charge des affaires institutionnelles, comportant une déclaration d'engagement du respect des conditions prévues à l'article 28 du projet. De même, dans la mesure où la communauté souhaitant obtenir des prérogatives doit disposer de la personnalité juridique (personnalité morale) en étant organisée en association, ses statuts devront impérativement être joints à la demande. De par la dernière phrase de l'alinéa 1, le règlement indiquera les autres documents à joindre à la demande (composition du comité de direction, membres, personnes en charge des tâches liées aux prérogatives, attestations, extraits comptables, etc.). Inscrire dans le règlement le détail des autres documents confère une plus grande liberté de manœuvre dans l'évolution éventuellement nécessaire en ce qui concerne les indications documentaires.

L'alinéa 2 instaure une période probatoire de 5 ans dès l'adoption d'une décision d'ouverture de dossier. Cette période « probatoire », qui pourra déjà permettre l'exercice de certaines prérogatives, doit garantir une collaboration entre la communauté confessionnelle concernée et la Direction pour l'examen des modalités d'exercice et aussi conseiller, si nécessaire, ladite communauté dans l'exercice desdites prérogatives. A noter que, s'agissant des prérogatives en lien avec le droit fiscal (*lettres d et e, d'ores et déjà existantes dans la loi actuelle*), si une telle demande de prérogative devait être déposée, elle devrait être transmise au Service en charge des contributions. Il appartiendra audit Service d'instruire cette demande et de rendre une décision incidente relative à leur octroi, provisoire (al. 2) ou définitif (al. 4). Le but est ainsi d'assurer la conformité de telles décisions avec le droit cantonal existant en la matière, à savoir en particulier la loi sur l'impôt sur les successions et les donations (LISD ; RSF 635.2.1) et la loi sur les impôts cantonaux directs (LICD ; RSF 631.1), ainsi qu'avec, en particulier, la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID ; RS 642.14). En principe aussi, l'octroi de prérogatives ponctuelles, telles par exemple l'exonération des droits de mutation, ne pourra être octroyée que lors de l'approbation définitive au sens de l'alinéa 4, afin notamment d'éviter des problèmes de rétroactivité ; en effet, si les prérogatives devaient être finalement refusées en application de l'alinéa 4, il serait problématique de revenir sur l'exonération de droits de mutation qui aurait été accordée pour la période probatoire. Il est également relevé que, s'agissant des autres prérogatives, qui relèvent exclusivement du droit cantonal, les autorités cantonales compétentes seront invitées à livrer un préavis.

Le troisième alinéa indique que l'instruction de tout dossier d'octroi de prérogative de droit public est du ressort de la Direction, là encore vraisemblablement par l'intermédiaire du Service en charge des institutions. Cela devra se faire dans le respect des règles générales du Code de procédure et de juridiction administrative (cf. ég. art. 30bis). Il est utile de rappeler que ce code oblige toute personne sollicitant une décision doit collaborer à l'instruction. Il apparaît dès lors que l'octroi d'une prérogative est un processus, collaboratif et participatif, qui doit permettre le bon déroulement des opérations d'instructions et du processus d'évaluation des conditions à réaliser. A noter qu'en fonction des questions qui pourraient se poser, de l'ampleur de la tâche ou de certaines difficultés, l'autorité

d'instruction pourra solliciter le concours de personnes expertes, voire désigner une commission d'évaluation en cas de souci lié à ses ressources.

Le quatrième alinéa indique enfin que l'octroi définitif de prérogatives de droit public à une communauté confessionnelle fait l'objet d'une décision du Conseil d'Etat et d'une convention entre l'Etat et la communauté concernée. Cette convention a pour objet de définir autant que nécessaire le détail des modalités d'octroi des prérogatives (cf. ég. art. 29 al. 2).

Art. 29b *Suivi des conditions d'octroi*

Ce nouvel article implique un suivi et un contrôle durable des activités des communautés au bénéfice de prérogatives. Comme indiqué, tout octroi de prérogative fait l'objet d'une période probatoire de 5 ans. Au terme de cette période, les prérogatives sollicitées sont confirmées ou refusées. Toutefois, une fois l'octroi définitif des prérogatives intervenu la Direction en charge des institutions se voit conférer la faculté d'examiner le respect des conditions prévues dans la convention. C'est ainsi que ladite Direction pourra toujours demander aux communautés confessionnelles ses documents comptables pour le dernier exercice (alinéa 1) et solliciter toute information utile au contrôle du respect des conditions d'octroi (alinéa 2).

Si la Direction se voit octroyer des compétences élargies en matière de suivi de dossier, l'alinéa 3 rappelle que les communautés auront aussi une obligation de collaboration. C'est ainsi qu'elles devront transmettre toute modification statutaire ou information jugée pertinente. On le devine, cette dynamique impliquera une réelle collaboration entre la Direction ou son Service en charge des institutions et les communautés. Celle-ci supposera la création de contacts étroits et réguliers entre les partenaires.

Le quatrième alinéa désigne les sanctions qui pourront être adoptées en cas de non-respect des conditions fixées dans la décision du Conseil d'Etat, respectivement la convention signée entre l'Etat et les communautés concernées.

Ces sanctions sont les suivantes :

Lettre a : L'avertissement ;

Lettre b : Le retrait pour une durée d'une à trois années d'une ou de plusieurs prérogatives ;

Lettre c : La révocation d'une ou de plusieurs prérogatives.

Cas échéant, il appartiendra au Conseil d'Etat de les prononcer.

Art. 30a *Procédure décisionnelle*

Cet article précise, à toutes fins utiles, que la procédure est décisionnelle, à savoir soumise au code de procédure et de juridiction administrative. Ainsi toute règle procédurale qui n'aurait pas été traitée dans le présent projet le sera en application des règles générales de la procédure administrative.

Art. 30b *Règlement d'exécution*

Cet article renvoie au règlement d'exécution le détail des conditions et de la procédure d'octroi des prérogatives, comme cela a été indiqué dans les commentaires précédents.

Titre 5a *Conseil cantonal pour les questions religieuses*

Il est nécessaire, pour des motifs de clarté, de créer une nouvelle section dans la loi afin d'introduire le Conseil cantonal pour les questions religieuses.

Art. 30c *Conseil cantonal pour les questions religieuses*

Dans sa réponse au postulat des députés Ballmer-Ducotterd, le Conseil d'Etat a partagé le souci des postulants d'utiliser chaque opportunité qui se présente pour améliorer le dialogue interreligieux et le dialogue entre les communautés confessionnelles et les autorités politiques. Il a donc été décidé de donner une suite directe au postulat en question.

Lors de leurs réflexions, les représentants des diverses communautés membres du groupe de travail chargé de la révision de la loi ont exprimé de manière unanime leur intérêt pour la création d'une telle table ronde. Il a semblé effectivement très utile que les communautés confessionnelles disposent d'un canal de communication officiel avec

les autorités cantonales et communales pour exprimer leurs éventuelles préoccupations. L'essentiel des discussions, s'agissant de la table ronde, a porté sur les buts à retenir pour une telle institution. Si le dialogue intercommunautaire a été jugé comme pouvant se dérouler dans un cadre moins formel, la relation entre les autorités politiques et administratives d'une part et les communautés confessionnelles d'autre part a semblé essentiel. De même, le souci de la paix confessionnelle a également rencontré un fort soutien de la part des membres du groupe de travail. C'est ainsi que les divers buts de la table ronde, qui sera formellement une commission du Conseil d'Etat, ont été longuement débattus.

Cet article pose le principe de la création de la table ronde des religions. Celle-ci prendra la forme d'une commission. A noter que sa dénomination a fait l'objet de discussions au sein du groupe de travail. Dans la mesure où cette commission doit avoir pour but d'être un véritable interlocuteur pour les autorités cantonales et communales, le terme « table ronde des religions » ne semble pas approprié. Une telle désignation donne en effet l'impression qu'il s'agit d'un lieu de discussion entre les religions. Or, vu le but souhaité tant par les motionnaires que par le Conseil d'Etat et les représentants des communautés confessionnelles, une telle dénomination semble réductrice. Finalement, au terme de la réflexion, il est proposé de donner à la commission le terme officiel de « Conseil cantonal pour les questions religieuses ». Cette dénomination semble en effet plus adéquate avec le rôle actif qui est souhaité pour cette commission.

L'alinéa 2 indique la composition du Conseil cantonal pour les questions religieuses et le principe que ses membres sont nommés par le Conseil d'Etat. Ainsi, celui-ci sera composé non seulement de personnes représentant des principales communautés confessionnelles du canton mais aussi de personnes représentant des services de l'Etat. Son nombre n'a pas été défini afin de laisser au Conseil d'Etat la marge de manœuvre nécessaire pour que la commission soit la plus représentative de la réalité confessionnelle du canton. Cependant, une restriction a été posée avec la condition de l'éligibilité à l'octroi de prérogatives de droit public. En l'absence d'une telle indication, des mouvements, pas forcément représentatifs, pourraient prétendre à avoir une place au sein de la commission. Pour éviter une telle situation, il est donc précisé que seules les communautés confessionnelles répondant potentiellement aux conditions de l'article 28 de la loi (à savoir de prime abord éligibles à l'octroi de prérogatives) pourront prétendre à un siège au sein de la commission.

L'alinéa 3 précise que le Conseiller d'Etat ou la Conseillère d'Etat en charge des institutions (act. la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts) préside la commission. Il précise aussi que le secrétariat de la commission doit être assurée par une personne membre de la Direction en charge des institutions. De facto, il pourrait aussi s'agir de collaboratrices ou collaborateurs du Service en charge des institutions³.

Il est encore précisé, à l'alinéa 4, que la commission pourra s'adjoindre le soutien d'expert-e-s. Ainsi, selon les thèmes qui pourraient devoir être traités, la commission pourra recourir à des avis extérieurs sans que ces personnes aient la qualité de membre. Ainsi, des avis d'expert-e-s pourront être sollicités dans des domaines spécifiques, par exemple en matière fiscale, juridique, sociale, de formation pédagogique, etc. De même, dans un souci de n'exclure personne, outre des expert-e-s, le Conseil pourra aussi inviter des personnes concernées par certains sujets abordés. Cette formulation volontairement large permettra aussi de pouvoir inclure dans les discussions des personnes représentant des communautés confessionnelles ne remplissant pas les conditions d'éligibilités, mais aussi des acteurs de la société civile qui pourraient contribuer à une réflexion étendue sans avoir formellement la qualité de membre du conseil cantonal pour les questions religieuses.

L'alinéa 5 indique enfin qu'il appartiendra au Conseil d'Etat de définir, pour le surplus, les règles de fonctionnement du Conseil cantonal pour les questions religieuses, ce qui implique par là même aussi ses relations avec les instances cantonales et communales.

³ Actuellement : SAINEC.

Art. 30d Buts

Cette nouvelle disposition définit les buts du Conseil cantonal pour les questions religieuses :

Lettre a

Le Conseil sera le principal organe consultatif du Conseil d'Etat pour toutes les questions relatives aux rapports entre l'Etat et les communautés confessionnelles, les questions religieuses et le maintien de la paix confessionnelle. Le Conseil pourra exprimer son avis sans que cela ne lie bien évidemment le Conseil d'Etat. Mais il a paru important d'inscrire ce but formellement pour bien signaler le souci du Conseil d'Etat d'éviter toute mise à l'écart des communautés confessionnelles dans la prise de décisions pouvant les concerner (travaux législatifs, mesures administratives, etc.).

Lettre b

Ce chiffre confère au Conseil un rôle proactif. En effet, si la qualité d'organe consultatif dépend des sollicitations qui seront faites par l'autorité, pouvoir relayer les besoins des communautés confessionnelles auprès des autorités cantonales et communales revêt une autre dimension. Le Conseil pourra donc adresser formellement des requêtes pour que les besoins soient pris en compte et à leur juste mesure par les autorités cantonales et communales. Dans le même temps, il pourra assurer le même rôle d'institution-relais pour ces mêmes autorités à l'égard des communautés confessionnelles. Ainsi, le rôle d'interface de la commission entre les autorités et les communautés sera essentiel. Il sera utile à la fois pour les autorités et pour les communautés, dans le souci d'assurer un dialogue nécessaire.

Lettre c

Le Conseil aura le rôle essentiel de contribuer, avec les autorités, à la paix confessionnelle dans le canton, tant entre les communautés confessionnelles et la population qu'entre les communautés elles-mêmes et même au sein de leurs propres membres. Des discordes peuvent en effet survenir en tout temps, sur fond de divergences culturelles, sociétales, théologiques, éthiques ou politiques. Souvent, de telles tensions sont liées à l'actualité du moment (crises dans le pays d'origine, actes terroristes, prêches ou sermons problématiques, tensions sociales, questions sociétales, etc.).

Lettre d

La mission conférée au Conseil de promouvoir le dialogue entre les communautés confessionnelles elles-mêmes mais aussi entre les communautés confessionnelles et les autorités cantonales ou communales relève aussi du but fondamental de la paix confessionnelle dans le canton. Le dialogue, à quel niveau que ce soit, permet aux interlocuteurs de tous horizons de se connaître, de se comprendre et de résoudre plus aisément leurs difficultés ou divergences de vues. Il a semblé utile au Conseil d'Etat, retenant une proposition du groupe de travail, de le préciser directement dans le texte de la révision, pour éviter que cela soit occulté.

Les divers buts mentionnés dans le texte de loi donnent au Conseil cantonal pour les questions religieuses un rôle réellement actif dans la résolution de toute difficulté et aussi dans la collaboration avec les autorités. Le Conseil doit pouvoir être un acteur légitime dans les questions concernant les communautés confessionnelles et leurs relations avec les autorités, toujours dans le souci essentiel d'assurer la paix confessionnelle.

A noter que la question du maintien de l'actuelle commission des aumôneries en fonction des tâches qui seront accomplies par cette nouvelle commission se posera. En effet, si les questions d'aumônerie devaient entrer dans le champ de compétence du nouveau Conseil cantonal pour les questions religieuses, l'opportunité du maintien de la commission des aumôneries devrait être examinée. Selon l'Ordonnance du Conseil d'Etat relative à la Commission cantonale pour les questions d'aumônerie, cette commission a les attributions suivantes :

- a) elle est l'organe consultatif du Conseil d'Etat pour toutes les questions relatives à l'aumônerie dans les établissements de l'Etat ;
- b) elle tient à jour l'inventaire des aumôneries ;
- c) elle évalue les besoins en matière d'aumônerie en tenant compte des intérêts des collectivités publiques et des Eglises reconnues ;

-
- d) elle établit les projets de conventions prévus à l'article 23 al. 2 de la loi du 26 septembre 1990 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat ;
 - e) elle peut faire au Conseil d'Etat toute proposition concernant les questions d'aumônerie.

7 Les incidences financières et en personnel

On peut s'attendre à ce que plusieurs communautés confessionnelles sollicitent, dans un futur proche, l'octroi de prérogatives publiques indépendamment de la présente proposition de modification de la loi. Le projet de loi prévoit que toute demande doit faire l'objet d'une période probatoire de 5 ans.

Cette période doit permettre l'examen des conditions d'octroi et le bon déroulement de l'exercice des prérogatives accordées provisoirement. Au terme de la procédure probatoire, les prérogatives seront définitivement octroyées si les exigences fixées auront été respectées à satisfaction. Toutefois, il ne s'agira pas, une fois le bénéfice des avantages accordé, de ne plus s'inquiéter du bon déroulement de l'exercice des prérogatives. Le projet prévoit la possibilité pour l'Etat, par le truchement du Service en charge des institutions, de continuer à exercer un contrôle de l'activité des communautés confessionnelles dans l'exercice des prérogatives octroyées. Comme indiqué préalablement, un processus collaboratif est prévu avec des sanctions voire la révocation de prérogatives si les exigences de base ne sont plus respectées. Tout suivi suppose des compétences, des ressources et du temps pour assurer les nouvelles tâches mises en place. En outre, l'animation du conseil cantonal des religions impliquera également une collaboration très régulière avec les communautés confessionnelles du canton, qui, elle aussi, nécessitera des ressources. A l'heure actuelle, le Service en charge des institutions n'en dispose d'aucune.

Aussi, si nous avons la chance de bénéficier d'une collaboration interreligieuse pacifique dans notre canton, il est important de se rappeler que tel n'est pas le cas dans de nombreux pays et qu'il est dans l'intérêt de l'Etat de la soutenir activement. Au vu des tâches qui doivent déjà et devront encore être exercées, un poste à 50% doit être créé afin de disposer d'une personne qui sera désormais chargée des questions religieuses dans le canton (délégué-e aux questions religieuses). Ce poste sera dévolu essentiellement aux tâches liées à l'octroi des prérogatives de droit public, à la gestion du conseil cantonal des religions, à la gestion de problématiques courantes, qui se posent de plus en plus fréquemment en termes de relations entre les communautés confessionnelles et l'Etat et à la promotion d'initiatives visant à favoriser sur le long terme le dialogue interreligieux et la promotion de la paix sociale.

8 Incidences sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes

La présente révision partielle n'a pas d'influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Toutefois, le conseil cantonal pour les questions religieuses devra jouer un rôle en tant qu'intermédiaire dans le dialogue entre autorités et communautés confessionnelles, dans le respect de leurs tâches respectives.

9 Développement durable

Le projet s'inscrit pleinement dans l'objectif 16 de l'Agenda 2030 pour le développement durable, adopté par la Confédération. Cet objectif vise des institutions efficaces et participatives oeuvrant en faveur d'une société inclusive et pacifique. La présente révision de loi rend possible la mise en place d'un tel dispositif institutionnel et se veut un gage de paix sociale et de stabilité. Elle contribue donc pleinement à la durabilité de la société fribourgeoise.

10 Conformité au droit fédéral et européen

—

La présente révision législative ne présente pas de contradiction ou de conflit avec le droit fédéral. Il y a lieu de relever que selon l'article 72 de la Constitution fédérale, la réglementation des rapports entre l'Eglise (au sens large) et l'Etat est du ressort des cantons. Par ailleurs, la présente révision ne présente aucune incompatibilité avec le droit européen.

11 Référendum législatif

—

La présente révision sera, le cas échéant, soumise au référendum législatif facultatif. N'ayant pas d'incidence financière notable pour l'Etat, il n'y a pas lieu de la soumettre au référendum financier.



Botschaft 2020-DIAF-45

9. Oktober 2023

Änderung des Gesetzes über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat (KSG)

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat.

Inhaltsverzeichnis

1	Einleitung	2
1.1	Postulat Ducotterd zur Überwachung von Moscheen und Imamen	2
1.2	Postulat Ballmer/Ducotterd zur Einrichtung eines Runden Tisches der Religionen	2
2	Heutiger Rechtsrahmen	3
3	Arbeitsweise	3
4	Die Ergebnisse der Vernehmlassung zum Vorentwurf	4
5	Wichtigste Änderungen und Neuerungen des Entwurfs	5
6	Kommentar zu den einzelnen Artikeln des Entwurfs	5
7	Finanzielle und personelle Auswirkungen	14
8	Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden	15
9	Nachhaltige Entwicklung	15
10	Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Europaverträglichkeit	15
11	Gesetzesreferendum	15

1 Einleitung

Die beantragte Gesetzesrevision ist auf zwei parlamentarische Vorstösse zurückzuführen, zum einen auf das Postulat zur Überwachung von Moscheen und Imamen, zum anderen auf das Postulat zur Einrichtung eines Runden Tisches der Religionen.

1.1 Postulat Ducotterd zur Überwachung von Moscheen und Imamen

Im Postulat 2017-GC-41 warf Grossrat Christian Ducotterd die Frage nach der Überwachung von Moscheen und Imamen auf. Der Vorstoss umfasste eine **sicherheitspolitische** Ebene, die die Herausforderungen des radikalen Islam und des Jihadismus betraf. Dabei ging es ihm um Aspekte wie die Analyse der Situation und der Risiken radikaler Strömungen des Islam, die Überwachung von Moscheen und Treffpunkten, die mögliche Verbreitung radikaler Botschaften und die Evaluation allfälliger Massnahmen zur Bekämpfung gefährlicher Entwicklungen. Auf **institutioneller** Ebene stellte Grossrat Ducotterd die Frage nach den Rahmenbedingungen für muslimische Glaubensgemeinschaften und deren Status. Weitere Themen waren die Ausbildung der Imame, die Integrationsmassnahmen, die Kontrolle des Rechnungswesens muslimischer Glaubensgemeinschaften, die Identität der im Kanton tätigen Imame, die Einbeziehung der muslimischen Gemeinde bei der Integration ihrer Mitglieder und die Achtung unserer rechtsstaatlichen Werte.

In seiner Antwort vom 5. September 2017 beantragte der Staatsrat, den Vorstoss auf sicherheitspolitischer Ebene abzulehnen. Der institutionelle Teil des Postulats wurde hingegen angenommen. Der Staatsrat konzentrierte seine Überlegungen in der Folge aber nicht nur auf die muslimische Gemeinschaft, sondern berücksichtigte auch die wachsende Zahl von Personen, die sich zu einer anderen als den traditionell im Kanton präsenten Religionen bekennen. Es ist nämlich davon auszugehen, dass diese neuen Religionsgemeinschaften früher oder später einen Antrag auf Gewährung öffentlich-rechtlicher Vorrechte stellen werden. Deshalb sollten nach Ansicht des Staatsrats die Voraussetzungen und das Verfahren für die Gewährung solcher Vorrechte sowie für deren Überwachung und Entzug überprüft werden.

Der Grosse Rat genehmigte den Antrag des Staatsrats in seiner Sitzung vom 10. Oktober 2017. Am 5. November 2019 legte der Staatsrat seinen Bericht zu den institutionellen Aspekten des Postulats vor. Dieser beruhte zu einem grossen Teil auf dem Expertenbericht¹ von Dr. Mallory Schneuwly Purdie, Doktorin in Religionswissenschaft und -soziologie der Universität Freiburg und der Ecole pratique des Hautes Etudes de la Sorbonne in Paris. Am Ende des Berichts wurde vorgeschlagen, das Gesetz über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat einer Teilrevision zu unterziehen.

1.2 Postulat Ballmer/Ducotterd zur Einrichtung eines Runden Tisches der Religionen

Mit einem am 6. Februar 2020 eingereichten und begründeten Postulat forderten Grossrätin Mirjam Ballmer und Grossrat Christian Ducotterd, dass im Rahmen der Revision des Gesetzes über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat auch die Einrichtung eines Runden Tisches der Religionen geprüft werde. Angesichts der Entwicklung der freiburgischen Gesellschaft und der zunehmenden Zahl von Personen, die einer anderen als den traditionell im Kanton präsenten Konfessionen angehören, wurde dieser Vorschlag für zweckmässig erachtet. Der Staatsrat kam nach der Analyse der verschiedenen Modalitäten des interreligiösen Dialogs zum Schluss, dass eine solche Plattform sinnvoll wäre. Erfahrungen haben gezeigt, dass ein Runder Tisch der Religionen als Instrument einerseits für den interreligiösen Dialog und andererseits für den Dialog zwischen den Kantons- und Gemeindebehörden und den Religionsgemeinschaften einen Integrationsfaktor darstellt und zur Wahrung des

¹ Nachfolgend «Schneuwly-Purdie-Bericht».

sozialen Friedens beiträgt. Deshalb beantragte der Staatsrat dem Grossen Rat, seinen Bericht² in direkter Folge auf das Postulat Ballmer und Ducotterd zur Kenntnis zu nehmen.

2 Heutiger Rechtsrahmen

Der geltende Rechtsrahmen ist über dreissig Jahre alt. Das Gesetz über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat wurde am 26. September 1990 vom Grossen Rat verabschiedet. Es enthält einige Bestimmungen, die die im Postulat Ducotterd aufgeworfenen institutionellen Aspekte betreffen. Die Artikel 28, 29 und 30 KSG legen die Voraussetzungen für die Gewährung öffentlich-rechtlicher Vorrechte fest, definieren die Arten von Vorrechten und regeln deren Entzug und die Möglichkeit eines Verzichts. Diese drei Bestimmungen sollten überarbeitet und an die Entwicklung der freiburgischen Religionslandschaft sowie an die geänderten Technologien, Sitten und Werte unserer sich wandelnden Gesellschaft angepasst werden.

Aufgrund der Einwanderung und der Bevölkerungszunahme in der Schweiz und im Kanton Freiburg sowie des Mentalitätswandels hat sich das gesellschaftliche Umfeld in religiösen Fragen wesentlich geändert. Die Religionslandschaft des Kantons Freiburg hat sich in den letzten Jahrzehnten gewandelt und diversifiziert. Rund zwanzig Jahre nach der Verabschiedung des KSG wurde sich die Politik bewusst, dass es Überlegungen zu diesem Thema braucht. Bereits 2012 beauftragte der Staatsrat infolge eines Postulats der Grossräte Daniel de Roche und Laurent Thévoz den Direktor des Instituts Religioscope, Professor Jean-François Mayer, einen Bericht über die religiöse Vielfalt und die Beziehungen zwischen den Konfessionsgemeinschaften im Kanton sowie die notwendigen Überlegungen und behördlichen Massnahmen zur Wahrung des konfessionellen Friedens zu erstellen. Die Schlussfolgerungen von Professor Mayer, insbesondere die Individualisierung und Privatisierung der Religion, der geringe Einfluss der traditionellen Kirchen sowie die Präsenz und Entwicklung nichtchristlicher Religionen, wurden durch die gesellschaftlichen Entwicklungen der letzten zehn Jahre bestätigt. Der Schneuwly-Purdie-Bericht vom 4. Juli 2019 zeigt, dass die Zahl der Personen ohne Religionszugehörigkeit im letzten Jahrzehnt gestiegen ist und dass auch die muslimischen und anderen Gemeinschaften mit Migrationshintergrund zahlenmässig zugenommen haben. Gleichzeitig konnten sich die traditionellen (protestantischen und katholischen) Gemeinschaften insgesamt behaupten, teilweise dank der Zuwanderung aus dem europäischen Ausland.

Diese statistischen Daten machen deutlich, dass die Erwartungen der Konfessionsgemeinschaften mit Migrationshintergrund angesichts der steigenden Mitgliederzahlen gross sind. Die unbestimmte Weiterführung eines reinen Vereinsstatus wird den Bedürfnissen einiger Gemeinschaften nicht gerecht. Auch wenn ihre offizielle Anerkennung verfrüht scheint, ist die Gewährung öffentlich-rechtlicher Vorrechte ein aktuelles Thema. Deshalb ist es sinnvoll, die Frage der öffentlich-rechtlichen Vorrechte zu überprüfen und Instrumente einzuführen, die einen interreligiösen Dialog im Einklang mit den Werten unserer demokratischen Gesellschaft erlauben und den Dialog zwischen den Konfessionsgemeinschaften und den politischen Behörden sicherstellen.

3 Arbeitsweise

Die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) wurde über das Amt für institutionelle Angelegenheiten, Einbürgerungen und Zivilstandswesen (IAEZA) mit der Revision des Gesetzes über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat beauftragt. Um den unterschiedlichen Sensibilitäten der Konfessionsgemeinschaften bei dieser Revision so weit wie möglich Rechnung tragen zu können, beauftragte der Staatsrat auf Antrag der ILFD eine Arbeitsgruppe mit den notwendigen Überlegungen. Der vom IAEZA geleiteten

² Bericht 2020-DIAF-30 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2020-GC-22 Ballmer Mirjam/Ducotterd Christian – Einrichtung eines Runden Tisches der Religionen.

Kommission gehören Vertreterinnen und Vertretern der wichtigsten Konfessionsgemeinschaften an, somit ist sie breit aufgestellt. Die Kommission umfasst folgende Vertreterinnen und Vertreter:

- > ein Mitglied der römisch-katholischen Kirche;
- > ein Mitglied der reformierten Kirche;
- > ein Mitglied der evangelischen Kirchen;
- > ein Mitglied der eritreisch-orthodoxen Kirche;
- > ein Mitglied der europäischen orthodoxen Gemeinschaft;
- > ein Mitglied der muslimischen Gemeinschaft;
- > ein Mitglied der israelitischen Gemeinschaft;
- > ein Mitglied der alevitischen Gemeinschaft;
- > die Delegierte des Kantons für die Integration der Migrantinnen und Migranten und für Rassismusbekämpfung;
- > Ein Mitglied des Schweizerischen Zentrums für Islam und Gesellschaft (Universität Freiburg).

Die Kommission trat im Jahr 2021 fünfmal, im Jahr 2022 zweimal und im Jahr 2023 zweimal zusammen, um sich auszutauschen und die wichtigsten Vorschläge für die vorliegende Teilrevision des Gesetzes über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat auszuarbeiten.

Mehrere Westschweizer Kantone haben sich mit der Frage der Anerkennung von Konfessionsgemeinschaften befasst, wobei die Debatte zum Teil sehr emotional geführt wurde. In einigen Fällen wurde das Referendum gegen die Gesetzesvorlagen zur Anerkennung weiterer Konfessionsgemeinschaften ergriffen. Im Kanton Waadt konnte jedoch ein Gesetz verabschiedet werden, das den gesellschaftlichen Entwicklungen Rechnung trägt. Es legt die allgemeinen Grundsätze fest und verweist für die zahlreichen Detailfragen auf ein Ausführungsreglement. Die Arbeitsgruppe und der Staatsrat erachteten dieses Vorgehen für sinnvoll. Die vorliegende Gesetzesrevision geht also bewusst nicht auf alle Einzelheiten ein. Viele der oft verfahrenstechnischen oder praktischen Fragen müssen daher im Ausführungsreglement geregelt werden. Aus Gründen der Transparenz, auf die der Staatsrat grossen Wert legt, umfasste die Vernehmlassung zum Revisionsvorentwurf jedoch sowohl die Gesetzesänderung als auch die Grundzüge des Reglements.

4 Die Ergebnisse der Vernehmlassung zum Vorentwurf

Der Gesetzesvorentwurf und der erläuternde Bericht wurden Anfang Juli 2022 in die Vernehmlassung gegeben. Bis zum Herbst 2022 gingen 35 Stellungnahmen bei der ILFD ein, darunter sieben von Gemeinden und der Konferenz der Ammänner der Hauptorte und der grossen Gemeinden, die sich der Stellungnahme des Freiburger Gemeindeverbands anschlossen. Neben den Direktionen des Staatsrats nahmen sieben Dienststellen der kantonalen Verwaltung, die Oberamtspersonenkonferenz, sechs politische Parteien und fünf Konfessionsgemeinschaften zum Entwurf Stellung, wobei die katholische Gemeinschaft einerseits über den Exekutivrat der kantonalen katholischen kirchlichen Körperschaft und andererseits über die Diözese Lausanne, Genf und Freiburg antwortete. Es ist anzumerken, dass die Vereinigung Libre Pensée Romande und ihre Freiburger Sektion, obwohl sie ursprünglich nicht konsultiert worden waren, beide eine ausführliche Stellungnahme übermittelt haben. Zwar bezogen sich nicht viele Antworten direkt auf den in die Vernehmlassung gegebenen Entwurf, es gingen jedoch zahlreiche Stellungnahmen ein, insbesondere von nichtstaatlichen Akteuren, die sehr ausführlich und mit Argumenten versehen waren.

Die Einführung eines Kantonalen Rats für Religionsfragen stiess auf breite Zustimmung. Viele religiöse Akteure weisen jedoch darauf hin, wie wichtig die Ernennung der Mitglieder sein wird. Auch die Schaffung der Stelle eines kantonalen Beauftragten für Religionsfragen wird im Allgemeinen gut angenommen, mit Ausnahme einiger Kreise, die sie nicht befürworten.

Einige Konfessionsgemeinschaften bedauerten die Bescheidenheit des Entwurfs, insbesondere in Bezug auf die Anzahl und Art der vorgesehenen öffentlich-rechtlichen Vorrechte. Umgekehrt begrüssen einige institutionelle Akteure in ihrer Stellungnahme, dass sich der Entwurf nicht mit Steuern befasst, da es sich hierbei um ein technisches, sensibles und schwer umzusetzendes Thema handelt.

Von den neuen Voraussetzungen für die Gewährung öffentlich-rechtlicher Vorrechte hat die Anerkennung der derzeit unterrichteten wissenschaftlichen Kenntnis heftige Stellungnahmen ausgelöst. Letztlich wurde nach Prüfung der von den Konfessionsgemeinschaften und einigen anderen institutionellen Akteuren vorgebrachten Argumente die Version ausgewählt, die von einer Direktion des Staatsrats vorgeschlagen wurde.

Allgemein lässt sich sagen, dass der Entwurf auf ein eher positives Echo stiess, einige Punkte jedoch stark diskutiert wurden. Der aktuelle Entwurf nach Abschluss dieses Vernehmlassungsverfahrens berücksichtigte so weit wie möglich die Vorschläge der verschiedenen Interessengruppen.

5 Wichtigste Änderungen und Neuerungen des Entwurfs

Die Arbeitsgruppe und der Staatsrat sind in ihren Sitzungen zum Schluss gekommen, dass das geltende Gesetz angepasst werden muss. Dabei sollen nicht nur die Ziele berücksichtigt werden, die der Grosse Rat infolge der Postulate von Mirjam Ballmer und Christian Ducotterd festgelegt hat, sondern auch die im Rahmen der Vernehmlassung hauptsächlich geäusserten Meinungen.

Diese Teilrevision sieht daher folgende Änderungen vor:

- > Änderung des Titels des Gesetzes;
- > Schaffung eines Runden Tisches der Religionen (Kantonaler Rat für Religionsfragen) und Festlegung seines Zwecks;
- > Anpassung der Voraussetzungen für die Gewährung öffentlich-rechtlicher Vorrechte;
- > Aktualisierung der verschiedenen öffentlich-rechtlichen Vorrechte;
- > Anpassung der Überwachung und Kontrolle zur Einhaltung der Voraussetzungen für die Gewährung öffentlich-rechtlicher Vorrechte;
- > Verweis auf ein vom Staatsrat zu erlassendes Reglement für alle Detailfragen im Zusammenhang mit der Arbeitsweise des Runden Tisches der Religionen und mit dem Verfahren zur Gewährung öffentlich-rechtlicher Vorrechte.

6 Kommentar zu den einzelnen Artikeln des Entwurfs

TITEL

Gesetz über die Beziehungen zwischen den Konfessionsgemeinschaften und dem Staat (BKGS)

Zunächst ist darauf hinzuweisen, dass sich die Religionslandschaft des Kantons Freiburg seit 1990, als das geltende Gesetz über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat verabschiedet wurde, stark gewandelt hat. Die katholischen und protestantischen Gemeinschaften haben tendenziell an Bedeutung verloren. Wie bereits weiter oben ausgeführt, hat sich die freiburgische Gesellschaft infolge der gesellschaftlichen und technologischen Entwicklungen, der Bevölkerungszunahme und der Einwanderung in die Schweiz und in den Kanton erheblich gewandelt. Es gibt neue religiöse Akteure, die sich auf dem Kantonsgebiet niedergelassen haben und deren Präsenz mit der Zeit selbstverständlich werden wird. Neben den anerkannten (katholischen, reformierten, jüdischen) Kirchen und Gemeinschaften sind auch die verschiedenen muslimischen Gemeinschaften, die alevitische Gemeinschaft, die europäischen Orthodoxen, die eritreische Glaubensgemeinschaft und die evangelischen Kirchen schon lange Teil der freiburgischen Religionslandschaft.

Aus diesem Grund sollte der Titel des Gesetzes angepasst werden, so dass er sich nicht nur auf die anerkannten Kirchen bezieht, sondern alle Konfessionsgemeinschaften umfasst, wie sich dies für einen demokratischen und konfessionell neutralen Staat gehört.

Der Staatsrat schlägt daher folgenden neuen Titel vor: «Gesetz über die Beziehungen zwischen den Konfessionsgemeinschaften und dem Staat».

Art. 1 Abs. 2 Geltungsbereich

Hier geht es lediglich darum, die neuen Artikel mit dem Text in Übereinstimmung zu bringen. Der Verweis auf Art. 30 wird daher durch den letzten Artikel des betreffenden Kapitels, d. h. Art. 30b, ersetzt.

Art. 28 Voraussetzungen für die Gewährung von Vorrechten

Im Vergleich zum Gesetz von 1990 werden die Voraussetzungen für die Gewährung von Vorrechten in diesem Entwurf erheblich umformuliert und die Anforderungen erhöht. Obwohl einige der in diesem Gesetzesentwurf vorgeschlagenen Voraussetzungen bereits im geltenden Gesetz enthalten sind, scheint es notwendig, den gesamten Artikel neu zu überarbeiten, da es sich um ein zusammenhängendes Paket handelt. Die in Absatz 1 Buchstaben a bis h genannten Voraussetzungen müssen kumulativ erfüllt sein.

Bst. a

Diese Voraussetzung ist nicht neu und besteht bereits im Gesetz von 1990, in Artikel 28 Abs. 1, Bst. d).

Jede Konfessionsgemeinschaft, die öffentlich-rechtliche Vorrechte erlangen möchte, muss als Verein im Sinne von Artikel 60 ff. des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs organisiert sein, ihren Sitz im Kanton haben und über mindestens eine Kultusstätte verfügen. Dies bedeutet, dass die Gemeinschaft ein eigentliches Gemeindeleben im Kanton aufweisen muss. Sie muss über Statuten verfügen, in denen ihre Ziele und ihre Vertreterinnen und Vertreter formell festgelegt sind, und sie muss eine Buchhaltung führen. Derzeit haben einige Konfessionsgemeinschaften keine klaren Strukturen, keine Buchhaltung und auch keine offiziellen Vertreterinnen und Vertreter. Trotzdem hätten diese Gemeinschaften gerne gewisse Vorrechte, wobei es manchmal schwierig ist, einen festen Ansprechpartner zu haben. Diese Bestimmung verpflichtet also die Gemeinschaften, die Vorrechte wünschen, sich formell zu organisieren. Dies ist für die Gemeinschaften unbestreitbar eine strenge Auflage, die sich aber mittelfristig als nützlich erweisen wird. Dank dieser Bestimmung haben die Kantons- und Gemeindebehörden einen echten, erkennbaren und bekannten Ansprechpartner.

Bst. b

Auch diese Bestimmung ist nicht neu und basiert sinngemäss auf dem aktuellen Buchstaben a) von Art. 28 Abs. 1.

Allerdings wurde auf die Bezugnahme auf den Ökumenischen Rat der Kirchen verzichtet. Angesichts der Entwicklung der religiösen Landschaft ist es nicht mehr angezeigt, auf den Ökumenischen Rat der Kirchen zu verweisen. Viele Konfessionsgemeinschaften können dem Rat naturgemäss gar nicht angehören (Islam, Buddhismus, Hinduismus usw.). Die Bedingung einer dreissigjährigen Präsenz im Kanton wird dagegen als alternative Voraussetzung beibehalten (s. Bst. h des Entwurfs).

Bst. c

Diese Bestimmung ist auch nicht neu. Sie ist bereits in Bst. e) von Art. 28 Abs. 1 des Gesetzes von 1990 enthalten.

Es versteht sich von selbst, dass die Einhaltung der Schweizer Rechtsordnung eine grundlegende Anforderung darstellt. Die verfassungsmässigen Grundsätze sind in der Bundesverfassung und in der Gesetzgebung verankert. Alle Gemeinschaften müssen gewisse Grundprinzipien unserer Rechtsordnung anerkennen, etwa die Gleichstellung von Frau und Mann, das Verbot jeglicher Diskriminierung wegen der Herkunft, der Rasse, des Geschlechts, des Alters, der Sprache, der sozialen Stellung, der Lebensform oder der religiösen, weltanschaulichen oder politischen Überzeugung sowie das Recht auf Achtung des Privatlebens, das Recht auf Unterricht oder das Recht auf Ehe. Die Forderung ist zudem einleuchtend, weil nicht geduldet werden kann, dass gewisse Konfessionsgemeinschaften den Vorrang des Zivilrechts nicht anerkennen und sich auf – theologische oder gewohnheitsrechtliche – Regeln stützen,

die unserer Rechtsordnung fremd sind. Wenn eine Konfessionsgemeinschaft das Gesetz leugnet oder dagegen verstösst, können die Kantons- oder Gemeindebehörden ihr also keine Vorrechte gewähren.

Bst. d

Diese neue Bestimmung sieht vor, dass alle Konfessionsgemeinschaften, die öffentlich-rechtliche Vorrechte erlangen möchten, den konfessionellen Frieden respektieren müssen.

Zudem müssen sie auf jegliche Bekehrungsversuche verzichten, die gegen die schweizerische Rechtsordnung verstossen. Diese Garantie, die im Übrigen in Artikel 15 der Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004 in Erinnerung gerufen wird, legt eindeutig die Regel der Wahlfreiheit in religiösen Angelegenheiten fest. Entscheide in Glaubensfragen sollen frei gefällt werden können, ohne Manipulation, psychischen Druck oder aggressive Botschaften, die gegen das grundlegende Selbstbestimmungsrecht des Einzelnen verstossen. Denn gemäss diesem Artikel 15 sind Zwang, Machtmissbrauch oder Manipulation verboten.

Bst. e

Diese neue Bestimmung sieht vor, dass die Gemeinschaften sich am interreligiösen, intrareligiösen oder ökumenischen Dialog beteiligen und ihn bei ihren Mitgliedern fördern.

Es soll daran erinnert werden, dass die Dialogbereitschaft eine Voraussetzung für den konfessionellen Frieden und damit für die Gewährung von Vorrechten darstellt. Zum Dialog verpflichtet sind auch die Mitglieder einer Konfessionsgemeinschaft, und nicht nur deren Leitungsgremien. Ohne diese Forderung hätte diese Bedingung keine Wirkung.

Bst. f

Neu sind auch die Bedingungen zur Verpflichtung, den Vorrang des Zivilrechts anzuerkennen und wissenschaftliche Kenntnisse, die an Universitäten, Hochschulen und anderen öffentlichen Bildungseinrichtungen gelehrt werden, nicht zu bestreiten.

Die erste, die sich auf den Vorrang des Zivilrechts bezieht, betrifft im Wesentlichen die Trennung oder Unterscheidung zwischen weltlicher und geistlicher Macht, zwischen der irdischen und der göttlichen Welt. Dieser formal im Entwurf verankerte Vorrang des Zivilrechts ermöglicht es, daran zu erinnern, dass es nicht zulässig sein kann, dass Gemeinschaften ihr Gemeinschaftsleben unter Missachtung der Gesetze und Grundsätze, die das Leben der Zivilgesellschaft regeln, organisieren.

Die zweite Voraussetzung nach Buchstabe f, die sich auf wissenschaftliche Kenntnisse bezieht, ist ebenfalls von zentraler Bedeutung und wurde in der Arbeitsgruppe eingehend erörtert. Auch die Stellungnahmen im Rahmen der Vernehmlassung leisteten einen Beitrag zu den Überlegungen. Der Staatsrat entschied sich schliesslich für den vorliegenden Vorschlag, der versucht, Glaubensfragen mit den Realitäten und Anforderungen der Wissenschaft im weitesten Sinne in Einklang zu bringen. Es geht also nicht mehr darum, den Vorrang der an Universitäten und anderen öffentlichen Bildungseinrichtungen gelehrt Wissenschaft anzuerkennen. Auch hier muss zwischen der irdischen und der göttlichen Welt, zwischen Glauben und wissenschaftlichen Kenntnissen unterschieden werden. Viele Konfessionen könnten durch ihre heiligen Schriften und bestimmte Dogmen im Widerspruch zur wissenschaftlichen Lehre, ihren wissenschaftlichen Entwicklungen und ihren Folgerungen stehen. Die letztlich gewählte Lösung sieht vor, dass man die wissenschaftlichen Kenntnisse, die an Universitäten, Hochschulen und anderen öffentlichen Bildungseinrichtungen gelehrt werden, nicht offiziell bestreiten darf. Dadurch werden die zuvor erwähnten Trennungen zwischen weltlicher und geistlicher Macht, zwischen Glauben und wissenschaftlicher Kenntnis deutlich hervorgehoben. Für Konfessionsgemeinschaften wird es wichtig sein, die nötige Zurückhaltung und Kritikfähigkeit an den Tag zu legen und nicht offiziell den Glauben über die wissenschaftlichen Kenntnisse, wie sie in öffentlichen Bildungseinrichtungen gelehrt werden, zu stellen.

Bst. g

Eine neu in den Text aufgenommene Voraussetzung ist die Führung einer ordnungsgemässen Buchhaltung gemäss den Regeln der kaufmännischen Buchführung.

Damit soll vor allem sichergestellt werden, dass Konfessionsgemeinschaften, die über öffentlich-rechtliche Vorrechte verfügen, ihre finanzielle Situation aufzeigen können. Zudem erlaubt es eine korrekte Buchführung, die Finanzlage der Konfessionsgemeinschaften gegebenenfalls zu überprüfen. Diese Bedingung kann zwar eine Hürde darstellen. Sie ist aber auch zu ihrem Vorteil, da sie so ihre Finanzlage kennen und ihre Finanzierungsquellen gegenüber den Behörden belegen können. Es ist sinnvoll, wenn bei der Finanzierung der Gemeinschaften jederzeit Transparenz herrscht. Auch wenn diese Bedingung eine Einschränkung darstellt, können so langfristig Polemiken in Bezug auf die wirtschaftliche Situation und die Finanzierung der Aktivitäten einer Konfessionsgemeinschaft vermieden werden. Die anwendbaren Rechnungslegungsstandards werden vom Staatsrat festgelegt.

Bst. h

Die Forderung von 30 Jahren im Kanton ist nicht neu. Sie besteht bereits in Art. 28 Abs. 1 Bst. b) des Gesetzes von 1990. Hiermit wird also eine bestehende Bedingung übernommen.

Die Forderung, dass eine Konfessionsgemeinschaft mindestens tausend Mitglieder haben muss, um Vorrechte erhalten zu können, ist eine neue alternative Bedingung zur dreissigjährigen Präsenz. Diese Zahl, die die in Art. 28 Abs. 1 Bst. c) des aktuellen Gesetzes vorgesehene Anzahl von hundert ersetzt, wurde als vernünftige und faire Kompromisslösung erachtet. Die Anzahl der Mitglieder von hundert auf tausend zu erhöhen, mag beträchtlich erscheinen. Das Gesetz schreibt diese Zahl zwar vor, um Anspruch auf die Gewährung öffentlich-rechtlicher Vorrechte zu erheben, doch bedeutet dies nicht, dass der gegründete Verein zwingend 1000 aktive und beitragszahlende Mitglieder haben muss. Die Zahl von 1000 Mitgliedern ist als Anzahl der Personen zu verstehen, die sich als Mitglieder einer bestimmten Konfession bezeichnen. Die Ereignisse im Leben der Mitglieder einer Konfessionsgemeinschaft, ob sie nun praktizierend sind oder nicht, werden auf die eine oder andere Art mit ihrer Gemeinschaft als solcher verbunden sein. Bestattungsrituale sind ein offensichtliches Beispiel dafür, und es ist selbstverständlich, sich in solchen Fällen auf einen Verein oder eine Gemeinschaft stützen zu können, der oder die die Anliegen mitträgt. Unabhängig von der genauen Anzahl der aktiven Mitglieder in dem Verein ist jedoch die Anforderung, viele Mitglieder zu haben, auch kein Nachteil. Eine grosse Mitgliederzahl ist für Gemeinschaften von Vorteil, wenn es um die Organisation der Aktivitäten und die Verteidigung der Interessen geht. Die Mitglieder einer Konfessionsgemeinschaft, die nicht als Verein organisiert sind, keine statutarischen Organe haben, die sie vertreten können, und über das ganze Kantonsgebiet verstreut sind, wären dem Anschein nach kaum von Bedeutung oder würden völlig unbeachtet bleiben. Sicherlich ist dies ein grosser Aufwand, der von den Konfessionsgemeinschaften verlangt wird, die seit weniger als 30 Jahren im Kanton zugegen sind. Dennoch ist der Staatsrat davon überzeugt, dass die vorhandenen modernen Kommunikationsmittel motivierten und lebendigen Konfessionsgemeinschaften ermöglichen sollten, dieses Hindernis zu überwinden. In dieser Voraussetzung kommt auch die Möglichkeit zum Ausdruck, die das neue Recht zur Nutzung von Computerdaten nach dem neuen Art. 29 Abs. 1 Bst. f des vorliegenden Entwurfs bietet.

Absatz 2 von Artikel 28 des Gesetzes von 1990 wird aufgehoben, da die formulierten Anforderungen in den neuen Artikel 29a aufgenommen werden, der sich mit dem Verfahren für die Gewährung öffentlich-rechtlicher Vorrechte befasst. Es ergab keinen Sinn mehr, ihn beizubehalten.

Art. 29 Arten von Vorrechten

In Absatz 1 werden die öffentlich-rechtlichen Vorrechte aufgeführt, die einer Konfessionsgemeinschaft auf Antrag gewährt werden können. Mit Ausnahme einer redaktionellen bzw. syntaktischen Anpassung (Bst. d und e) wurden alle im Gesetz von 1990 enthaltenen Vorrechte ohne Änderung übernommen; sie wurden also nicht in Frage gestellt.

Der Gesetzesentwurf sieht jedoch zwei neue Vorrechte vor (Bst. f und g). Diese betreffen das Recht, Computerdaten zu nutzen, und bei Gesetzesentwürfen konsultiert zu werden.

Aus didaktischen Gründen und der Vollständigkeit halber werden im Folgenden zuerst die bereits im Gesetz von 1990 enthaltenen Vorrechte erläutert, **die unverändert übernommen werden.**

Bst. a

Dieser Buchstabe betrifft die Mitteilung der Einwohnerkontrolle zum Zuzug und Wegzug aller Mitglieder einer bestimmten Konfessionsgemeinschaft. In der Praxis haben die Vorsteher der Einwohnerkontrolle allerdings manchmal Mühe, dieser Pflicht nachzukommen. Zudem verfügen die Einwohnerregister gegenwärtig entsprechend den ihnen zur Verfügung stehenden Mitteln nicht über alle Merkmale oder Elemente, die für alle Konfessionsgemeinschaften erforderlich sind. Es zeigt sich, dass die Gewährung von Vorrechten stets einer guten Evaluierung bedarf, um zu verhindern, dass Aufgaben unter gewissen Umständen öffentlichen Einheiten übertragen werden oder dass diese mit Aufgaben verbunden sind, die unter gewissen Umständen nicht erfüllt werden können. Die Erinnerung an die Auswirkungen und Anforderungen dieses Vorrechts ist ein gutes Beispiel für die Aufgabe, die der künftige Kantonale Rat für Religionsfragen im Rahmen der Zwecke gemäss Artikel 30d des Entwurfs wahrnehmen könnte, zum Beispiel in Zusammenhang mit dem neuen Buchstaben f dieses Artikels.

Bst. b

Dieser Buchstabe sieht vor, dass die Mitglieder einer Gemeinschaft die Schulräumlichkeiten für den Religionsunterricht nutzen können.

Bst. c

Buchstabe c umfasst das Recht, in den Anstalten von Staat und Gemeinden (Spitäler, Schulen, Gefängnisse usw.) Seelsorge zu betreiben.

Bst. d

Rein inhaltlich wurde diese Bestimmung aus dem Gesetz von 1990 übernommen, sie wurde jedoch gegenüber der geltenden Bestimmung, die sich auf einen bestimmten Artikel des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern (DStG) bezieht, vereinfacht. Sie betrifft jedoch trotzdem die Steuerbefreiungen für juristische Personen, die Kultuszwecke verfolgen, im Sinne von Artikel 97 Abs. 1 Bst. h DStG.

Bst. e

Diese Bestimmung wurde wörtlich aus dem Gesetz von 1990 übernommen. Sie betrifft die Steuerbefreiungen, die den anerkannten Kirchen bei den Handänderungs-, Grundpfand-, Erbschafts- und Schenkungssteuern gewährt werden können. Der Wortlaut von Buchstabe e wurde nur aus technischen Gründen in den Entwurf aufgenommen. Weil in diesem Artikel zwei neue Bestimmungen (Bst. f und g) eingefügt werden, muss die Zeichensetzung am Satzende angepasst werden.

Der Entwurf sieht folgende neue Vorrechte vor:

Bst. f

Dieses Vorrecht ist neu.

Konfessionsgemeinschaften, die dies wünschen, sollen elektronische Datensammlungen führen können (grundsätzlich Daten ihrer Mitglieder). Die Datensammlungen dürfen nur für die Ausübung der gewährten Vorrechte und die Verwaltung der Mitglieder der Konfessionsgemeinschaft genutzt werden, im Rahmen des gebildeten Vereins oder allgemeiner im Rahmen der im Kanton wohnhaften Glaubensgenossen. Der zweite Satz enthält einen Verweis auf die Datenschutzgesetzgebung. Diese Art von Daten kann eine neue Datensammlung von Personen darstellen, die von den Vereinen genutzt werden kann, die die Konfessionsgemeinschaften mit einem solchen Vorrecht repräsentieren. Die Führung einer solchen Datensammlung muss daher die Anforderungen zum Datenschutz erfüllen, gegebenenfalls in Zusammenarbeit mit der für den Datenschutz zuständigen kantonalen Behörde und unter Einhaltung der einschlägigen Gesetzgebung. Im Gegensatz zu den kirchlichen Körperschaften (Art. 3 KSG) und den anerkannten juristischen Personen des Kirchenrechts (Art. 4 KSG) sind die Konfessionsgemeinschaften, die über öffentlich-rechtliche Vorrechte verfügen, keine öffentlichen Organe und unterstehen dem kantonalen Gesetz über den Datenschutz somit nicht (DSchG; SGF 17.1). Folglich findet das Bundesgesetz über den Datenschutz Anwendung.

Bst. g

Dieses Vorrecht ist ebenfalls neu.

Es gibt Konfessionsgemeinschaften, denen Vorrechte übertragen wurden, das Recht, bei Erlassentwürfen, die sie direkt oder indirekt betreffen, angehört zu werden.

Artikel 29 Abs. 2 ist gegenüber der geltenden Version unverändert. Es wird lediglich darauf hingewiesen, dass die Voraussetzungen für die Ausübung der Vorrechte im Gewährungsentscheid oder gegebenenfalls in einer Vereinbarung geregelt werden.

Die Anzahl und die Art der im vorliegenden Revisionsentwurf vorgesehenen Vorrechte sind, alles in allem, bescheiden. Das Projekt stellt keine tiefgreifende Veränderung der bestehenden Vorrechte dar. Wie bereits erwähnt, haben einige Konfessionsgemeinschaften im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens darauf hingewiesen und die Bescheidenheit des Entwurfs in dieser Hinsicht bedauert. So sind beispielsweise keine besonderen Vorrechte vorgesehen im Bereich der Begräbnisstätten oder Friedhöfe, im Bereich der professionalisierten und institutionalisierten Seelsorge, im Bereich des Religionsunterrichts, im Bereich der Finanzierung oder auch im Bereich einer verstärkten staatlichen Unterstützung bei der Professionalisierung der Vereinsstrukturen. Der Staatsrat ist sich durchaus bewusst, dass die vorliegende Revision bescheiden erscheinen mag. Viele der genannten Forderungen erweisen sich jedoch als schwer umsetzbar, sei es aus strukturellen Gründen, aufgrund der Finanzierung oder von rechtlichen Kompetenzen. Beispielsweise fällt die Problematik der konfessionellen Grabfelder auf Friedhöfen, die für mehrere Konfessionsgemeinschaften von Bedeutung ist, in den Zuständigkeitsbereich der Gemeindebehörden, und der Staatsrat beabsichtigt nicht, die Gemeindeautonomie in diesem Bereich zu beschneiden. Er ist sich der Frustration bewusst, die einige Gemeinschaften wiederholt zum Ausdruck gebracht haben. Er ist jedoch der Ansicht, dass die Gewährung der von einigen Gemeinschaften gewünschten zahlreichen Vorrechte darauf hinauslaufen würde, ihnen de facto eine offizielle Anerkennung zu gewähren, die zum jetzigen Zeitpunkt verfrüht zu sein scheint. .

Der Staatsrat ist jedoch überzeugt, dass die Schaffung des künftigen Kantonalen Rats für Religionsfragen dazu führen wird, dass sich bestimmte Situationen positiv entwickeln. Fest steht, dass es problematische Situationen gibt, die jedoch nicht einfach durch die Gewährung von Vorrechten gelöst werden können. Es wird eine der Aufgaben des Kantonalen Rats für Religionsfragen sein, proaktiv zu sein, die Gemeinschaften bei der Suche nach Lösungen zu unterstützen und ein Vertrauensverhältnis und eine konstruktive Arbeitsbeziehung zwischen den politischen Behörden und den Konfessionsgemeinschaften aufzubauen.

Die Herausforderungen sind gross, aber der Staatsrat ist überzeugt, dass dieser pragmatische Ansatz, bei dem ein Verantwortungsbewusstsein entsteht, zu Lösungen führen wird.

Art. 29a *Gewährungsverfahren*

Absatz 1 legt fest, bei welcher Behörde ein Gesuch um Gewährung von Vorrechten eingereicht werden muss. Das Gesuch ist mittels Formular über das für institutionelle Angelegenheiten zuständige Amt an die Direktion zu richten und muss eine Verpflichtungserklärung zur Einhaltung der Bestimmungen von Artikel 28 des Entwurfs enthalten. Da die Gemeinschaft, die Vorrechte beantragt, über eine eigene Rechtspersönlichkeit verfügen (juristische Person) und als Verein organisiert sein muss, sind dem Gesuch auch die Statuten beizulegen. Wie aus dem letzten Satz von Absatz 1 hervorgeht, bestimmt das Ausführungsreglement die übrigen notwendigen Unterlagen (Zusammensetzung des Vorstands, Mitglieder, Ansprechpersonen für Aufgaben im Bereich der Vorrechte, Bescheinigungen, Buchhaltungsauszüge usw.). Dadurch, dass die übrigen erforderlichen Unterlagen im Ausführungsreglement festgelegt werden, besteht bei gegebenenfalls notwendigen Anpassungen ein grösserer Handlungsspielraum.

Absatz 2 sieht eine fünfjährige Probezeit vor, die mit dem Entscheid über die Dossiereröffnung zu laufen beginnt. Die «Probezeit», während der bestimmte Vorrechte bereits ausgeübt werden könnten, soll die Zusammenarbeit zwischen der Konfessionsgemeinschaft und der Direktion bei der Überprüfung der Ausübungsmodalitäten gewährleisten und gegebenenfalls eine Beratung der Gemeinschaft bei der Ausübung dieser Vorrechte ermöglichen. Gesuche um Vorrechte im Zusammenhang mit dem Steuerrecht (*Buchstaben d und e, die bereits im aktuellen Gesetz bestehen*) müssen an das für die Steuern zuständige Amt weitergeleitet werden. Es ist Sache dieses Amtes, den Antrag zu prüfen

und eine Zwischenentscheidung über die vorläufige (Abs. 2) oder definitive Gewährung zu treffen (Abs. 4). Damit soll sichergestellt werden, dass solche Entscheidungen mit dem bestehenden kantonalen Recht in diesem Bereich übereinstimmen, insbesondere mit dem Gesetz über die Erbschafts- und Schenkungssteuer (ESchG; SGF 635.2.1) und dem Gesetz über die direkten Kantonssteuern (DStG; SGF 631.1) sowie insbesondere mit dem Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG; SR 642.14). Auch punktuelle Vorrechte, wie die Befreiung von der Handänderungssteuer, können grundsätzlich erst bei der endgültigen Genehmigung nach Absatz 4 gewährt werden, um insbesondere Probleme mit der Rückwirkung zu vermeiden; es wäre nämlich problematisch, die Befreiung von der Handänderungssteuer, die für die Probezeit gewährt worden wäre, wieder rückgängig zu machen, wenn die Vorrechte gemäss Absatz 4 letztendlich verweigert werden sollten. Es wird auch darauf hingewiesen, dass bei den anderen Vorrechten, die ausschliesslich unter das kantonale Recht fallen, die zuständigen kantonalen Behörden um eine Stellungnahme gebeten werden.

Absatz 3 bestimmt, dass die Direktion, auch hier wahrscheinlich über das für die Institutionen zuständige Amt, für die Prüfung aller Gesuche um Gewährung öffentlich-rechtlicher Vorrechte zuständig ist. Dabei sind die allgemeinen Regeln des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege anwendbar (vgl. auch Art. 30bis). Dieses Gesetz verpflichtet alle Personen, die um einen Entscheid ersuchen, beim Verfahren mitzuwirken. Die Gewährung von Vorrechten ist also ein kooperativer und partizipativer Prozess, der die ordnungsgemässe Prüfung und Evaluation der zu erfüllenden Voraussetzungen erlauben muss. Je nach Fragen und Problemen, die dabei auftraten, und je nach Umfang des Verfahrens kann die Instruktionsbehörden Expertinnen und Experten beiziehen oder eine Evaluationskommission einsetzen, falls die Ressourcen knapp sind.

Absatz 4 hält schliesslich fest, dass die endgültige Gewährung von öffentlich-rechtlichen Vorrechten Gegenstand eines Entscheids des Staatsrats und einer Vereinbarung zwischen dem Staat und der jeweiligen Gemeinschaft ist. Die Vereinbarung regelt die Einzelheiten der Gewährung der Vorrechte so weit wie nötig (vgl. auch Art. 29 Abs. 2).

Art. 29b Überwachung der Voraussetzungen

Diese neue Bestimmung betrifft die dauerhafte Überwachung und Kontrolle der Aktivitäten von Konfessionsgemeinschaften, die über Vorrechte verfügen. Wie bereits erwähnt, ist die Gewährung von Vorrechten mit einer fünfjährigen Probezeit verbunden, bei deren Ablauf die beantragten Vorrechte bestätigt oder verweigert werden. Die für die Institutionen zuständige Direktion kann jedoch auch nach der definitiven Gewährung der Vorrechte überprüfen, ob die in der Vereinbarung aufgeführten Bedingungen eingehalten werden. Sie kann von den Konfessionsgemeinschaften jederzeit die Buchhaltungsunterlagen für das vergangene Geschäftsjahr (Abs. 1) und alle anderen Informationen anfordern, die für die Kontrolle der Einhaltung der Voraussetzungen zweckdienlich sind (Abs. 2).

Nachdem die Befugnisse der Direktion bei der Dossierbearbeitung erweitert werden, erinnert Absatz 3 daran, dass die Gemeinschaften zur Mitwirkung verpflichtet sind. Sie müssen der Direktion alle Statutenänderungen und alle sachdienlichen Informationen übermitteln. Dies bedingt eine echte Zusammenarbeit zwischen der Direktion oder ihrem für die Institutionen zuständigen Amt und den Konfessionsgemeinschaften, was enge und regelmässige Kontakte voraussetzt.

Absatz 4 bestimmt die Strafen, die verhängt werden können, wenn die Bedingungen, die im Entscheid des Staatsrats bzw. in der Vereinbarung zwischen dem Staat und den entsprechenden Konfessionsgemeinschaften aufgeführt sind, nicht eingehalten werden.

Folgende Strafen sind vorgesehen:

Bst. a: die Verwarnung;

Bst. b: der Entzug eines oder mehrerer Vorrechte für ein bis drei Jahre;

Bst. c: der Widerruf eines oder mehrerer Vorrechte.

Gegebenenfalls wird es Sache des Staatsrats sein, diese zu verhängen.

Art. 30a **Entscheidungsverfahren**

In diesem Artikel wird darauf hingewiesen, dass es sich um ein Entscheidungsverfahren handelt, das dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege untersteht. Für alle Verfahrensregeln, die in diesem Entwurf nicht behandelt werden, gelten also die allgemeinen Bestimmungen des Entscheidungsverfahrens.

Art. 30b **Ausführungsreglement**

Wie im Kommentar zu den vorherigen Artikeln erwähnt, verweist diese Bestimmung für die Einzelheiten im Zusammenhang mit den Voraussetzungen und dem Verfahren für die Gewährung von Vorrechten auf das Ausführungsreglement.

Abschnitt 5a **Kantonaler Rat für Religionsfragen**

Aus Gründen der Klarheit muss ein neuer Abschnitt im Gesetz geschaffen werden, um den Kantonalen Rat für Religionsfragen einzuführen.

Art. 30c **Kantonaler Rat für Religionsfragen**

In seiner Antwort auf das Postulat Ballmer/Ducotterd stimmte der Staatsrat der Ansicht der beiden Grossratsmitglieder zu, dass man jede Gelegenheit nutzen sollte, um den interreligiösen Dialog und den Dialog zwischen den Konfessionsgemeinschaften und den politischen Behörden zu verbessern. Daher wurde beschlossen, dem Postulat direkt Folge zu leisten.

Die Vertreterinnen und Vertreter der verschiedenen Gemeinschaften in der Arbeitsgruppe, die für diese Gesetzesrevision eingesetzt wurde, waren sich einig, dass ein solcher Runder Tisch geschaffen werden sollte. Ein offizieller Kanal, über den die Konfessionsgemeinschaften ihre Anliegen den Kantons- und Gemeindebehörden mitteilen können, schien durchaus sinnvoll. Ein Grossteil der Debatte betraf die Zwecke des Runden Tisches. Der Dialog zwischen den Gemeinschaften könnte zwar auch in einem weniger formellen Rahmen geführt werden, doch für die Beziehungen zwischen den politischen Gremien und der Verwaltung auf der einen Seite und den Konfessionsgemeinschaften auf der anderen Seite wurde eine solche Plattform als von zentraler Bedeutung erachtet. Auch die Sicherstellung des konfessionellen Friedens war den Mitgliedern der Arbeitsgruppe sehr wichtig. Die Arbeitsgruppe diskutierte daher lange über die verschiedenen Zwecke des Runden Tisches, der formell als Kommission des Staatsrats konstituiert sein wird.

Dieser Artikel enthält den Grundsatz der Schaffung eines Runden Tisches der Religionen. Dieser wird die Form einer Kommission haben. Die Bezeichnung des neuen Gremiums gab Anlass zu Diskussionen. Da die Kommission eine echte Ansprechpartnerin der Kantons- und Gemeindebehörden sein soll, erachtete die Arbeitsgruppe den Begriff «Runder Tisch der Religionen» für nicht geeignet, weil er zur Annahme verleitet, es handle sich um ein interreligiöses Diskussionsforum. Diese Bezeichnung würde dem sowohl von den Verfassern des Postulats als auch dem Staatsrat und den Vertreterinnen und Vertretern der Konfessionsgemeinschaften angestrebten Zweck des Gremiums nicht gerecht. Zum Schluss wurde entschieden, die offizielle Bezeichnung «Kantonaler Rat für Religionsfragen» vorzuschlagen. Dieser Name scheint passender angesichts der aktiven Rolle, die die Kommission einnehmen soll.

Absatz 2 nennt die Zusammensetzung des Kantonalen Rats für Religionsfragen und den Grundsatz, dass seine Mitglieder vom Staatsrat ernannt werden. So setzt sich dieser nicht nur aus Personen zusammen, die die wichtigsten Konfessionsgemeinschaften des Kantons vertreten, sondern auch aus Personen, die staatliche Ämter repräsentieren. Die Mitgliederzahl wurde nicht festgelegt, damit der Staatsrat über den notwendigen Handlungsspielraum verfügt, um sicherzustellen, dass sie der konfessionellen Realität des Kantons entspricht. Eine Einschränkung wurde jedoch vorgesehen: Der Kommission können nur Gemeinschaften angehören, denen öffentlich-rechtliche Vorrechte gewährt werden können. Ohne diese Einschränkung könnten Bewegungen, die möglicherweise nicht repräsentativ sind, Anspruch auf einen Sitz in der Kommission erheben. Damit es nicht dazu kommt, sollen nur Konfessionsgemeinschaften, die die Voraussetzungen von Artikel 28 des Gesetzes erfüllen (d. h. für die Gewährung von Vorrechten in Frage kommen), Einsitz nehmen können.

Absatz 3 sieht vor, dass die Kommission von der Vorsteherin oder dem Vorsteher der für die Institutionen zuständigen Direktion (derzeit die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft) präsiert wird. Zudem bestimmt er, dass das Sekretariat der Kommission von einer Mitarbeiterin oder einem Mitarbeiter der für die Institutionen zuständigen Direktion geführt wird. Dabei könnte es sich um Angestellte des für die Institutionen zuständigen Amtes³ handeln.

Es wird zudem festgelegt, dass die Kommission Expertinnen und Experten beiziehen kann. Sie kann also je nach Thema die Meinung von Fachpersonen ausserhalb der Kommission einholen. Expertenmeinungen können zu verschiedenen Themen eingeholt werden, beispielsweise in den Bereichen Steuern, Rechtswesen, Soziales, pädagogische Ausbildung usw. Um niemanden auszuschliessen, kann der Rat neben Expertinnen und Experten auch andere Personen einladen, die von bestimmten Themen betroffen sind. Diese bewusst weit gefasste Formulierung wird es auch ermöglichen, Vertreterinnen und Vertreter von Konfessionsgemeinschaften in die Diskussionen einzubeziehen, die die Voraussetzungen für die Gewährung von Vorrechten nicht erfüllen, aber auch Akteure der Zivilgesellschaft, die zu umfassenden Überlegungen beitragen könnten, ohne formell die Eigenschaft eines Mitglieds des Kantonalen Rats für Religionsfragen zu besitzen.

Absatz 5 sieht schliesslich vor, dass der Staatsrat im Übrigen die Arbeitsweise des Kantonalen Rats für Religionsfragen festlegt, was auch ihre Beziehungen mit den Kantons- und Gemeindebehörden betrifft.

Art. 30d Zweck

Diese neue Bestimmung legt die Zwecke des Kantonalen Rats für Religionsfragen fest:

Bst. a

Der Rat ist das wichtigste Beratungsgremium des Staatsrats für alle Fragen im Zusammenhang mit den Beziehungen zwischen dem Staat und den Konfessionsgemeinschaften, mit Fragen zur Religion und mit der Gewährleistung des konfessionellen Friedens. Er kann seine Meinung frei äussern, ohne dass dies für den Staatsrat bindend ist. Die formelle Verankerung dieses Zwecks wurde für wichtig erachtet, um deutlich zu machen, dass der Staatsrat bestrebt ist, jegliche Ausgrenzung der Konfessionsgemeinschaften bei Entscheiden zu vermeiden, die sie betreffen könnten (Gesetzgebungsarbeiten, Verwaltungsmassnahmen usw.).

Bst. b

Dieser Punkt verleiht dem Rat eine proaktive Rolle. Als beratendes Gremium reagiert die Kommission auf Anfragen der Behörden. Die Möglichkeit, Anliegen der Konfessionsgemeinschaften den Kantons- und Gemeindebehörden zu übermitteln, hat dagegen eine andere Dimension: Der Rat kann mit formellen Anträgen darauf hinwirken, dass die Anliegen von den Kantons- und Gemeindebehörden angemessen berücksichtigt werden. Gleichzeitig kann er für die Behörden eine Vermittlungsrolle gegenüber den Konfessionsgemeinschaften übernehmen. Er hat also eine wichtige Funktion als Bindeglied zwischen Behörden und Gemeinschaften. Dies kommt sowohl den Behörden als auch den Gemeinschaften zugute und gewährleistet den notwendigen Dialog.

Bst. c

Der Rat hat die wichtige Aufgabe, gemeinsam mit den Behörden zum konfessionellen Frieden im Kanton beizutragen, und zwar sowohl zwischen den Konfessionsgemeinschaften und der Bevölkerung als auch unter den Konfessionsgemeinschaften und zwischen ihren Mitgliedern. Es kann nämlich jederzeit zu Unstimmigkeiten kommen, die auf kulturellen, gesellschaftlichen, theologischen, ethischen oder politischen Differenzen beruhen. Solche Spannungen stehen häufig im Zusammenhang mit aktuellen Ereignissen (Krisen im Herkunftsland, Terroranschläge, problematische Predigten, soziale Spannungen, Gesellschaftsfragen usw.).

Bst. d

Der Auftrag des Rats, den Dialog zwischen den Konfessionsgemeinschaften, aber auch zwischen den Gemeinschaften und den Kantons- und Gemeindebehörden zu fördern, ist ebenfalls Teil des grundlegenden Zwecks der Gewährleistung des konfessionellen Friedens im Kanton. Der Dialog, auf welcher Ebene er auch immer geführt

³ Heute: IAEZA

wird, erlaubt es Gesprächspartnern mit unterschiedlichem Hintergrund, sich kennenzulernen, sich zu verstehen und ihre Probleme und Meinungsverschiedenheiten leichter anzugehen. Es erschien dem Staatsrat, der einen Vorschlag der Arbeitsgruppe aufgriff, sinnvoll, diesen Punkt der Klarheit halber direkt im revidierten Text zu verankern.

Die im Entwurf aufgeführten Zwecke weisen dem Kantonalen Rat für Religionsfragen eine aktive Rolle bei der Lösung von Problemen und auch bei der Zusammenarbeit mit den Behörden zu. Der Rat muss in der Lage sein, als legitimer Ansprechpartner für Fragen in Bezug auf die Konfessionsgemeinschaften und deren Beziehungen mit den Behörden aufzutreten, wobei das zentrale Ziel immer die Gewährleistung des konfessionellen Friedens ist.

Je nachdem, welche Aufgaben der neuen Kommission zugewiesen werden, wird sich auch die Frage stellen, ob die Kommission für Fragen der Anstaltsseelsorge beibehalten werden soll. Falls der neue Kantonale Rat für Religionsfragen auch für die Belange der Anstaltsseelsorge zuständig sein sollte, müsste geprüft werden, ob eine Weiterführung der kantonalen Kommission für Fragen der Anstaltsseelsorge sinnvoll ist. Diese hat gemäss der Verordnung des Staatsrats über die kantonale Kommission für Fragen der Anstaltsseelsorge folgende Aufgaben:

- a) Sie ist das beratende Organ des Staatsrats für alle Fragen der Seelsorge in den staatlichen Anstalten.
- b) Sie hält die Liste der Tätigkeiten im Bereich der Anstaltsseelsorge auf dem neuesten Stand.
- c) Sie beurteilt die Bedürfnisse im Bereich der Anstaltsseelsorge unter Berücksichtigung der Interessen der Öffentlichkeit und der anerkannten Kirchen.
- d) Sie arbeitet die in Artikel 23 Abs. 2 des Gesetzes vom 26. September 1990 über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat vorgesehenen Vereinbarungsentwürfe aus.
- e) Sie kann dem Staatsrat Anträge stellen, die die Anstaltsseelsorge betreffen.

7 Finanzielle und personelle Auswirkungen

Auch unabhängig von der beantragten Teilrevision ist zu erwarten, dass in den nächsten Jahren mehrere Konfessionsgemeinschaften um die Gewährung öffentlich-rechtlicher Vorrechte ersuchen werden. Der Gesetzesentwurf sieht für alle Gesuche eine fünfjährige Probezeit vor.

Während dieser Zeit sollen die Einhaltung der Bedingungen und die ordnungsgemässe Ausübung der vorläufig gewährten Vorrechte überprüft werden. Werden die Anforderungen eingehalten, so werden die Vorrechte nach der Probezeit endgültig gewährt. Dies bedeutet aber nicht, dass die ordnungsgemässe Ausübung der Vorrechte danach kein Thema mehr ist. Der Entwurf sieht die Möglichkeit vor, dass der Staat über das für die Institutionen zuständige Amt weiterhin die Aktivitäten der Konfessionsgemeinschaften bei der Ausübung der gewährten Vorrechte kontrolliert. Wie bereits erwähnt, ist ein kooperativer Prozess mit Sanktionen bis zum Entzug von Vorrechten vorgesehen, wenn die grundlegenden Bedingungen nicht mehr eingehalten werden. Solche Überprüfungen erfordern Kompetenzen sowie finanzielle und personelle Ressourcen, damit die neuen Aufgaben wahrgenommen werden können. Zudem bedingt die Moderation des Kantonalen Rats für Religionsfragen eine sehr regelmässige Zusammenarbeit mit den Konfessionsgemeinschaften des Kantons, was ebenfalls entsprechende Ressourcen voraussetzt. Das für die Institutionen zuständige Amt verfügt derzeit über keine Ressourcen.

Auch wenn wir das Glück haben, in unserem Kanton eine friedliche interreligiöse Zusammenarbeit zu pflegen, ist es wichtig, sich daran zu erinnern, dass dies in vielen Ländern nicht der Fall ist und dass es im Interesse des Staates liegt, diese aktiv zu fördern. Angesichts der Aufgaben, die bereits wahrgenommen werden müssen, und jenen, die zusätzlich hinzukommen werden, braucht es eine zusätzliche 50 %-Stelle, damit eine Person angestellt werden kann, die nunmehr für religiöse Fragen zuständig ist (Beauftragte/r für Religionsfragen). Ihr Pflichtenheft wird insbesondere Aufgaben im Zusammenhang mit der Gewährung öffentlich-rechtlicher Vorrechte, die Leitung des Kantonalen Rats für Religionsfragen, die Behandlung häufiger Probleme in den Beziehungen zwischen den Konfessionsgemeinschaften und dem Staat sowie die Förderung von Initiativen zur langfristigen Sicherstellung des interreligiösen Dialogs und des sozialen Friedens umfassen.

8 Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

—

Diese Teilrevision hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Der Kantonale Rat für Religionsfragen wird jedoch eine Rolle als Vermittler im Dialog zwischen Behörden und Konfessionsgemeinschaften spielen müssen, wobei ihre jeweiligen Aufgaben zu respektieren sind.

9 Nachhaltige Entwicklung

—

Der Entwurf steht voll und ganz im Einklang mit dem Ziel 16 der vom Bund verabschiedeten Agenda 2030 für nachhaltige Entwicklung. Bei diesem Ziel geht es darum, leistungsfähige, rechenschaftspflichtige Institutionen aufzubauen, die sich für eine friedliche und inklusive Gesellschaft einsetzen. Die vorliegende Gesetzesrevision ermöglicht die Schaffung eines solchen institutionellen Rahmens und trägt auch zum sozialen Frieden und zur Stabilität bei. Sie trägt daher voll und ganz zur Nachhaltigkeit der Freiburger Gesellschaft bei.

10 Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Europaverträglichkeit

—

Die vorliegende Gesetzesrevision ist bundesrechtskonform. Für die Regelung des Verhältnisses zwischen Kirche (im weitesten Sinn) und Staat sind gemäss Artikel 72 der Bundesverfassung die Kantone zuständig. Der Entwurf ist auch mit dem Europarecht vereinbar.

11 Gesetzesreferendum

—

Diese Revision unterliegt gegebenenfalls dem fakultativen Gesetzesreferendum. Da sie keine nennenswerten finanziellen Auswirkungen für den Staat nach sich zieht, untersteht sie hingegen nicht dem Finanzreferendum.

Annexe

GRAND CONSEIL

2020-DIAF-45

Projet de loi: Loi modifiant la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat

Propositions de la commission ordinaire CAH-2023-026

Présidence : Savio Michellod

Membres : Bernhard Altermatt, Bruno Boschung, Regula Hayoz Helfer, Rudolf Herren-Rutschi, François Ingold, Grégoire Kubschi, Pascale Michel, David Papaux, Jean-Daniel Wicht, Peter Wüthrich

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

Art. 28 al. 1 let. a

- a) être organisée sous la forme d'une association au sens des articles 60 et suivants du code civil suisse, ayant son siège ~~et un lieu de culte~~ dans le canton;

Vote final

Par 4 voix contre 2 et 4 abstentions (1 membre a quitté la séance), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Anhang

GROSSER RAT

2020-DIAF-45

Gesetzesentwurf: Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat

Antrag der ordentlichen Kommission AHK-2023-026

Präsidium: Savio Michellod

Mitglieder: Bernhard Altermatt, Bruno Boschung, Regula Hayoz Helfer, Rudolf Herren-Rutschi, François Ingold, Grégoire Kubschi, Pascale Michel, David Papaux, Jean-Daniel Wicht, Peter Wüthrich

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 28 Abs. 1 Bst. a

- a) Sie ist als Verein im Sinne von Artikel 60 ff. des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs und mit Sitz im Kanton organisiert ~~und verfügt über Sitz und Kultusstätte im Kanton.~~

Schlussabstimmung

Mit 4 zu 2 Stimmen bei 4 Enthaltungen (1 Mitglied hat die Sitzung verlassen) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

A1

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Propositions de minorité

Une minorité de la commission propose en outre au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

Art. 28 al. 1 let. g

g) tenir une comptabilité conforme aux règles usuelles en matière de comptabilité commerciale selon les exigences de l'article 69a du code civil suisse;

Art. 28 al. 1 let. h

h) être présente dans le canton depuis trente ans ou compter ~~mille~~ cent membres au moins dans le canton.

Art. 29 al. 1 let. h

h) la reconnaissance de l'existence de la communauté par l'Etat.

Art. 29 al. 3

³ La prérogative prévue à l'art. 29 al. 1 let. g peut être octroyée sans que la condition prévue à l'art. 28 al. 1 let. g ne soit remplie.

Art. 29 al. 4

⁴ Le Conseil d'Etat peut mandater des aumôniers de communautés non reconnues afin de répondre à un besoin ou d'éviter toute radicalisation au sein des établissements publics.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Minderheitsanträge

Eine Kommissionsminderheit beantragt dem Grossen Rat ausserdem, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 28 Abs. 1 Bst. g

g) Sie führt eine ordnungsgemässe Buchhaltung gemäss den üblichen Regeln der kaufmännischen Buchführung entsprechend den Erfordernissen von Artikel 69a des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs.

Art. 28 Abs. 1 Bst. h

h) Sie ist seit dreissig Jahren im Kanton präsent oder verfügt im Kanton über mindestens ~~tausend~~ hundert Mitglieder.

Art. 29 Abs. 1 Bst. h

h) die Anerkennung der Existenz der Gemeinschaft durch den Staat.

Art. 29 Abs. 3

³ Das Vorrecht gemäss Artikel 29 Abs. 1 Bst. g kann gewährt werden, ohne dass die Bedingung gemäss Art. 28 Abs. 1 Bst. g erfüllt ist.

Art. 29 Abs. 4

⁴ Der Staatsrat kann Aufträge an Seelsorger nicht anerkannter Gemeinschaften erteilen, um ein Bedürfnis zu befriedigen oder Radikalisierung innerhalb der öffentlichen Anstalten zu verhindern.

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Demande de renvoi

Renvoi au Conseil d'Etat

Renvoyer le projet au Conseil d'Etat pour que ce dernier le modifie en accordant au Grand Conseil la compétence de reconnaître des communautés religieuses et en disposant que cette décision doit être soumise au référendum populaire.

Amendements

Art. 28 al. 1, phrase introductive

¹ Sur requête, ~~le Conseil d'Etat peut octroyer des prérogatives au sens de l'article 29 à une communauté confessionnelle régie par le droit privé~~ le Grand Conseil décide, dans le cadre d'une loi au sens formel, d'éventuelles prérogatives à accorder à des communautés confessionnelles de droit privé ainsi que des modalités de ces prérogatives, si ~~elle remplit~~ les communautés remplissent les conditions suivantes:

Art. 28 al. 1 let. g

g) tenir une comptabilité conforme aux règles usuelles en matière de comptabilité commerciale et ne pas bénéficier directement ou indirectement de financements en provenance de l'étranger;

Art. 28 al. 1 let. g

g) tenir une comptabilité conforme aux ~~règles usuelles en matière de comptabilité commerciale~~ exigences de l'article 69a du code civil suisse;

Art. 28 al. 1 let. h

h) être présente dans le canton depuis ~~trente~~ cent ans ou compter dix mille membres au moins dans le canton.

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen:

Rückweisungsantrag

Rückweisung an den Staatsrat

A7 Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Änderungsanträge

Art. 28 Abs. 1, einleitender Satz

A8 Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 28 Abs. 1 Bst. g

A9 Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 28 Abs. 1 Bst. g

A10 Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 28 Abs. 1 Bst. h

A11 Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 29 al. 1 let. b et c

b) uniquement aux églises officielles et à la communauté israélite, l'utilisation des locaux scolaires pour l'instruction religieuse des membres de la communauté durant la scolarité obligatoire;

c) uniquement aux églises officielles et à la communauté israélite, le droit d'exercer l'aumônerie dans les établissements de l'Etat et des communes, en particulier dans les établissements hospitaliers, scolaires et pénitentiaires, auprès des membres de la communauté;

Art. 29 al. 3

³ Les prérogatives prévues à l'art. 29 al. 1 let. g et h peuvent être octroyées sans que la condition prévue à l'art. 28 al. 1 let. g ne soit remplie.

Art. 29a al. 1 let. b^{bis}

b^{bis}) d'un exemplaire des comptes annuels audités pour les deux derniers exercices comptables;

Art. 29b al. 1

¹ La Direction peut demander à la communauté confessionnelle ses documents comptables, comptes annuels dûment audités ainsi que tout document comptable pour l'exercice écoulé.

Art. 30c al. 2, 1^{re} phr.

² Le Conseil est composé de représentants ou de représentantes de l'Etat, de membres des Eglises reconnues et de membres des communautés confessionnelles éligibles à l'étranger bénéficiant de prérogatives. [...].

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Renvoi

La proposition A7 est refusée par 9 voix contre 2 et 0 abstention.

Première lecture

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A8, est acceptée par 9 voix contre 2 et 0 abstention.

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 1 abstention.

Art. 29 Abs. 1 Bst. b und c

A12 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Art. 29 Abs. 3

A13 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Art. 29a Abs. 1 Bst. b^{bis}

A14 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Art. 29b Abs. 1

A15 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Art. 30c Abs. 2, 1. Satz

A16 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Rückweisung

A7 *Antrag A7 wird mit 9 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltungen abgelehnt.*

Erste Lesung

CE *Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A8 mit 9 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltungen.*

A1 *Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung*

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A9, est acceptée par 8 voix contre 3 et 0 abstention.	CE A9	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A9 mit 8 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A10, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.	CE A10	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A10 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A3, opposée à la proposition A11, est acceptée par 8 voix contre 2 et 1 abstention.	A3 A11	Antrag A3 obsiegt gegen Antrag A11 mit 8 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A3, est acceptée par 6 voix contre 5 et 0 abstention.	CE A3	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A3 mit 6 zu 5 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A12, est acceptée par 9 voix contre 1 et 1 abstention.	CE A12	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A12 mit 9 zu 1 Stimmen bei 1 Enthaltung.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A4, est acceptée par 5 voix contre 4 et 2 abstentions.	CE A4	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A4 mit 5 zu 4 Stimmen bei 2 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A13, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.	CE A13	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A13 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A6, est acceptée par 5 voix contre 4 et 2 abstentions.	CE A6	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A6 mit 5 zu 4 Stimmen bei 2 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A14, est acceptée par 8 voix contre 3 et 0 abstentions.	CE A14	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A14 mit 8 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A15, est acceptée par 7 voix contre 2 et 0 abstentions.	CE A15	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A15 mit 7 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A16, est acceptée par 8 voix contre 2 et 0 abstentions.	CE A16	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A16 mit 8 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Deuxième lecture

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A3, est acceptée par 5 voix contre 4 et 1 abstention.	CE A3	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A3 mit 5 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltung.
---	------------------	--

Le 10 janvier 2024

Zweite Lesung

Den 10. Januar 2024

RAPPORT DE MINORITÉ

LOI MODIFIANT LA LOI CONCERNANT LES RAPPORTS ENTRE LES EGLISES ET L'ÉTAT

20.01.2024

GENÈSE DES POSITIONS DE LA MINORITÉ

Convaincue de la nécessité d'améliorer le dialogue inter-religieux pour garantir à terme la paix religieuse dans le canton, la minorité de la commission regrette la volonté de la majorité de vouloir durcir les conditions d'octroi des prérogatives de droit public. Depuis 1990, il n'y a eu aucune demande de prérogative de droit public. Partant, durcir les conditions d'octroi tend à laisser au bord du chemin les communautés confessionnelles minoritaires du canton et de rendre plus ardu le chemin de leur intégration dans notre société. Convaincue qu'il faut encadrer les communautés confessionnelles minoritaires au lieu d'ignorer une réalité sur laquelle on ferme les yeux, la minorité déposera les amendements présentés ci-après qui se veulent pragmatiques, constructeurs de ponts et non-dogmatiques.

AMENDEMENTS ET LEUR EXÉGÈSE

La minorité propose les amendements suivants (le texte modifié apparaît **en bleu**) :

- **Art. 28 al. 1 let. g** : « tenir une comptabilité conforme aux règles **usuelles en matière de comptabilité commerciale selon les exigences de l'article 69a du Code civil suisse** »
Motivation : la formulation proposée par la version du Conseil d'Etat est floue et nécessite une clarification. Il semble important toute incertitude juridique et de se baser sur le Code civil suisse qui prévoit des standards en termes de comptabilité pour les associations.
- **Art. 28 al. 1 let. h** : « être présente dans le canton depuis trente ans ou compter **mille cent** membres au moins dans le canton »
Motivation : en 1990, le Grand Conseil avait inscrit dans la loi la limite de cent membres, en particulier pour permettre à la communauté israélite d'être reconnue. Il semble dès lors justifié, par souci d'équité entre les communautés confessionnelles reconnues et à reconnaître, de rendre grâce à la sagesse de nos prédécesseur-es député-es.
- **Art. 29 al. 1 let. h nouveau** : « **la reconnaissance de l'existence de la communauté par l'Etat** »
Motivation : certaines communautés confessionnelles ne cherchent pas nécessairement à obtenir des prérogatives de droit public au sens strict mais simplement à être reconnues par l'Etat. Cette simple reconnaissance a une portée symbolique extrêmement importante pour les communautés concernées, qui – sans cela – ont l'impression de ne pas exister aux yeux de l'Etat et de la société. Cela permettrait d'éviter au demeurant qu'une communauté demande une prérogative de droit public au hasard dans le catalogue existant pour obtenir la reconnaissance étatique, même si elle n'en a pas le besoin.

- **Art. 29 al. 3 *nouveau*** : « la prérogative prévue à l'art. 29 al. 1 let. g peut être octroyée sans que la condition prévue à l'art. 28 al. 1 let. g soit remplie »

Motivation : depuis 1990, il n'y a pas eu de demande de prérogative de droit public et il semble souhaitable pour assurer un dialogue interreligieux de faciliter l'accès de certaines communautés à une prérogative de droit public qui a peu de poids, celle de la consultation lors de toute modification législative les concernant. La minorité propose ainsi de créer un système de reconnaissances par palier pour faciliter l'octroi de la prérogative qui a le moins d'envergure. Il n'est à notre sens pas impératif d'avoir une comptabilité rendue publique, pour obtenir la prérogative d'être consulté lors de toute nouvelle réforme.

- **Art. 29 al. 4 *nouveau*** : « Le Conseil d'Etat peut mandater des aumôniers de communautés non reconnues afin de répondre à un besoin ou d'éviter toute radicalisation au sein des établissements publics »

Motivation : il est important de créer une base légale permettant au Conseil d'Etat d'engager des aumôniers s'il existe un besoin et notamment pour lutter contre la radicalisation en particulier en prison même si la communauté confessionnelle en question n'a pas obtenu cette prérogative. On formalise ainsi une pratique établie.

Les minoritaires

Regula Hayoz Helfer

Pascale Michel

François Ingold

Grégoire Kubski



Rapport 2021-DIAF-36

5 décembre 2023

— Chalet de l'Areney

Nous avons l'honneur de vous soumettre le rapport sur le Postulat 2021-GC-26 Glasson Benoît / Gaillard Bertrand.

Table des matières

1	Introduction	2
2	Contexte	2
3	Fermes-écoles de Grangeneuve et Sorens, complémentarité et collaborations	4
3.1	Missions des fermes-écoles	4
3.2	Profils distincts et complémentaires	4
3.3	Collaborations avec Agroscope et d'autres partenaires	5
3.4	Exemplarité des fermes-écoles	6
4	Orientation révisée de la ferme-école de Sorens	7
4.1	Analyse stratégique	7
4.2	Décisions de la commission de Grangeneuve	8
5	Revue des bâtiments agricoles de Grangeneuve et Sorens, besoins d'entretien et de rénovation	9
6	Investissements prioritaires pour Grangeneuve et Sorens	13
6.1	Vue d'ensemble	13
6.2	Porcherie de Grangeneuve	13
6.3	Ferme de Sorens	14
6.4	Chalet de l'Areney	15
6.5	Autres chalets attenants de Sorens	16
6.6	Chalets d'alpage	17
7	Synthèse et conclusions	17

1 Introduction

Le postulat 2021-GC-26, transmis au Conseil d'Etat le 10 février 2021, demande un rapport sur l'état de tous les bâtiments rattachés à Grangeneuve, notamment les fermes et les chalets d'alpage, en vue de disposer d'une planification globale pour leur entretien et rénovation. Il est fait mention particulière du projet de démolition et reconstruction du chalet de l'Arenay. Les postulants s'interrogent aussi sur la nécessité de disposer de deux fermes-écoles dans le canton de Fribourg.

Dans sa réponse du 28 juin 2021, le Conseil d'Etat communique des informations sur le coût de trois variantes étudiées jusque-là pour le chalet de l'Arenay. La variante c prévoit la démolition et la reconstruction d'un bâtiment plus simple, adapté à son usage principal, l'élevage des cerfs, et assurant sécurité optimale et exploitation rationnelle. Cette variante respecte les exigences du SBC, soit le maintien du volume bâti actuel ; elle est meilleur marché qu'un assainissement avec adaptation aux besoins de la contention des cerfs de la ferme-école (variante b). Le Conseil d'Etat indique que le rapport demandé par le postulat permettra d'analyser le bien-fondé de la variante provisoirement retenue, avant d'élaborer un projet définitif et de lancer des appels d'offres. La demande de permis de démolition pour le chalet d'Arenay a par ailleurs été suspendue en 2021, sur demande de Grangeneuve.

Le Conseil d'Etat rappelle aussi la complémentarité du site de Grangeneuve et de la ferme-école bio de Sorens. Il annonce cependant qu'une étude globale doit permettre de préciser les rôles respectifs de Grangeneuve et de Sorens dans le cadre de la stratégie consistant à positionner le canton comme leader de l'agroalimentaire en Suisse.

Le présent rapport vise à répondre à ce double objectif. Partant du contexte et des objectifs stratégiques de l'Etat pour le secteur agroalimentaire, il explore les ressources nécessaires pour les atteindre, en se concentrant sur les bâtiments et les synergies entre les sites. Y est intégrée une étude sur l'état et les frais d'entretien et rénovation de tous les bâtiments rattachés à Grangeneuve, confiée au bureau d'architectes Module SA à Romont. Cette étude permettra une planification globale transparente. Le rapport explique aussi l'orientation plus focalisée décidée dans l'intervalle pour la ferme-école de Sorens et son impact sur le chalet d'Arenay.

2 Contexte

Grangeneuve, ses exploitations et en particulier ses deux fermes-écoles constituent des pièces-maîtresses dans l'objectif de renforcer la position de leader du canton de Fribourg dans le domaine agroalimentaire.

L'agriculture, avec 2'800 exploitations cultivant 75'000 ha, fait partie de l'ADN du canton. Elle a pour partenaires 290 entreprises de toute taille actives dans la transformation alimentaire, orientées sur le marché national et l'exportation. Ensemble, l'agriculture et l'agroalimentaire génèrent 7.5% du PIB cantonal et, avec la distribution alimentaire et la restauration en aval, 19.5% des emplois¹. C'est plus de deux fois plus qu'en moyenne suisse. Nulle part ailleurs en Suisse n'existent des filières aussi fortes de production et de transformation agroalimentaire, avec une grande diversité sectorielle, puisqu'elles touchent notamment le lait, la viande, les céréales, les pommes-de-terre et le sucre, les légumes et les fruits, la vigne et le vin. C'est donc à la fois pour renforcer ce secteur, créer davantage de valeur et donner de nouvelles perspectives d'emplois que le canton investit dans les infrastructures de formation, promeut le développement d'Agroscope et soutient des programmes d'innovation sous la bannière de la stratégie agroalimentaire.

¹ Rapport quadriennal sur l'agriculture, DIAF, 2019

Sur le plan institutionnel, le canton s'appuie en premier lieu sur Grangeneuve, centre de formation pour tous les métiers de la terre, l'agroalimentaire, l'économie familiale et l'intendance, et centre de compétences pour le conseil et l'exécution dans le domaine agricole. L'Administration des vignobles de l'Etat a été intégrée à Grangeneuve en 2021. Agroscope, dont le site de Posieux va devenir le siège national et le centre de recherches le plus important, constitue un partenaire-clé ; de plus, le campus commun avec Grangeneuve promet de nombreuses synergies. L'écosystème de l'agroalimentaire fribourgeois (figure 1) s'appuie également sur les compétences de l'Université et de la Haute-école Hes-so Fribourg. L'acquisition du site AgriCo à St-Aubin complète judicieusement le dispositif en offrant un remarquable potentiel pour l'innovation et le développement d'entreprises dans les domaines de l'agriculture, de la nutrition et de la valorisation de la biomasse. Le Cluster food & nutrition permet une démarche participative et un accompagnement de projets associant tous les acteurs du secteur.



Figure 1 Ecosystème institutionnel de l'agroalimentaire fribourgeois

Dans ce contexte, les principaux enjeux pour l'Etat, sont d'assurer le développement et le fonctionnement d'infrastructures adéquates pour la formation, le conseil, la recherche, l'innovation et les services nécessaires à l'ensemble du secteur agricole et agroalimentaire, en veillant à la diversité des besoins et aux évolutions rapides attendues dans le secteur, et en valorisant le maximum de synergies avec les partenaires publics et privés impliqués. Une politique cohérente a été proposée dans ce sens, qui a régulièrement reçu l'aval du Grand Conseil, avec notamment la construction d'un bâtiment de recherche sur le site d'Agroscope de Posieux², le crédit-cadre en vue de la construction, de l'extension ou de la réaffectation de bâtiments à Grangeneuve et la construction de la nouvelle ferme-école de Grangeneuve³, le concept pour la rénovation de la ferme-école bio de Sorens⁴ et le projet d'assainissement et de transformation de la Grange Neuve à Grangeneuve⁵. S'y sont ajoutés l'acquisition du site AgriCo à St-Aubin et le crédit d'engagement en vue des investissements sur divers bâtiments du site⁶. Les objectifs pour la promotion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire ont été concrétisés notamment dans la stratégie agroalimentaire du canton⁷ et par le lancement du centre de compétences pour les produits à base de lait cru⁸.

² Message 2014-DIAF-13 et Message 2020-DAEC-138

³ Message 2015-DIAF-45 et Message 2021-DAEC-77

⁴ Réponse du Conseil d'Etat 2017-GC-91

⁵ Message 2021-DIAF-21

⁶ Message 2020-DEE-11 et Message 2021-DEE-9

⁷ Communiqué CE 29.01.2021

⁸ Communiqués du Conseil fédéral et du Conseil d'Etat, 30.08.2021

3 Fermes-écoles de Grangeneuve et Sorens, complémentarité et collaborations

3.1 Missions des fermes-écoles

Les fermes-écoles de Grangeneuve et Sorens partagent la même fonction principale : Elles sont un support indispensable pour les formations initiale et continue en agriculture, qui représentent la mission centrale de Grangeneuve. Elles permettent une formation fondée sur la pratique. Elles proposent aussi des références solidement étayées pour les conseils et les prestations de service, et contribuent à l'innovation avec des essais, des démonstrations, des infrastructures et équipements novateurs et des collaborations avec des partenaires scientifiques, en particulier Agroscope, VetSuisse et le FiBL. De plus, reflétant la diversité de l'agriculture fribourgeoise, les deux fermes-écoles accueillent un large public. La ferme-école de Grangeneuve présente l'atout d'être localisée sur le site-même des centres de formation et elle est donc quotidiennement sollicitée pour des cours, des démonstrations et des travaux pratiques. Mais celle de Sorens l'est également à une intensité croissante. A relever en particulier, concernant Sorens : enseignement dans le cadre de la formation initiale agricole, organisation et enseignement de divers cours (cours inter-entreprises, élevage des cervidés, etc.), démonstrations pratiques et théoriques, travaux d'experts pour les procédures de qualification, mise à disposition d'infrastructures et de conseils au programme de formation des chasseurs, accueil et information au public et visites d'exploitation, accompagnement de stagiaires.

3.2 Profils distincts et complémentaires

La ferme-école de Sorens est complémentaire de celle de Grangeneuve. Située en zone de montagne, représentative du sud du canton et conduite selon les principes de l'agriculture biologique, elle présente un profil distinct et contribue de manière irremplaçable à l'accomplissement des missions de l'institut de Grangeneuve et à concrétiser la force du pôle agricole fribourgeois. Pour rappel, la gestion du domaine de Sorens, anciennement connu sous le nom de Ferme de l'Abbaye, a été transférée en 2000 de la Fondation de l'Hôpital psychiatrique de Marsens à Grangeneuve.

Il n'y a pas de doublons entre Grangeneuve et Sorens. La production laitière constitue sur les deux sites la principale branche de production, mais elle est y orientée selon des perspectives différentes : à Grangeneuve, races laitières spécialisées, affouragement optimisé et conforme au cahier des charges AOP (sans ensilage), technique de ferme novatrice ; à Sorens, races mixtes, affouragement à base d'herbe, peu d'intrants externes, lait de centrale, engraissement complémentaire de bœufs au pâturage. Cela permet, tant pour la formation que pour les conseils, la comparaison de deux systèmes de production pour le secteur numéro un de l'agriculture fribourgeoise et de l'agriculture suisse. Ce dispositif est sans concurrence en Suisse et offre de nombreuses opportunités pour les recherches d'Agroscope et du FiBL et dans le cadre du centre de compétences pour les produits à base de lait cru.

Le tableau 1 résume les caractéristiques principales des deux exploitations agricoles de Grangeneuve et Sorens.

Dans le domaine de la production végétale, chaque entité a aussi ses cultures spécifiques, conformes à sa région et à ses normes de production. Il en ressort une grande diversité et des complémentarités très utiles pour les missions de Grangeneuve. Le fait de disposer de deux exploitations, dont une gérée selon les règles de l'agriculture biologique, représente une opportunité pour profiler Grangeneuve comme centre de compétences agricole et de formation dans un spectre large, unique en Suisse. En plus de leurs fonctions productives, les exploitations de Grangeneuve et Sorens innovent et collaborent aussi dans le domaine des prestations multifonctionnelles (réseaux écologiques, qualité du paysage, etc.).

Tableau 1 Complémentarité des deux exploitations de Grangeneuve et Sorens

	Grangeneuve	Sorens
Surface, ha	70	142
Main d'œuvre, EPT	4	4
Apprenti(e)s, nb	3	3
Système de production	Plaine, PER	Montagne, bio (certification Bourgeon BioSuisse)
Grandes cultures, surface	30 ha	8 ha
Grandes cultures, diversité	Blé, orge, maïs, triticale, seigle, colza, pois protéagineux, pommes-de-terre, semences et cultures de démonstration	Maïs, épeautre, blé, pois protéagineux, caméline, semences bio
Essais, ha	11	
Vaches laitières, nb	50	85
Races	Holstein et Red Holstein	Holstein et Swiss Fleckvieh dès 2025, SF seulement
Valorisation du lait	Lait de fromagerie AOP	Lait de centrale bio
Quantité, kg	400'000	500'000
Affouragement principal	Foin-regain, pâture	Foin-regain, pâture intégrale,
Production moyenne par vache, kg	9'000	6'300 vêlages groupés
Remontes	60	80
Porcs d'élevage	72 truies	
Porcs d'engraissement (places)	300 valorisation du petit-lait de la fromagerie de Grangeneuve	324 valorisation du petit-lait bio de la fromagerie de Gumefens
Elevage cerfs rouges (cerfs élaphe)		120 biches + 7 mâles
Infrastructures récentes ou projetées	> Nouvelle ferme laitière, inaugurée en 2021 > Projet d'une nouvelle porcherie d'engraissement, affouragement liquide, bâtiment commun avec Agroscope	> Projet d'assainissement / reconstruction entité bovine

3.3 Collaborations avec Agroscope et d'autres partenaires

Pour le positionnement du canton comme leader dans le secteur agroalimentaire et pour promouvoir efficacement l'innovation, les collaborations entre les exploitations et divers partenaires sont essentielles. Les deux fermes-écoles de Grangeneuve et Sorens figurent en bonne place dans le programme de recherches d'Agroscope. Sorens constitue la principale référence d'Agroscope pour les essais avec le bétail bovin dans les conditions de l'agriculture biologique. Il y a aussi d'autres synergies pratiques découlant notamment de l'échange de machines et de l'utilisation commune d'installations de production et de laboratoires. De plus, Agroscope conduit un essai d'agroforesterie sur l'exploitation de Sorens.

Sorens fait aussi l'objet de collaborations pour des essais et du suivi de troupeaux avec VetSuisse, la faculté vétérinaire des universités de Berne et Zurich, ainsi qu'avec le FiBL, centre de recherches sur l'agriculture biologique. Sorens en constitue une antenne romande unique et un terrain d'essais pour la production laitière et l'élevage bovin. Le programme ReLait sur la réduction d'antibiotiques dans les élevages laitiers sollicite l'engagement aussi bien de Grangeneuve que de Sorens, avec des collaborations avec VetSuisse et la HAFL, Haute-école en sciences agronomiques, forestières et alimentaires de Zollikofen.

Le développement du centre de compétences sur le lait cru renforcera encore le réseau de collaborations entre Grangeneuve, Sorens et Agroscope, mais aussi avec d'autres partenaires (les interprofessions fromagères, Liebefeld-Kulturen AG, CASEi, Agridea). En ce qui concerne la production laitière, le suivi scientifique de trois systèmes de production (Grangeneuve et Sorens avec leurs particularités décrites plus haut ; Agroscope : races laitières, affouragement intensif avec ensilage, lait de centrale conventionnel) multiplie les références utiles à la formation et à la pratique en couvrant l'ensemble des systèmes présents en Suisse. Pour Sorens, il faut souligner qu'elle offre une plateforme pour des essais scientifiques, alors que Grangeneuve se concentre davantage sur ses missions de formation et de conseil. Les essais, à Grangeneuve, visent prioritairement la visualisation et la comparaison de pratiques déjà éprouvées plutôt que la recherche à proprement parler.

Le domaine agricole de Bellechasse de l'Etablissement de détention fribourgeois sert aussi de support à divers essais d'Agroscope et s'inscrit dans la logique des collaborations cantonales avec le centre fédéral de recherches sur l'agriculture et l'alimentation. Des collaborations avec Agroscope seraient aussi envisageables pour les domaines viticoles des Faverges et du Vully.

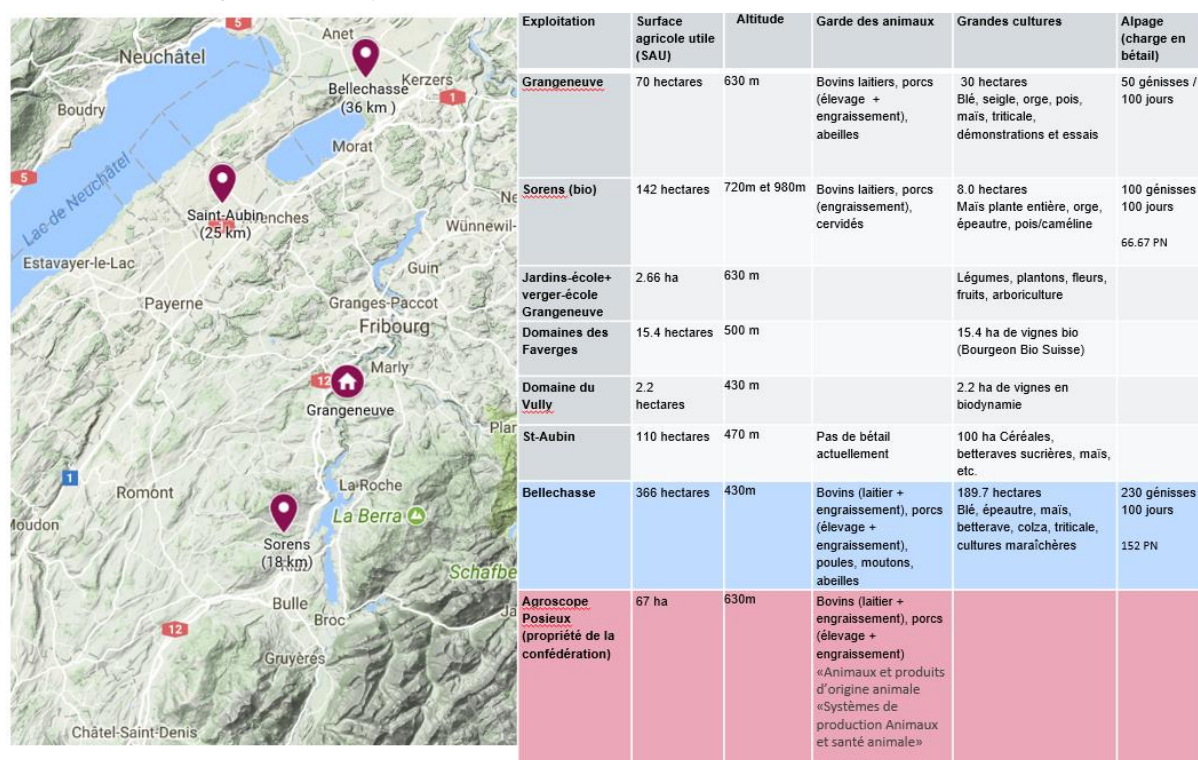


Figure 2 Domaines agricoles de l'Etat et collaborations avec Agroscope

3.4 Exemplarité des fermes-écoles

Les réflexions sur l'avenir des fermes-écoles de Grangeneuve et Sorens et le développement de leurs infrastructures s'appuient sur trois piliers : les missions directes de Grangeneuve, les collaborations, en particulier avec Agroscope, qui permettent de renforcer la position du canton comme leader de l'agroalimentaire et l'exemplarité. Exploitations en mains de l'Etat et largement fréquentées par les apprenants, les professionnels et le grand public, Grangeneuve et Sorens se doivent d'être exemplaires. Sous ce terme ne se cache pas l'ambition d'être le modèle à reproduire dans toutes les fermes du canton, mais bien plutôt la concrétisation sans concession des meilleures pratiques pour assurer simultanément la productivité, la qualité des produits, le respect de l'environnement et la promotion du bien-être animal, ainsi qu'un engagement économe des ressources et des intrants. La gestion des exploitations est assumée avec rigueur et transparence, en documentant les coûts générés par leurs fonctions non marchandes et le niveau salarial de l'Etat.

Ces meilleures pratiques ne sont pas figées, mais sujettes à revue critique et évolution permanentes. C'est là où les exploitations de Grangeneuve possèdent une marge de manœuvre plus large que le privé et doivent avoir une longueur d'avance. Elles participent au développement et aux tests de nouvelles techniques, tant dans la mécanisation

extérieure que dans les équipements des productions animales, avec pour objectifs la rationalisation du travail et l'augmentation de la productivité, mais sans concession par rapport aux exigences de qualité et de durabilité des processus et des produits. Très concrètement, le développement des bonnes pratiques suit trois axes : La transition vers une production agricole encore plus favorable à l'environnement, sans perte de productivité, inscrite dans la stratégie de durabilité de Grangeneuve ; la transition énergétique, avec la production d'énergies renouvelables (photovoltaïque et biogaz dans la nouvelle ferme) et des processus plus efficaces ; la digitalisation, pour faciliter le travail et optimiser les processus, aussi bien avec la nouvelle ferme high tech de Grangeneuve qu'avec les tests de technologies adaptées à l'agriculture biologique à Sorens. Une approche systémique s'impose dans toutes les démarches d'innovation et d'expérimentation pratique de Grangeneuve.

L'exemplarité et l'innovation constituent des préalables indispensables au déploiement des missions de formation et de conseil de Grangeneuve.

4 Orientation révisée de la ferme-école de Sorens

4.1 Analyse stratégique

La commission et la direction de Grangeneuve passent régulièrement en revue les résultats, la stratégie et les besoins d'investissements des fermes-écoles. L'accomplissement effectif et efficace des missions de l'institut est bien évidemment le critère essentiel de ces examens, au même titre que la préoccupation d'économicité et le respect des conditions-cadres financières de l'Etat. Concernant la ferme de Sorens, avec son intégration toujours plus poussée dans la formation et dans les collaborations avec Agroscope, VetSuisse et FiBL, les réflexions stratégiques sont orientées vers un renforcement du profil spécifique de l'exploitation et l'abandon de tout ce qui n'est pas indispensable dans le cadre de la formation, des conseils, de la recherche et de l'innovation.

Le tableau 2 donne un aperçu des résultats économiques de Sorens ces quatre dernières années.

Tableau 2 Principaux résultats économiques de l'exploitation de Sorens, 2019 à 2022

Rubrique	2019	2020	2021	2022
Produits de l'exploitation agricole	1'000'688	1'105'800	1'209'373	1'288'720
Charges de matières, marchandises et services	566'184	651'558	655'818	726'583
Charges de personnel	520'470	482'736	478'332	470'075
Autres charges d'exploitation	184'939	182'394	203'136	196'044
<i>dont amortissements</i>	68'833	53'722	61'959	62'692
Résultat d'exploitation avant intérêts et amortissements (EBITDA)	-202'073	-157'166	-65'953	-41'290
Résultat d'exploitation avant intérêts (EBIT)	-270'906	-210'889	-127'913	-103'982
Marges brutes comparables				
Grandes cultures (sans maïs d'ensilage)	29'608	35'446	15'326	33'167
Bovins laitiers et d'élevage	363'599	300'131	386'487	336'406
Engraissement de porcs	35'597	113'895	97'626	122'646
Cervidés	46'536	40'079	40'913	65'448

Source : Agro-Twin, Grangeneuve

Sur les quatre ans figurant dans le tableau 2, on observe une amélioration significative des produits de l'exploitation ainsi que de la marge calculée en déduisant les frais directs des produits. De plus, les charges de personnel ont été stabilisées à un niveau d'environ 10% inférieur à celui de 2019. Les résultats comptables d'exploitation EBITDA et EBIT, fortement négatifs en 2019, se sont par conséquent nettement améliorés jusqu'en 2022, témoignant des efforts mis en œuvre au niveau de la productivité et de la gestion. Les résultats financiers restent tributaires des fluctuations

de rendement et des variations des prix. Une lecture correcte de ces résultats doit tenir compte des spécificités d'un domaine d'Etat voué aussi à la formation et la recherche, contrastant avec une exploitation privée orientée sur la seule production agricole. D'une part, les exploitations du domaine public ne touchent pas de paiements directs (à l'exception de ceux qui indemnisent la participation à des réseaux écologiques ou de protection du paysage). D'autre part, elles nécessitent davantage de main d'œuvre, vu leurs tâches additionnelles à la production. Le temps de travail (46 h hebdomadaires) y est moins long que dans le contrat-type agricole appliqué dans le privé (55 h ou 52.5 h, avec ou sans bétail), et la rémunération, en conformité avec les grilles salariales cantonales, y est plus élevée que pour la main d'œuvre agricole privée.

L'analyse des marges brutes comparables est importante pour discuter de l'orientation des productions et d'éventuelles nouvelles mesures de gestion. La production laitière et la vente de bovins d'élevage représente le poids lourd de l'exploitation. Elles dégagent une marge brute élevée et relativement stable ; ses variations sont explicables en premier lieu par l'apport très différent d'une année à l'autre de la vente de bétail et, subsidiairement, par les fluctuations du prix du lait. La reconversion vers un troupeau de race mixte a nécessité en 2021 et 2022 davantage d'achats de bétail d'élevage. La marge brute des grandes cultures est faible. C'est logique vu qu'elles ne représentent qu'environ 5% de la surface agricole utile de l'exploitation. Sa fluctuation est essentiellement due aux rendements physiques très variables selon les conditions météorologiques de l'année. La plus grande volatilité est observée du côté de la production porcine. Cela provient des conditions de marché (prix de vente des porcs gras, prix d'achat des porcelets à engraisser). Globalement, le marché du porc est difficile et ne génère des résultats économiques positifs que dans de grandes exploitations bien structurées ; la demande pour le porc bio est faible et, la plupart du temps, les surcoûts de production ne sont pas indemnisés par le marché. Du côté des cerfs, on relève une marge brute faible – au vu de la surface qui leur est consacrée - mais assez stable. Mais c'est une production extensive, qui nécessite peu de main d'œuvre et permet de valoriser des surface herbagères en pente. Le résultat meilleur de 2022 s'explique par la vente de biches et de mâles d'élevage, en vue de la réduction du troupeau.

Au-delà des considérations strictement économiques, l'analyse des perspectives pour l'exploitation de Sorens tient compte des dimensions suivantes :

- > Intérêt pour la recherche : l'intérêt des partenaires de recherche se concentre essentiellement sur le troupeau bovin et la production laitière, ce qui correspond aussi au meilleur potentiel naturel du site.
- > Intérêt pour la formation et le conseil : tant l'élevage de cerfs que la production porcine bio sont des disciplines marginales dans l'agriculture fribourgeoise et romande ; les besoins en matière de formation et de conseil dans ces deux domaines sont très discrets.
- > Nécessaire priorisation des investissements : vu qu'une grande partie des infrastructures de Sorens présentent un besoin élevé de renouvellement, il est nécessaire de définir des priorités et de se concentrer sur l'essentiel.

4.2 Décisions de la commission de Grangeneuve

Bovins : Pour accentuer le profil spécifique et la complémentarité des deux exploitations de Grangeneuve et Sorens, il a été décidé de passer progressivement à un troupeau de race mixte Swiss Fleckvieh (SF). Cela permet de viser davantage d'autonomie alimentaire et une production plus extensive, adaptée au potentiel de la zone et au mode de production biologique. De plus, les veaux mâles se prêtent bien à un engraissement au pâturage. Un tel système de production est attractif pour les partenaires de recherche Agroscope, FiBL et VetSuisse et, dans le cadre de la formation et du conseil, permet d'établir des références comparatives au système de production plus répandu dans le canton et pratiqué à Grangeneuve. Les données-clés retenues en 2018 visent un troupeau de 70 vaches laitières avec leur remonte (veaux et génisses d'élevage), ainsi que 20 bœufs engraisés principalement au pâturage. Ce choix, toujours d'actualité, permet aussi de valoriser les capacités d'estivage de l'exploitation tant avec les génisses d'élevage (deux saisons) qu'avec les bœufs (une saison).

Porcs : Une décision préliminaire prise en 2015 par la commission consultative, dans le cadre d'une revue générale des investissements nécessaire à Grangeneuve et Sorens, a conduit à ne pas reconstruire la porcherie d'élevage qui ne correspondait plus aux standards techniques et de garde des animaux. Par conséquent, l'exploitation devait se concentrer sur l'engraissement de porcs bio. Une analyse globale des porcheries des sites de Grangeneuve, Sorens, Agroscope et Bellechasse a été entreprise ensuite. A part la porcherie de Bellechasse, de construction plus récente et

non intégrable dans les missions de Grangeneuve, les autres porcheries datent des années 1970 et 1980 et présentent toutes des besoins importants de renouvellement, soit au niveau des bâtiments, soit au niveau des installations techniques et des équipements. En ce qui concerne Sorens, la production porcine est « hors sol », les porcelets, le petit lait et les aliments étant achetés à l'extérieur. Vu la distance des centres de formation, la porcherie ne joue qu'un rôle marginal pour la formation et le conseil. Ni les perspectives difficiles du marché du porc bio, ni la marge brute d'environ 90'000 francs en moyenne annuelle (cf. tableau 2) ne rendent de futurs investissements attractifs. Sur le site, le maintien de l'emplacement actuel de la porcherie empêcherait un projet de restructuration rationnelle des bâtiments pour les bovins. Se pose de plus le problème d'une main d'œuvre spécialisée, difficile à recruter à la fois à Grangeneuve et à Sorens. Tenant compte de ces différents éléments, la commission de Grangeneuve a décidé en 2018 d'abandonner à terme l'engraissement de porcs à Sorens. La démolition de la porcherie sera agendée pour permettre la construction de la nouvelle étable.

Cerfs : Si l'élevage de cerfs constitue une dimension bien spécifique de l'exploitation de Sorens et une utilisation intéressante de surfaces herbagères marginales, diverses évolutions ont amené à le remettre en question. L'intérêt pour la formation et les conseils ont fortement diminué ces dernières années, l'élevage de cerfs peinant à trouver de nouveaux adeptes et la contention d'animaux semi-sauvages subissant un regard plus critique dans de nombreux milieux. Sur le plan pratique, la localisation des cerfs à Sorens pose aussi quelques problèmes de sécurité : tant la proximité de l'autoroute que celle de cerfs sauvages dans les forêts alentour impliquent des investissements importants dans les clôtures. Selon la nouvelle orientation du troupeau bovin, les surfaces valorisées par les cerfs peuvent aussi l'être par des génisses d'élevage et des bœufs d'engraissement, sans impact négatif sur les résultats économiques. La marge brute attendue de l'engraissement de 20 bœufs est d'environ 45'000 francs par an (estimation selon les normes d'Agridea), soit comparable à celle des cerfs en moyenne pluriannuelle. Le budget d'heures de travail pour les bœufs, également calculé selon les standards d'Agridea, serait réduit d'environ 150 heures annuelles par rapport à l'élevage de cervidés. Ces éléments ont conduit la commission de Grangeneuve à décider en 2022 de mettre fin en 2025 à la garde de cerfs à Sorens et de passer à l'engraissement de bœufs au pâturage, en valorisant les veaux mâles de race mixte issus du troupeau laitier.

Synthèse : La nouvelle orientation du troupeau bovin et l'abandon successif de l'élevage de cerfs et de l'engraissement de porcs conduiront à améliorer le profil spécifique de l'exploitation de Sorens, à focaliser les investissements futurs et à simplifier la gestion de l'exploitation. Sorens sera encore davantage que jusqu'ici une exploitation bio économe en intrants, centrée sur la valorisation des herbages pour produire du lait et de la viande bovine, avec quelques cultures d'appoint adaptées à la zone. Complémentaire à Grangeneuve pour les missions de formation et de conseil, elle pourra renforcer encore son rôle de plateforme d'essais scientifiques conduits par Agroscope, VetSuisse et FiBL. L'orientation révisée de l'exploitation entraîne aussi des conséquences pour l'affectation du chalet de l'Arenay, qui sont discutées au chapitre 6.3 ci-dessous.

5 Revue des bâtiments agricoles de Grangeneuve et Sorens, besoins d'entretien et de rénovation

Afin de disposer d'un instrument de pilotage fiable pour l'entretien et la rénovation de ses bâtiments agricoles, Grangeneuve a fait procéder à un inventaire complet et détaillé par le bureau d'architectes Module SA (Marco Collini et David Kohler, associés) à Romont. Cet inventaire, établi d'avril à juillet 2023, répond aussi à la demande formulée dans le postulat 2021-GC-26. Les spécialistes de Module SA ont procédé à des relevés sur site (exploitations de base et alpages) pour mesurer chacun des bâtiments, enregistrer leur état détaillé et les besoins de rénovation. Les mesures d'entretien et de rénovation recommandées ont été listées selon l'horizon temporel : 0 à 2 ans, 3 à 5 ans, 6 à 10 ans, puis chiffrées. Il s'agit d'un inventaire strictement architectural, qui ne comprend pas l'état d'équipements intérieurs et installations agricoles spécifiques, ni les infrastructures telles que chemin d'accès, adductions d'eau, évacuation des eaux usées, etc. Les prix utilisés pour l'estimation des coûts sont ceux du marché actuel, référence 2022/23. Il ne

s'agit pas de prix moyens « au cube », mais de prix unitaires pour les différents éléments constitutifs (façades, fondations, structure, toiture, etc.). Les estimations incluent pour tous les objets un montant divers et imprévu de 25%, mais ne comprennent pas les honoraires d'architecte, ingénieur civil, expert en protection d'incendie et géomètre.

L'inventaire porte sur les sites agricoles de Grangeneuve et Sorens et les chalets directement liés. Le domaine des Faverges, dont les bâtiments font actuellement l'objet d'une rénovation en profondeur, n'y a pas été intégré. La liste des bâtiments répertoriés figure dans le tableau 3.

Tableau 3 Liste des bâtiments agricoles de Grangeneuve et Sorens et données de synthèse concernant les besoins en entretien et rénovation selon le rapport de Module SA

Fiche	Désignation	Type	Affectation	Valeur assurée (CHF)	Entretien et rénovation recommandés (CHF)			
					0-2 ans	3-5 ans	6-10 ans	Total
Grangeneuve - exploitation agricole								
A1	Colimaçon	halle machines	agricole	1'176'600	12'500		31'250	43'750
A2	Serre maraîchère	serre	agricole	724'300	25'000	6'250		31'250
A3	Serre plantons	serre	agricole	25'000			12'500	12'500
A4	Serre tunnel	serre	agricole	25'000			17'500	17'500
A5	Serre horticole a	serre	agricole	62'700	18'750	6'250		25'000
A6	Serre horticole b	serre	agricole	147'800	9'375		3'750	13'125
A7	Serre bâtiment N	serre	agricole	365'000	6'250	6'250		12'500
A8	Rucher	rucher/atelier agricole	agricole	98'600	6'250	31'250		37'500
	Nouvelle ferme	ferme laitière	agricole	7'957'400	hors inventaire - neuf			
	Grange Neuve	ancien rural/halle démonstration	agricole	5'997'900	hors inventaire - projet réaffectation en cours			
	Gerbier	ancien rural	agricole	781'000	hors inventaire - projet réaffectation en cours			
	Porcherie a	porcherie	agricole	1'651'600	hors inventaire - nouveau projet en cours			
	Porcherie b	porcherie maternité	agricole	606'400	hors inventaire - nouveau projet en cours			
			Total	19'619'300	78'125	50'000	65'000	193'125
Grangeneuve - alpages (Motélon)								
B1	Les Groins	chalet d'alpage	fermier + locataires	524'800	38'125	16'875	27'500	82'500
B2	Matseru	chalet d'alpage	fermier + locataires	478'400	20'000	37'500	31'250	88'750
			Total	1'003'200	58'125	54'375	58'750	171'250
Sorens - exploitation agricole								
C1	Andienne ferme	ferme	agricole	2'586'700	128'750	578'750	12'500	720'000
C2	Etable vaches	ferme	agricole	1'351'200	33'750	21'250		55'000
C3	Etable veaux / Hangar	hangar	agricole	109'600	6'250			6'250
C4	Porcherie	porcherie	agricole	697'700	31'250	170'000	81'250	282'500
C5	Hangar machines	hangar machines	agricole	138'500	68'125			68'125
C6	Grenier	ancien grenier	agricole	28'000	76'250	5'000		81'250
	Habitation	habitation	logement	1'842'000	hors inventaire			
			Total	6'753'700	344'375	775'000	93'750	1'213'125
Sorens - chalets attenants (surfaces intégrées dans exploitation)								
D1	L'Arenay	rural	agricole/cerfs	262'000	668'750			668'750
D2	L'Arenay	parcs à biches	agricole/cerfs	153'600	135'000		94'375	229'375
D3	L'Arenay Dépôt	entrepôt	agricole	117'900			22'500	22'500
D4	Chesoperex	ruine de rural	aucune	22'000	87'500	démolition		87'500
D5	Les Troncs	chalet d'alpage	locataires/chasse	578'100	62'500	350'000		412'500
D6	Fosse Les Troncs	fosse à lisier	agricole	219'900	non évalué			
D7	Les Molleyres	chalet d'alpage	locataires	339'400	18'750	13'750	107'500	140'000
D8	Le Petit Pray	rural	locataires/sylvicult	1'019'700	75'000	192'500	56'250	323'750
			Total	2'712'600	1'047'500	556'250	280'625	1'884'375
Sorens - alpages (Gros-Mont)								
E1	Baffres Dessous	chalet d'alpage	fermier + locataires	617'800	8'750	133'750	56'250	198'750
E2	Baffres Dessus	chalet d'alpage	fermier + locataires	394'500	5'000	105'000	43'750	153'750
E3	Chatalette	chalet d'alpage	fermier + locataires	282'700	35'000		51'250	86'250
E4	Dradzena	chalet d'alpage	fermier y.c. logement garde-génisse	554'700	37'500	183'750	57'500	278'750
E5	Terre Rouge	chalet d'alpage	fermier + locataires	585'800	335'625	3'750	24'375	363'750
			Total	2'435'500	421'875	426'250	233'125	1'081'250
Total général				32'524'300	1'950'000	1'861'875	731'250	4'543'125

Les fiches de synthèse pour chacun des bâtiments analysés sont regroupées dans l'annexe du présent rapport. A noter que la nouvelle ferme-école de Grangeneuve ne figure pas dans cet inventaire, vu qu'elle n'est en service que depuis 2021. N'ont pas non plus été repris dans l'inventaire la Grange Neuve et le Gerbier de Grangeneuve, qui font l'objet du crédit d'étude déjà approuvé par le Grand Conseil⁹, ainsi que les deux bâtiments de la porcherie de Grangeneuve, vu l'option prise de les remplacer (cf. chapitre 6.2. ci-dessous).

Dans le tableau 3, les bâtiments ont été regroupés selon les sites et selon leur affectation : exploitation agricole principale, alpages et chalets attenants pour Sorens.

Concernant l'exploitation de Grangeneuve, on observe que les bâtiments répertoriés sont dans l'ensemble en bon état et ne nécessitent que des travaux d'entretien standards. Toutefois, les bâtiments les plus importants (ferme laitière, porcherie) ne figurent pas dans l'inventaire. A terme, ils seront également à prendre en compte dans les frais annuels d'entretien. Les serres maraîchères et horticoles datent de 40 à 60 ans et relèvent d'une conception et d'un équipement dépassés. Selon les relevés très préliminaires des architectes, leur maintien en l'état nécessitera des investissements plutôt modestes ces prochaines années. Mais des analyses plus approfondies par des spécialistes sera nécessaire. La question se posera aussi de leur éventuel remplacement successif par de nouvelles serres, ce qui permettrait de mettre en œuvre des techniques beaucoup moins énergivores et plus favorables à l'environnement, dans la construction, l'exploitation et la valorisation d'énergies renouvelables. L'ensemble du site de Grangeneuve fait présentement l'objet d'une analyse de ses consommations d'énergie et d'eau et des potentiels d'optimisation, analyse qui permettra entre autres d'approfondir les réflexions concernant les serres. Une estimation pour la reconstruction des serres à neuf, dans les mêmes volumes, est également intégrée dans les fiches, mais non reprise dans le tableau 3.

Les deux chalets d'alpage liés à Grangeneuve, situés dans la région du Motélon, sont dans un état adéquat par rapport à leur utilisation. L'alpage est loué à un teneur privé ; celui-ci utilise les chalets pour la partie qui accueille le bétail et la partie habitable est louée à des tiers. Le fermier de l'alpage estive du jeune bétail de Grangeneuve sous contrat.

Les principaux bâtiments de l'exploitation de Sorens sont correctement entretenus mais vétustes dans leurs équipements, de moins en moins adaptés à une gestion agricole rationnelle et au déroulement d'essais. A noter que l'habitation, l'ancienne ferme et le grenier sont des bâtiments protégés et nécessiteront des travaux de rénovation assez importants (toiture de la ferme et du grenier, notamment). Le Conseil d'Etat avait déjà identifié en 2017 la nécessité d'un projet de restructuration complète du site agricole¹⁰. La stratégie révisée de la ferme-école de Sorens (cf. chapitre 4.2) prévoit l'abandon de la production porcine et la concentration sur la production laitière et l'engraissement de bœufs ; elle renforce la nécessité d'un projet retardé jusqu'ici par la priorité accordée aux investissements sur le site de Grangeneuve.

Sont regroupés sous la rubrique chalets attenants de Sorens des bâtiments implantés dans le périmètre de l'exploitation de base, mais sans vocation agricole immédiate ou dont l'affectation agricole n'est plus assurée à moyen terme (chalet de l'Arenay). Il s'agit d'un important patrimoine bâti et, vu son état, d'une préoccupation lourde quant à son avenir et aux ressources financières que mobilisera son entretien. Les perspectives le concernant sont discutées plus à fond dans les chapitres 6.4 et 6.5 ci-après.

Enfin, les chalets d'alpage dépendant du domaine de Sorens constituent eux aussi un patrimoine important. Les alpages sont situés dans la région du Petit-Mont, commune de Jaun, et sont affermés de longue date au syndicat d'alpage de Treyvaux. Un chalet est mis à disposition du garde-génisses, la partie habitable des quatre autres chalets est louée à des particuliers comme résidence estivale. Certaines étables ne sont utilisées que très ponctuellement pour les soins aux animaux. Des travaux de rénovation importants sont à prévoir dans des délais plus ou moins rapprochés, notamment pour les toitures de quatre des cinq chalets.

⁹ Message 2021-DIAF-21 et décret du 07.10.2021

¹⁰ Réponse 2017-GC-91

Dans le tableau 4 ont été condensées les données concernant les investissements de rénovation recommandés par les architectes. Les données ont été converties en moyennes annuelles et mises en relation avec la valeur assurée.

Tableau 4 Entretien recommandé selon rapport de Module SA pour l'entretien/ rénovation, moyennes annuelles sur 10 ans par groupe de bâtiments et en % de la valeur assurée

Groupe de bâtiments	Entretien recommandé moyenne annuelle	en % valeur ass.
Grangeneuve, exploitation agricole	19'313	0.7%
Grangeneuve, alpages	17'125	1.7%
Sorens, exploitation agricole	121'313	2.5%
Sorens, chalets attenants	188'438	7.6%
Sorens, alpages	108'125	4.4%
Total (des bâtiments inventoriés)	454'313	3.4%

Le tableau 5 résume la valeur assurée ECAB de l'ensemble des bâtiments de Grangeneuve, y compris les bâtiments agricoles hors inventaire et les bâtiments non agricoles. Ce sont évidemment les bâtiments destinés à l'enseignement, aux stations, aux laboratoires et à l'administration qui représentent la majeure partie du patrimoine immobilier de Grangeneuve. Les bâtiments agricoles analysés par Module SA (= inventaire) ne représentent que le 10.5% de la valeur assurée totale.

Tableau5 Valeur assurée 2023 ECAB pour l'ensemble des bâtiments de Grangeneuve

Groupe de bâtiments	Valeur assurée 2023	
	tous les bâtiments	bâtiments agricoles de l'inventaire
Grangeneuve	103 181 200	2 625 000
Grangeneuve, alpages	1 003 200	1 003 200
Sorens, exploitation agricole	6 753 700	4 911 700
Sorens, chalets attenants	2 712 600	2 492 700
Sorens, alpages	2 435 500	2 435 500
Les Faverges	12 024 622	-
Total	128 110 822	13 468 100
Bâtiments de l'inventaire en % du total		10.5%

Le tableau 4 permet d'illustrer :

- > Des besoins très supérieurs au 1% de la valeur assurée généralement retenu comme valeur de référence pour les frais d'entretien, en particulier pour les chalets d'alpage et les chalets attenants de Sorens ;
- > Si l'on tient compte du projet de reconstruction de la ferme de Sorens, qui remettra à neuf l'outil de production de cette exploitation, des besoins d'entretien et de rénovation vont se concentrer surtout sur des bâtiments sans utilité directe pour les fermes-écoles ;
- > Le budget annuel de Grangeneuve affecté à l'entretien des bâtiments se monte à env. 1.4 million de francs. Toutefois, les investissements recommandés concernant les bâtiments agricoles et les chalets, soit 454'000 francs, mobiliseraient un tiers de cette somme en moyenne (davantage à court terme) et dépassent ainsi largement la part de 10.5% de la valeur assurée que ces bâtiments représentent dans le parc immobilier de l'institut. Il en découle la nécessité d'une réflexion sur l'avenir des bâtiments sans utilité agricole directe, ainsi que d'une planification spécifique des investissements en prélude à des propositions spécifiques de crédits.

6 Investissements prioritaires pour Grangeneuve et Sorens

6.1 Vue d'ensemble

Les considérations qui précèdent ont permis de consolider la nécessité des deux fermes-écoles et de préciser leurs missions. La stratégie révisée pour la ferme de Sorens constitue une orientation décisive pour le développement de ses infrastructures. Avec l'inventaire établi par Module SA, on dispose d'une vue d'ensemble des besoins de rénovation du parc immobilier agricole des deux sites et de leur coût. L'analyse des investissements à prévoir ces prochaines années s'appuie donc sur une vision et des faits bien étayés.

Pour rappel, les analyses présentées dans le Message 2015-DIAF-45 présentaient trois projets prioritaires d'investissements immobiliers sur le site de Grangeneuve : la nouvelle ferme-école, la transformation de l'ancien rural en halle agricole polyvalente et l'extension du complexe du Centre de formation des métiers de l'intendance, du lait et de l'agroalimentaire (CILA ; bâtiment P) pour y intégrer une nouvelle halle de technologie agroalimentaire. La nouvelle ferme-école a été réalisée, en enrichissant le projet initial, tant sur le plan des équipements de ferme que pour la production d'énergies renouvelables (photovoltaïque et biogaz) ; elle a été inaugurée en 2021 et répond pleinement à ses objectifs. La halle agricole polyvalente a été redimensionnée (surtout, ses fonctions ont été revues et précisées) et intégrée au projet plus ambitieux de requalification de la Grange Neuve¹¹, qui comprend aussi la nouvelle fromagerie-école, des infrastructures pédagogiques utiles à toute la filière agroalimentaire et des espaces pour découvrir et déguster les produits du terroir, ainsi que le magasin de Grangeneuve. Ce projet est actuellement approfondi et chiffré au moyen d'un mandat d'étude parallèle. Le troisième projet, celui de la halle de technologie agroalimentaire, a été repoussé dans le calendrier : le transfert de la fromagerie-école dans la Grange Neuve libérera des volumes dans le bâtiment P et permet de revoir le concept initial de rehaussement d'une aile du bâtiment et déplacement des laboratoires agroalimentaires. Logiquement, sa réalisation ne pourra intervenir qu'après la mise en service de la nouvelle fromagerie-école, soit au plus vite à partir de 2026. En revanche, la réalisation d'un bâtiment à proximité immédiate du bâtiment P pour la production de cultures fromagères par la Cultures fromagères SA est devenue prioritaire, conformément aux objectifs de la stratégie agroalimentaire cantonale et au développement du Campus Grangeneuve-Agroscope-Posieux.

Sur le plan des infrastructures agricoles, le principal dossier ouvert sur le site de Grangeneuve est celui de la porcherie : Celle-ci est structurée en deux bâtiments vétustes et gourmands en énergie, datant de 1970, dont les installations ne sont plus adaptables aux nouveaux standards techniques et de garde des animaux. Le site de la porcherie, immédiatement au sud de la ferme laitière, est suboptimal. Le projet concernant une nouvelle porcherie est explicité au chapitre 6.2.

En ce qui concerne Sorens, les objectifs de développement de la ferme-école exposés dans la réponse à la motion Glauser / Zamofing¹² restent pleinement d'actualité. Dans l'intervalle, le profil révisé de l'exploitation agricole confirme que c'est bien l'unité consacrée au bétail bovin qui constitue le seul projet d'envergure nécessaire sur le site de Sorens. Il n'est plus question de reconstruire ou transformer la porcherie. Au vu des investissements prioritaires sur le site de Grangeneuve, le Conseil d'Etat a annoncé dans le Message 2021-DIAF-21 son intention de solliciter en 2025 un crédit d'étude pour la ferme-école de Sorens. Les responsables opérationnels et la commission de Grangeneuve ont poursuivi l'analyse des besoins dont un aperçu est donné au chapitre 6.3.

6.2 Porcherie de Grangeneuve

Le porc est un maillon indispensable dans la chaîne de valeur qui va des herbages aux fromages AOP et constitue le domaine d'excellence des secteurs agricole et agroalimentaire fribourgeois. Le porc valorise le petit-lait issu des fromageries pour produire d'autres denrées alimentaires de haute valeur, viande labellisée (notamment « Le Porc

¹¹ Message 2021-DIAF-21

¹² 2017-GC-91

d'ici ») et spécialités de charcuterie, dont le Jambon de la Borne AOP et le Boutefas AOP. Les effluents des porcheries sont à leur tour valorisés dans la production d'énergie et d'engrais qui nourrissent les herbages. Il s'agit d'un modèle d'économie circulaire qui valorise au maximum les éléments nutritifs au service d'une alimentation durable et de qualité. Dans le canton, 75% des porcs d'engraissement sont alimentés au petit-lait. Avec plus de 160'000 porcs engraisés par année, des entreprises de transformation d'importance nationale et un tissu de PME très actives, le secteur revêt une importance économique certaine. Il est donc essentiel que Grangeneuve développe et diffuse le savoir-faire dans la production porcine liée à la filière laitière.

L'analyse des porcheries évoquée au chapitre 4.2. ci-dessus et l'abandon prévu de la production porcine à Sorens impliquent que Grangeneuve dispose dans ce domaine d'une installation modèle, adaptée aux besoins spécifiques de la formation. Dans le cadre des échanges avec Agroscope, il est apparu que la construction des nouvelles installations agricoles d'Agroscope offrait l'opportunité de combiner sur un même site une porcherie d'élevage, nécessaire aux essais d'Agroscope, et une porcherie d'engraissement conforme aux besoins de Grangeneuve. Cette construction combinée permettra d'éviter de bétonner de nouvelles terres agricoles et de rationaliser les installations de gestion des effluents. Grangeneuve pourra s'approvisionner en porcelets directement dans l'unité adjacente d'Agroscope. Vu les missions différentes des deux entités, il faudra concevoir deux zones d'hygiène strictement séparées. Chaque entité disposera d'entrées séparées pour les animaux, les fourrages et les visiteurs et sera gérée par un personnel distinct. La porcherie d'engraissement de Grangeneuve sera équipée pour l'affouragement liquide (petit-lait) et sera complétée par les locaux nécessaires pour les activités de formation et démonstration.

Agroscope, respectivement l'Office fédéral des constructions et de la logistique OFCL, lancera prochainement un appel d'offres de projets pour équipes de planificateurs portant sur l'ensemble des étables de recherche, l'infrastructure agricole du site et les aménagements extérieurs du Campus Agroscope-Posieux. Il s'agit d'un appel ouvert, conforme aux règles de l'OMC sur les marchés publics. Le jugement du concours interviendra 6 à 8 mois après le lancement de l'appel à projets, soit dans le courant 2024. Le cahier des charges des constructions comprend les deux porcheries et les spécifications définies par Grangeneuve pour sa porcherie d'engraissement y ont été intégrées.

La porcherie de Grangeneuve devra viser prioritairement la mise en valeur du petit-lait produit à la fromagerie-école, assurer une garde respectueuse et conforme aux besoins des animaux, offrir des conditions de travail confortables, gage de qualité et d'efficacité, intégrer des équipements innovants, notamment une installation d'affouragement automatisée, et être exemplaire en termes d'impact environnemental, d'efficacité énergétique et d'emprise sur les terres agricoles. Le programme des locaux prévoit 360 places de porcs à l'engrais, réparties en 4 chambres avec 6 box par chambre ; aire de sortie conforme aux normes IP-Suisse et labels ; locaux techniques, préparation des aliments, silos, atelier, infirmerie, stockage, lavage haute pression, quai de chargement, fosse à lisier, fumière ; espaces didactiques, sas d'entrée séparés pour visiteurs et collaborateurs, couloirs de visite vitrés ; bureau, douche, vestiaires et local de pause pour les collaborateurs.

Vu son intégration dans le site d'Agroscope, la répartition des tâches tant pour l'investissement que pour l'exploitation reste à définir en détail entre la Confédération et le canton. En toute logique, la porcherie de Grangeneuve, intégrée organiquement dans la ferme-école, sera gérée par du personnel de Grangeneuve. Les modalités et le calendrier de réalisation restent ouverts à ce stade.

6.3 Ferme de Sorens

Comme mentionné dans la vue d'ensemble (6.1.), une nouvelle étable pour les bovins constitue le projet d'envergure essentiel pour l'avenir de la ferme-école de Sorens. Vu la vétusté d'une partie des bâtiments et installations et leur aspect peu fonctionnel, le projet revêt une certaine urgence, reconnue notamment dans la réponse du Conseil d'Etat à la motion Glauser / Zamofing¹³. Il a cependant été retardé au vu des investissements jugés prioritaires sur le site de Grangeneuve.

¹³ 2017-GC-91

L'objectif consiste à faire de la ferme-école de Sorens une référence pour la production de lait bio avec un troupeau de race mixte et en valorisant sur place les veaux mâles. Non concernée par les cahiers des charges des fromages AOP, la ferme de Sorens permettra aussi de tester et visualiser différentes technologies à même de faciliter le travail dans cet environnement de production ou liées à l'affouragement à base d'ensilage. L'orientation vers un système fermé et durable, avec le moins possible d'intrants, impliquera aussi des innovations dans la valorisation des effluents et la production d'énergie renouvelable. De plus, la ferme-école de Sorens étant fortement sollicitée par Agroscope, VetSuisse et FiBL pour des programmes de recherche, sa nouvelle conception devra faciliter et renforcer ce type d'activités.

A ce stade, l'alternative de reconstruire complètement le complexe ou d'utiliser partiellement des bâtiments existants en les transformant est ouverte. Dans tous les cas, certains bâtiments sont voués à la démolition (étable des génisses, porcherie) et le système de stockage et traitement du lisier nécessite un assainissement. Il s'agit donc d'un projet de restructuration complète du site de l'Abbaye, dont il n'est pas possible de chiffrer le coût avant d'avoir concrétisé les options de réalisation. L'entité devra accueillir 70 vaches laitières, les veaux et génisses d'élevage ainsi que 20 bœufs à l'engrais. L'automatisation du système de traite et de l'affouragement ainsi qu'une gestion moderne des effluents constituent les enjeux techniques principaux.

La réalisation de ce projet est prévue au cours de la législature 2027-2031 et le Conseil d'Etat proposera au plus tard en 2025 un crédit d'étude à cet effet.

6.4 Chalet de l'Arenney

C'est dès 2013 que Grangeneuve a relevé le mauvais état du chalet de l'Arenney et étudié diverses options pour son avenir, guidé alors par la nécessité de l'adapter aux besoins de l'élevage des cervidés (soins, contention, affouragement hivernal, etc.) et aux impératifs de sécurité des utilisateurs et des animaux. En plus de l'état délabré de la bâtisse, les parcs et abris pour les cerfs, vétustes également, sont souvent en bourbier et peu exemplaires pour la gestion des effluents. Le Service des biens culturels (SBC) a statué en 2015 sur l'inadéquation du bâtiment aux utilisations agricoles actuelles et sur le faible intérêt patrimonial pour une restauration de son état original, ouvrant la porte à son remplacement par un nouveau bâtiment de même volume. Ces éléments ont été communiqués au Grand Conseil dans la réponse à la question de Glasson Benoît en 2020¹⁴ et la réponse préliminaire au postulat qui fait l'objet du présent rapport. Il faut relever que les coûts estimés alors pour les différentes options provenaient d'une évaluation préliminaire interne. Avec le rapport établi par le bureau d'architectes Module SA, on dispose maintenant d'informations plus précises. Grangeneuve a, en 2021, retiré sa demande de permis de démolition et toutes les options restent ouvertes.

Actuellement, vu l'orientation révisée pour le domaine de Sorens et l'abandon de l'élevage de cerfs programmé pour 2025, il n'y a plus de nécessité d'adapter le chalet de l'Arenney aux besoins de cet élevage (par rénovation et transformation, ou par une nouvelle construction). L'utilisation des surfaces herbagères attenantes par des bœufs d'engraissement ne générera pas de nouveaux besoins au niveau de ce bâtiment. Les bovins y pâtureront durant la période de végétation et se contenteront de points d'eau et des abris naturels existants. Pour la période hivernale, qui correspond à un affouragement avec des fourrages conservés (ensilage, foin), les bœufs seront gardés dans l'étable à bovins de la ferme de l'Abbaye. Il n'y aura donc plus, dès 2026, d'utilisation agricole du chalet de l'Arenney. Cependant, pour assurer la pérennité de la structure et de l'enveloppe ainsi que la sécurité des personnes, le chalet ne peut pas être laissé dans son état actuel.

Selon Module SA, des travaux de rénovation sont nécessaires à court terme concernant la toiture, la charpente, les façades, les portes et fenêtres, ainsi que des sols et planchers et divers éléments de maçonnerie (référence : fiche D1 en annexe). Les coûts des rénovations indispensables sont estimés à environ 670'000 francs (y compris une réserve de 25% pour divers et imprévus). Si l'élevage des cerfs était maintenu, il faudrait également prévoir des travaux dans les parcs et abris, estimés à environ 230'000 francs (fiche D2).

¹⁴ 2020-GC-195

Si l'Etat devait décider de la suppression du chalet, Module SA estime les frais de démolition et évacuation des matériaux à 110'000 francs, avec éventuellement 12'000 francs supplémentaires de frais en cas de présence d'amiante. La démolition des deux parcs-abris est évaluée à 10'000 francs.

Il faut placer la discussion des options dans le contexte plus général d'une stratégie d'ensemble de gestion du patrimoine alpestre en mains de l'Etat. Le postulat Kubski / Doutaz 2021-GC-102, accepté par le Conseil d'Etat en date du 8 février 2022, demande un état des lieux de tout le patrimoine alpestre dont l'Etat de Fribourg est propriétaire (état actuel des bâtiments, derniers travaux effectués, usage actuel ou prévu) ainsi que l'étude des stratégies possibles pour sauvegarder et valoriser ce patrimoine. Les travaux sont en cours pour répondre à cette demande.

Il est donc délicat de statuer isolément sur le sort du chalet de l'Arenay. Sans préjudice de la stratégie globale à établir pour l'ensemble du patrimoine alpestre bâti de l'Etat de Fribourg, les éléments de réflexion spécifiques concernant le chalet de l'Arenay peuvent, momentanément, se résumer comme suit :

- > Il n'y aura plus, dès 2026, d'utilisation agricole du bâtiment par l'exploitation de Sorens ;
- > Les services compétents n'attribuent pas au chalet une valeur patrimoniale particulière ;
- > Vu que les surfaces herbagères qui l'entourent continueront à être exploitées par la ferme-école, l'option d'une location ou d'une vente à un exploitant agricole privé sont exclues ;
- > Les frais de réhabilitation du bâtiment semblent disproportionnés (voire éventuellement sous-estimés à terme, si le bâtiment reste désaffecté) ;
- > Vu que la surface habitable actuelle ne comprend que 95 m², le potentiel de transformation pour l'habitation est limité par les dispositions de la législation sur l'aménagement du territoire (agrandissement de la surface de plancher utile de 30% au maximum) ; une réaffectation du chalet par l'Etat pour l'habitation semble peu réaliste, d'autant plus s'il s'agissait de rentabiliser les frais de rénovation et de transformation (les frais de rénovation estimés par Module SA se limitent à une remise en état pour usage agricole) ;
- > Le Conseil d'Etat propose de rechercher une autre affectation du chalet, en passant si nécessaire par un désassujettissement et la création d'un DDP; sans perspective concrète dans ce sens, et dans la nécessité d'orienter ses investissements prioritairement vers les infrastructures indispensables aux missions des fermes-écoles, il rouvrira le dossier de la démolition du chalet de l'Arenay.

6.5 Autres chalets attenants de Sorens

Même s'il y a moins d'urgence que pour l'Arenay, l'état des autres chalets intégrés dans la surface agricole de la ferme-école de Sorens présente aussi des besoins de rénovation importants (tableau 3 et fiches D en annexe). A relever qu'aucune des bâtisses ne présente un intérêt particulier de protection patrimoniale. Là encore, en attente de la stratégie d'ensemble, les réflexions suivantes peuvent être faites sur chacun des objets.

Ruine de Chesoperex : Il s'agit d'un bâtiment abandonné de longue date, dangereux pour le personnel (captage de source à entretenir) et les promeneurs, et constituant une verrue paysagère. Il n'y a aucun besoin d'implanter un nouveau bâtiment à cet endroit et il est prévu de démolir cette ruine dans un délai d'un à deux ans.

Chalet des Troncs : Son utilisation agricole se limite à la fosse extérieure destinée au stockage intermédiaire de lisier, pompé de la ferme de l'Abbaye. Le bâtiment est loué à la Diana du Gibloux. La disponibilité d'une cabane pour chasseurs fait sens dans cette zone. Des investissements importants ont été effectués récemment (chemin d'accès, notamment) et de nouveaux investissements sont à prévoir dans un délai de trois à cinq ans (réfection de la toiture, drainages et divers travaux de maçonnerie). Il s'agira d'associer sous une forme ou sous une autre les locataires à la prise en charge des frais de rénovation. L'option d'une cession sous forme de droit de superficie (DDP) pourrait aussi être discutée.

Chalet des Molleyres : Ce chalet n'a pas d'utilisation agricole ; il est loué à des privés comme résidence secondaire. Son état est plutôt bon ; à moyen terme sera toutefois nécessaire le remplacement de la couverture, en voie de dégradation et contenant probablement de l'amiante. Il n'y a pas lieu de prévoir de changement d'affectation. Une

adaptation progressive du loyer permettrait de couvrir partiellement les frais d'entretien et de rénovation. Au terme du contrat de bail actuel, une cession serait aussi envisageable.

Chalet du Petit Prary : Loué à la corporation sylvicole Berra-Gibloux, ce chalet est disparate dans sa structure, constitué de plusieurs éléments rajoutés ou modifiés au fil du temps. Sa fonctionnalité est suboptimale pour son utilisation actuelle ; il présente aussi des non-conformités en matière de sécurité. Son utilité n'est pas remise en cause. D'ailleurs, à côté des neuf communes concernées, l'Etat est membre de la corporation vu sa propriété des forêts domaniales du Gibloux. Divers travaux relativement importants sont budgétés dans l'inventaire de Module SA. Plutôt que de procéder aux rénovations et mises aux normes urgentes au coup par coup, il est proposé de conduire avec les locataires une analyse d'ensemble de leurs besoins et des possibilités de transformation du chalet (y compris avec une éventuelle réduction de son volume), ainsi que des futurs rapports contractuels. Là aussi, les options sont ouvertes entre la poursuite de la location et la vente sous forme de DDP.

6.6 Chalets d'alpage

Les Groins et Matseru (Motélon, liés à Grangeneuve) : Un état correct, des frais prévisibles de rénovation raisonnables, un affermage et des locations (parties habitables) qui donnent satisfaction, une utilisation agricole qui perdure (logement du bétail estivé) ; ces deux chalets ne soulèvent pas de problème particulier et la formule actuelle de gestion peut être prolongée – à moins que la stratégie globale en voie d'élaboration ne conduise à des conclusions totalement différentes.

Chalets du Petit-Mont (liés à Sorens) : Il y a là cinq chalets, avec des besoins de rénovation importants à court et moyen terme (notamment quatre toitures). Certains chalets ne sont plus utilisés pour le bétail. Il est proposé de procéder en priorité à la réfection du toit du chalet de Terre Rouge et, en parallèle, d'analyser en détail avec le fermier les options pour l'avenir. Actuellement, seuls trois chalets sur cinq sont sporadiquement utilisés avec le bétail estivé. Il s'agit d'établir quels chalets seront nécessaires à l'estivage du bétail à l'avenir et si des utilisations alternatives font sens pour les autres. Le contrat de bail sera à renégocier pour 2026, ce qui donne le temps nécessaire pour poser les bons jalons pour l'avenir. Il y aura lieu aussi de solliciter davantage les locataires des parties habitables pour l'entretien des logements et des alentours immédiats. De nouvelles formes de location ou la cession d'un ou plusieurs objets par droit de superficie ne sont pas à exclure. Un plan d'investissement pour les rénovations devra suivre cette analyse, vu que celles-ci ne pourront pas – ou que très partiellement - être intégrés dans le budget régulier de la ferme-école de Sorens.

7 Synthèse et conclusions

L'Etat de Fribourg, par Grangeneuve, dispose de deux fermes-écoles, à Grangeneuve et Sorens. Celles-ci présentent des profils distincts et complémentaires qui permettent de couvrir les principaux systèmes de production laitière avec les cultures fourragères associées, la production porcine comme maillon essentiel de la valorisation du petit-lait, ainsi que les cultures végétales typiques du Plateau et de la zone de montagne. Grangeneuve constitue de plus une référence reconnue pour l'arboriculture, les cultures maraîchères et l'horticulture. La gestion parallèle d'une exploitation « conventionnelle », assurant les prestations écologiques requises (PER), et d'une exploitation pratiquant l'agriculture biologique permet une approche objective et scientifique, tant au niveau de la formation que pour les conseils et les services au monde professionnel. La singularité que confère à Grangeneuve ses deux fermes-écoles, à laquelle s'ajoute le bilinguisme et la proximité d'Agroscope-Posieux, le positionne sur le plan suisse comme un pôle de formation unique et centre de compétences reconnu pour le conseil et l'innovation. Les synergies avec la recherche (au travers des collaborations avec Agroscope, le FiBL et VetSuisse) sont nombreuses et ne seraient pas possibles sans la mise à disposition des capacités de l'exploitation de Sorens.

Le Conseil d'Etat est convaincu de la nécessité de maintenir et développer les deux fermes-écoles de Grangeneuve, pour assurer les missions de l'institut, offrir un appui performant à l'ensemble des agriculteurs du canton, soutenir la stratégie agroalimentaire fribourgeoise et concrétiser des projets tels que le centre de compétences sur le lait cru.

Renforcer les profils agronomiques singuliers et complémentaires des deux exploitations et bien cibler les investissements pour leur développement, tels sont deux des principes qui ont guidés les organes responsables de l'institut pour revoir et préciser la stratégie de la ferme-école de Sorens. La constitution d'une unité de production fourragère et laitière plutôt extensive, réduisant au maximum les intrants externes à l'exploitation et complétée par l'engraissement au pâturage des veaux mâles issus du troupeau de race mixte, en constitue le cœur ; l'abandon successif de l'élevage de cervidés et de la production porcine permettra d'en simplifier la gestion et de concentrer les investissements sur la ferme destinée aux bovins.

Comme suggéré par le postulat, Grangeneuve a fait effectuer par le bureau d'architectes Module SA un inventaire des bâtiments agricoles de Grangeneuve et Sorens ainsi que des chalets d'alpage liés aux deux exploitations. Cet inventaire donne un état précis de chacun des bâtiments et chiffre les investissements de rénovation nécessaires ces dix prochaines années. Il constituera un précieux instrument de pilotage en mains des responsables de l'Institut pour planifier les travaux d'entretien et rénovation. En résumé, les infrastructures agricoles productives sont généralement en bon état, à l'exception de la porcherie de Grangeneuve et de la ferme de Sorens, dont le remplacement ou la restructuration complète sont déjà planifiés. Les préoccupations par rapport aux besoins d'entretien et de rénovation vont pour l'essentiel aux bâtisses qui n'ont plus d'utilité directe pour les fermes-écoles, les chalets intégrés dans l'aire de Sorens et les chalets d'alpage liés aux deux exploitations. Le financement des investissements nécessaires selon le rapport de Module SA irait bien au-delà des capacités budgétaires ordinaires de Grangeneuve. Les perspectives bâtiment par bâtiment esquissées dans le présent rapport valent sous réserve de la stratégie globale que l'Etat établira pour l'ensemble de son patrimoine alpestre bâti.

Le chalet de l'Arenney, à l'origine de plusieurs instruments parlementaires, n'aura plus d'affectation agricole après la cessation de l'élevage de cervidé à fin 2025. Il ne présente pas d'intérêt de protection particulier patrimonial ou paysager. Les travaux urgents de rénovation pour assurer le maintien de la structure et la sécurité sont devisés à 670'000 francs ; une démolition coûterait 110'000 francs. A ce stade, le Conseil d'Etat est ouvert à une nouvelle utilisation adaptée au site, y compris à un désassujettissement et une cession par DDP. Sinon, il se réserve de rouvrir le dossier de la démolition. Concernant les autres chalets, on se référera aux chapitres 6.5 et 6.6 ci-dessus pour les considérations objet par objet. Globalement, tout en veillant au maintien du patrimoine bâti, il s'agira d'associer davantage les utilisateurs à leur entretien et de rester ouvert à de nouvelles utilisations et de nouveaux rapports contractuels avec les utilisateurs.

En ce qui concerne les infrastructures productives des deux exploitations, la mise en perspective de leurs stratégies complémentaires, des synergies avec Agroscope et de l'état des bâtiments conforte les priorités déjà établies pour les principaux investissements sur les sites de Grangeneuve et Sorens :

- > La réaffectation de la Grange Neuve et du Gerbier qui intégrera, en plus de la fromagerie-école, des infrastructures pédagogiques, des espaces de démonstration et présentation ainsi que le magasin et la mise en évidence des produits du terroir ;
- > La nouvelle porcherie de Grangeneuve, prévue sur le Campus d'Agroscope-Posieux, comme maillon indispensable pour développer et diffuser le savoir-faire dans la valorisation du petit-lait ;
- > La restructuration complète de la ferme de Sorens qui, au-delà de la rationalisation du travail, permettra à cette ferme-école de jouer pleinement son rôle dans l'innovation d'un système de production différent de celui de Grangeneuve et d'offrir une plateforme digne de ce nom pour les essais scientifiques et le suivi de troupeau pratiqués par Agroscope, FiBL et VetSuisse.

Le Conseil d'Etat sollicitera en temps voulu le Grand Conseil avec des messages spécifiques sur chacun de ces objets. Il dispose, avec tous les travaux évoqués plus haut et la synthèse proposée dans le présent rapport, d'une vision claire et de priorités bien établies pour les investissements à prévoir à Grangeneuve et à Sorens. Ses objectifs résident d'une part dans la dotation des fermes-écoles d'infrastructures innovantes et performantes, leur permettant d'assurer pleinement leurs missions et de renforcer la position du canton de Fribourg comme leader dans le secteur agroalimentaire. Autre objectif, le maintien d'un patrimoine alpestre bâti de qualité lui tient aussi à cœur. Dans ce domaine, il entend être ouvert à toute forme d'utilisation sensée et conforme à la zone, vu que plusieurs objets n'ont

plus d'utilité directe pour l'exploitation agricole. Sans option alternative, là où il n'y a pas d'intérêt de protection patrimoniale, la démolition de l'un ou l'autre objet est aussi envisageable. Les frais à prévoir pour l'entretien et la rénovation des chalets appartenant à Grangeneuve et Sorens sont très importants ; il s'agira donc aussi, de cas en cas, d'impliquer plus fortement les utilisateurs à la couverture de ces frais, en révisant les contrats de location ou en envisageant des cessions par DDP.

Annexe :

—
Exemple de fiche du Chalet d'Arenay, extrait du rapport Module SA



Bericht 2021-DIAF-36

5. Dezember 2023

— Chalet de l'Areney

Wir unterbreiten Ihnen hiermit den Bericht zum Postulat 2021-GC-26 Glasson Benoît / Gaillard Bertrand.

Inhaltsverzeichnis

1	Einleitung	2
2	Ausgangslage	2
3	Schulbauernhöfe Grangeneuve und Sorens, Komplementarität und Zusammenarbeit	4
3.1	Auftrag der Schulbauernhöfe	4
3.2	Unterschiedliche und sich ergänzende Profile	4
3.3	Zusammenarbeit mit Agroscope und anderen Partnern	5
3.4	Vorbildfunktion der Schulbauernhöfe	6
4	Überarbeitete Ausrichtung des Schulbauernhofs Sorens	7
4.1	Strategische Analyse	7
4.2	Entscheide der Kommission von Grangeneuve	8
5	Übersicht über die landwirtschaftlichen Gebäude von Grangeneuve und Sorens, Unterhalt und Renovationsbedarf	10
6	Vorrangige Investitionen für Grangeneuve und Sorens	13
6.1	Übersicht	13
6.2	Schweinestall Grangeneuve	14
6.3	Bauernhof Sorens	15
6.4	Chalet de l'Areney	15
6.5	Übrige zu Sorens gehörende Chalets	16
6.6	Alphütten	17
7	Zusammenfassung und Schlussfolgerungen	18

1 Einleitung

Das Postulat 2021-GC-26, das dem Staatsrat am 10. Februar 2021 überwiesen wurde, fordert einen Bericht über den Zustand aller zu Grangeneuve gehörenden Gebäude, insbesondere der Bauernhöfe und Alphütten, um deren Unterhalt und Renovation umfassend zu planen. Es verweist insbesondere auf das Projekt für den Abbruch und den Wiederaufbau des *Chalets de l'Areney*. Die Postulanten fragen sich auch, ob es notwendig ist, dass der Kanton Freiburg über zwei Schulbauernhöfe verfügt.

In seiner Antwort vom 28. Juni 2021 kommunizierte der Staatsrat Informationen zu den Kosten der drei bis dahin für das *Chalet de l'Areney* geprüften Varianten. Variante c sah den Abbruch und den Bau eines einfacheren Gebäudes vor, das an die Hauptnutzung – die Hirschkucht – angepasst ist und eine optimale Sicherheit und rationelle Bewirtschaftung sicherstellt. Die Variante hält sich an die Anforderungen des Amts für Kulturgüter (KGA) und bewahrt das aktuelle Bauvolumen; sie ist kostengünstiger als eine Sanierung mit Anpassung an den Bedarf der Hirschhaltung des Schulbauernhofs (Variante b). Der Staatsrat verweist darauf, dass mit dem vom Postulat geforderten Bericht geprüft werden kann, ob die vorläufig ausgewählte Variante stichhaltig ist, bevor ein definitives Projekt und die Ausschreibung gestartet werden. Das Abbruchgesuch für das *Chalet de l'Areney* wurde im Übrigen auf Antrag von Grangeneuve 2021 ausgesetzt.

Der Staatsrat erinnerte auch daran, dass sich der Standort Grangeneuve und der Standort des Biobauernhofs Sorens ergänzen. Er kündigte indessen an, dass die jeweilige Rolle von Sorens und Grangeneuve im Rahmen der Strategie, den Kanton als Leader im Schweizer Lebensmittelbereich zu positionieren, mit einer umfassenden Studie geklärt werden soll.

Mit dem vorliegenden Bericht sollen diese beiden Fragen beantwortet werden. Ausgehend vom Kontext und den strategischen Zielen des Staats für den Lebensmittelbereich sondiert der Bericht die notwendigen Ressourcen, um diese zu erreichen, wobei er sich auf die Gebäude und die Synergien zwischen den Standorten konzentriert. Darin enthalten ist eine Studie zum Zustand und zu den Kosten für den Unterhalt und die Renovation aller Gebäude von Grangeneuve, die dem Architekturbüro Module SA aus Romont anvertraut wurde. Diese Studie wird eine umfassende und transparente Planung ermöglichen. Der Bericht erklärt zudem die in der Zwischenzeit beschlossene gezieltere Ausrichtung des Schulbauernhofs Sorens und ihre Auswirkung auf das *Chalet de l'Areney*.

2 Ausgangslage

Grangeneuve, seine Betriebe und insbesondere seine zwei Schulbauernhöfe sind Kernelemente des Bestrebens, die führende Stellung des Kantons Freiburg im Lebensmittelbereich auszubauen.

Mit 2800 Betrieben, die 75 000 ha bewirtschaften, ist die Landwirtschaft Teil der DNA des Kantons. 290 Unternehmen aller Grössen sind ihre in der Lebensmittelverarbeitung tätigen Partner, die auf den nationalen Markt und den Export ausgerichtet sind. Gemeinsam generieren die Landwirtschaft und der Lebensmittelbereich 7,5 % des kantonalen BIP; mit der nachgelagerten Lebensmittelverteilung und Gastronomie machen sie 19,5 % der Arbeitsplätze aus¹. Dies ist mehr als doppelt so viel wie im Schweizer Durchschnitt. Nirgendwo sonst in der Schweiz sind die Wertschöpfungsketten Lebensmittelproduktion und -verarbeitung so stark und verfügen über solch unterschiedliche Bereiche wie Milch, Fleisch, Getreide, Kartoffeln und Zucker, Gemüse und Früchte, Reben und Wein. Der Kanton investiert deshalb mit der Lebensmittelstrategie in Aus- und Weiterbildungsinfrastrukturen,

¹ Vierjähriger Landwirtschaftsbericht, ILFD, 2019.

begünstigt die Entwicklung von Agroscope und unterstützt Innovationsprogramme, um diesen Sektor zu stärken, mehr Wert zu schaffen und neue Beschäftigungsperspektiven zu erhalten.

Auf institutioneller Ebene stützt sich der Kanton in erster Linie auf Grangeneuve, Bildungszentrum für alle Berufe der Natur, der Lebensmitteltechnologie und der Hauswirtschaft und Kompetenzzentrum für die Beratung und den Vollzug im Bereich Landwirtschaft. 2021 wurde die Verwaltung der Staatsreben in Grangeneuve integriert. Agroscope, das seinen Standort in Posieux zum nationalen Hauptsitz und grössten Forschungsstandort ausbaut, ist ein wichtiger Partner; der gemeinsame Campus mit Grangeneuve verspricht zahlreiche Synergien. Das Freiburger Lebensmittelökosystem (Abbildung 1) stützt sich zudem auf die Kompetenzen der Universität und der Fachhochschule HES-SO Freiburg. Mit einem ausserordentlichen Potenzial für die Innovation und die Entwicklung von Unternehmen im Bereich Landwirtschaft, Ernährung und Verwertung der Biomasse ergänzt der Kauf des Standorts AgriCo in St-Aubin das Dispositiv sinnigerweise. Der Cluster Food & Nutrition ermöglicht einen partizipativen Ansatz und die Projektbegleitung unter Einbindung aller Akteure des Bereichs.

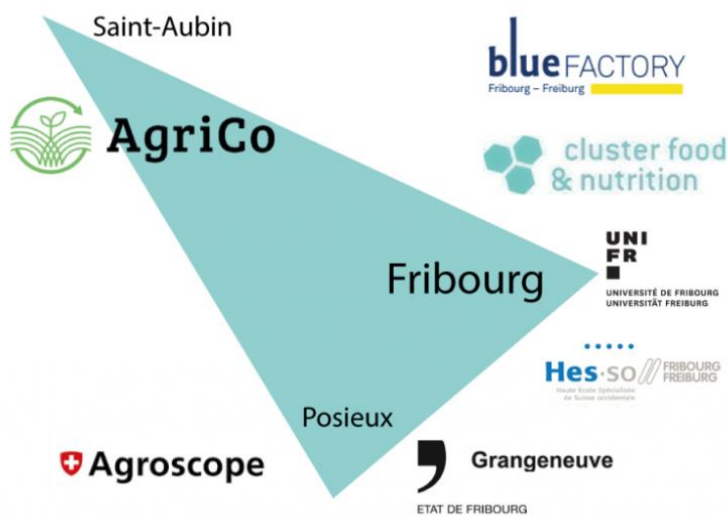


Abbildung 1 Institutionelles Lebensmittelökosystem in Freiburg

In diesem Zusammenhang bestehen die grössten Herausforderungen für den Staat darin, die Weiterentwicklung und den Betrieb geeigneter Infrastrukturen für Bildung, Beratung, Forschung, Innovation sowie die notwendigen Dienstleistungen für den gesamten Agrar- und Lebensmittelbereich sicherzustellen. Dabei muss er die vielfältigen Bedürfnisse und raschen Entwicklungen berücksichtigen, die in diesem Sektor erwartet werden, und möglichst viele Synergien mit den beteiligten öffentlichen und privaten Partnern nutzen. Es wird eine kohärente einschlägige Politik verfolgt, die regelmässig vom Grossen Rat genehmigt wurde, namentlich mit dem Bau eines Forschungsgebäudes am Agroscope-Standort in Posieux², dem Rahmenkredit für den Bau, den Ausbau oder die Umnutzung von Gebäuden in Grangeneuve und für den Bau des neuen Schulbauernhofs in Grangeneuve³, dem Konzept für die Renovation des Bio-Schulbauernhofs Sorens⁴ und dem Sanierungs- und Umbauprojekt der *Grange Neuve* in Grangeneuve⁵. Hinzu kommen der Kauf des AgriCo-Campus in St-Aubin und der Verpflichtungskredit für Investitionen in verschiedene Gebäude des Standorts⁶.

² Botschaft 2014-DIAF-13 und Botschaft 2020-DAEC-138.

³ Botschaft 2015-DIAF-45 und Botschaft 2021-DAEC-77.

⁴ Antwort des Staatsrats 2017-GC-91.

⁵ Botschaft 2021-DIAF-21.

⁶ Botschaft 2020-DEE-11 und Botschaft 2021-DEE-9.

Die Ziele hinsichtlich Förderung der Innovation in der Land- und Ernährungswirtschaft wurden namentlich mit der Lebensmittelstrategie des Kantons⁷ und der Eröffnung des Kompetenzzentrums Rohmilchprodukte konkretisiert⁸.

3 Schulbauernhöfe Grangeneuve und Sorens, Komplementarität und Zusammenarbeit

3.1 Auftrag der Schulbauernhöfe

Die Schulbauernhöfe Grangeneuve und Sorens haben die gleiche Hauptfunktion: Sie sind ein unerlässlicher Träger der Aus- und Weiterbildung in der Landwirtschaft, welche die Kernaufgabe von Grangeneuve darstellen. Sie ermöglichen eine praxisnahe Bildung und liefern breit abgestützte Referenzen für Beratung und Dienstleistungen. Mit Versuchen, Vorführungen, innovativen Infrastrukturen und Anlagen sowie mit der Zusammenarbeit mit wissenschaftlichen Partnern, insbesondere Agroscope, Vetsuisse-Fakultät und FiBL tragen sie zur Innovation bei. Durch die Abbildung der Vielfalt der Freiburger Landwirtschaft richten sich die beiden Schulbauernhöfe an ein breites Publikum. Der Schulbauernhof Grangeneuve hat den Vorteil, dass er sich neben den Bildungszentren befindet und folglich täglich für Kurse, Vorführungen und Praxisarbeiten genutzt wird. Aber auch jener von Sorens wird immer intensiver genutzt. Für Sorens zu erwähnen sind: Unterricht im Rahmen der landwirtschaftlichen Grundbildung, Organisation und Durchführung verschiedener Kurse (überbetriebliche Kurse, Hirschezucht usw.), praktische und theoretische Vorführungen, Facharbeiten für das Qualifikationsverfahren, Bereitstellung von Infrastrukturen und Beratung für die Jagdausbildung, Empfang und Information der Öffentlichkeit und Betriebsbesuche, Betreuung von Praktika.

3.2 Unterschiedliche und sich ergänzende Profile

Der Schulbauernhof Sorens ergänzt jenen von Grangeneuve. Er befindet sich im Berggebiet, wodurch er den südlichen Kantonsteil repräsentiert, und wird nach biologischen Vorgaben bewirtschaftet. Er verfügt so über ein eigenes Profil und ist für die Erfüllung der Aufgaben des Instituts Grangeneuve und für die Konkretisierung der Stärke des Freiburger Landwirtschaftszentrums unersetzbar. Zur Erinnerung: Im Jahr 2000 übertrug die Stiftung der psychiatrischen Klinik Marsens die Bewirtschaftung des Betriebs in Sorens, der früher Ferme de l'Abbaye hiess, an Grangeneuve.

Zwischen Grangeneuve und Sorens gibt es keine Doppelspurigkeiten. Auf beiden Betrieben ist die Milchproduktion der wichtigste Produktionszweig. Sie ist jedoch unterschiedlich ausgerichtet: In Grangeneuve finden sich spezialisierte Milchrassen, eine optimierte Fütterung, die dem AOP-Pflichtenheft entspricht (ohne Silage), und innovative Hoftechnik; in Sorens finden sich Mischrasen, Grasfütterung, wenig externe Betriebsmittel, Molkereimilch und ergänzend eine Weidemast. Dadurch können sowohl mit Bezug zur Bildung als auch zur Beratung zwei Produktionssysteme des grössten Sektors der Freiburger und Schweizer Landwirtschaft verglichen werden. Dieses Dispositiv ist schweizweit einzigartig und bietet der Forschung von Agroscope und des FiBL ebenso wie für das Kompetenzzentrum Rohmilchprodukte zahlreiche Chancen.

Tabelle 1 fasst die wichtigsten Merkmale der beiden Landwirtschaftsbetriebe Grangeneuve und Sorens zusammen.

Auch im Pflanzenbau verfügen beide Betriebe über eigene Kulturen, die ihrer Region und den Produktionsvorgaben entsprechen. Daraus ergeben sich eine grosse Vielfalt und Komplementaritäten, die für den Auftrag Grangeneuves sehr nützlich sind. Die Tatsache, dass Grangeneuve über zwei Betriebe verfügt, von denen einer biologisch bewirtschaftet wird, bietet dem Institut die Gelegenheit, sich in einem breiten, in der Schweiz einzigartigen Spektrum als Kompetenzzentrum Landwirtschaft und Bildung zu profilieren. Zusätzlich zu ihrer Produktion führen die Betriebe in Grangeneuve und Sorens Neuerungen ein und arbeiten auch bei den multifunktionalen Leistungen zusammen (ökologische Vernetzung, Landschaftsqualität usw.).

⁷ Medienmitteilung SR 29.1.2021.

⁸ Medienmitteilungen Bundesrat und Staatsrat, 30.8.2021.

Tabelle 1 Komplementarität der beiden Betriebe in Grangeneuve und Sorens

	Grangeneuve	Sorens
Fläche, ha	70	142
Arbeitskräfte, VZÄ	4	4
Lernende, Zahl	3	3
Produktionssystem	Talgebiet, ÖLN	Berggebiet, Bio (Zertifizierung Knospe BioSuisse)
Ackerbau, Fläche	30 ha	8 ha
Ackerbau, Vielfalt	Weizen, Gerste, Mais, Triticale, Roggen, Raps, Futtererbsen, Kartoffeln, Saatgut und Demonstrationsanbau	Mais, Dinkel, Weizen, Futtererbsen, Leindotter, Biosaatgut
Versuche, ha	11	
Milchkühe, Zahl	50	85
Rassen	Holstein und Red Holstein	Holstein und Swiss Fleckvieh ab 2025 nur noch SF
Milchverwertung	Käsereimilch AOP	Molkereimilch Bio
Menge, kg	400 000	500 000
Hauptfutter	Dürrfutter, Weide	Dürrfutter, Vollweide
Durchschnittliche Produktion pro Kuh, kg	9000	6300 saisonale Abkalbung
Remonten	60	80
Zuchtschweine	72 Sauen	
Mastschweine (Plätze)	300 Verwertung der Schotte der Käserei Grangeneuve	324 Verwertung der Bioschotte der Käserei Gumefens
Rothirschzucht (Cervus elaphus)		120 Kühe + 7 Stiere
Neue oder geplante Infrastrukturen	> Neuer Milchviehbetrieb, 2021 eingeweiht > Projekt eines neuen Schweinemaststalls, Flüssigfütterung, gemeinsames Gebäude mit Agroscope	> Projekt Sanierung / Neubau Kuhstall


3.3 Zusammenarbeit mit Agroscope und anderen Partnern

Für die Positionierung des Kantons als Leader im Lebensmittelbereich und zur wirksamen Förderung der Innovation ist die Zusammenarbeit zwischen den Betrieben und den verschiedenen Partnern unabdingbar. Die beiden Schulbauernhöfe Grangeneuve und Sorens sind wichtig für das Forschungsprogramm von Agroscope. Sorens ist die wichtigste Referenz von Agroscope für Versuche mit Rindern im biologischen Landbau. Weitere praktische Synergien entstehen namentlich aus dem Austausch von Maschinen und der gemeinsamen Nutzung von Produktionsanlagen und Laboren. Agroscope führt zudem auf dem Betrieb in Sorens einen agrarforstwirtschaftlichen Versuch durch.

Sorens arbeitet ausserdem für Versuche und die Herdenüberwachung mit der Vetsuisse-Fakultät der Universitäten Bern und Zürich sowie mit dem FiBL, dem Forschungsinstitut für biologischen Landbau, zusammen. Sorens ist der einzige Westschweizer Standort und ein Versuchsgelände für die Milchproduktion und die Rindviehhaltung. Das Programm ReLait zur Antibiotikareduktion auf Milchwirtschaftsbetrieben, eine Zusammenarbeit der Vetsuisse-Fakultät mit der HAFL, der Hochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittelwissenschaften in Zollikofen, beansprucht sowohl Grangeneuve als auch Sorens.

Der Aufbau des Rohmilchkompetenzzentrums wird das Netzwerk der Zusammenarbeit zwischen Grangeneuve, Sorens und Agroscope, aber auch mit anderen Partnern (Käse-Sortenorganisationen, Liebefeld-Kulturen AG, CASEi, Agridea) weiter verstärken. Was die Milchproduktion betrifft, häuft die wissenschaftliche Begleitung von drei Produktionssystemen (Grangeneuve und Sorens mit ihren oben beschriebenen Merkmalen; Agroscope: Milchrassen, intensive Fütterung mit Silage, konventionelle Molkereimilch) hilfreiche Referenzen für die Ausbildung und Praxis an, indem sie alle in der Schweiz vorhandenen Systeme abdeckt. Für Sorens ist zu betonen, dass der Betrieb eine Plattform für wissenschaftliche Versuche bietet, während sich Grangeneuve vielmehr auf seinen Bildungs- und Beratungsauftrag konzentriert. Die Versuche in Grangeneuve zielen hauptsächlich auf die Visualisierung und den Vergleich von Vorgehensweisen ab, die bereits erwiesen sind, und nicht auf die eigentliche Forschung.

Der Landwirtschaftsbetrieb Bellechasse der Freiburger Strafanstalt wird ebenfalls für verschiedene Agroscope-Versuche verwendet und ist Teil der kantonalen Strategie zur Zusammenarbeit mit dem Forschungszentrum des Bundes in den Bereichen Landwirtschaft und Ernährung. Eine Zusammenarbeit mit Agroscope wäre auch für die Staatsreben Faverges und Vully denkbar.



Betrieb	Landwirtschaftliche Nutzfläche (LN)	Höhe	Tierhaltung	Ackerbau	Alp (Bestossung)
Grangeneuve	70 Hektaren	630 m	Milchvieh, Schweine (Zucht + Mast), Bienen	30 Hektaren Weizen, Roggen, Gerste, Erbsen, Mais, Triticale, Vorführungen und Versuche	50 Färsen / 100 Tage
Sorens (bio)	142 Hektaren	720 m und 980 m	Milchvieh, Schweine (Mast), Hirsche	8.0 Hektaren Silomais, Gerste, Dinkel, Erbsen/Leindotter	100 Färsen / 100 Tage 66.67 NS
Schulgärten + Schulobstgarten Grangeneuve	2,66 ha	630 m		Gemüse, Setzlinge, Blumen, Obst, Baumzucht	
Domaine des Faverges	15,4 Hektaren	500 m		15,4 ha biologisch bewirtschaftete Reben (Bio-Suisse Knospe)	
Domaine du Vully	2,2 Hektaren	430 m		2,2 ha biodynamisch bewirtschaftete Reben	
St-Aubin	110 Hektaren	470 m	Derzeit kein Rindvieh	100 ha Getreide, Zuckerrüben, Mais usw.	
Bellechasse	366 Hektaren	430 m	Rinder (Milchvieh + Mast), Schweine (Zucht + Mast), Hühner, Schafe, Bienen	189,7 Hektaren Weizen, Dinkel, Mais, Rüben, Raps, Triticale, Gemüseanbau	230 Färsen / 100 Tage 152 NS
Agroscope Posieux (Eigentum des Bundes)	67 ha	630 m	Rinder (Milchvieh + Mast), Schweine (Zucht + Mast) «Tiere und tierische Produkte» «Produktionssysteme Tiere und Tiergesundheit»		

Abbildung 2 Landwirtschaftsbetriebe des Staats und Zusammenarbeit mit Agroscope

3.4 Vorbildfunktion der Schulbauernhöfe

Die Überlegungen zur Zukunft der Schulbauernhöfe Grangeneuve und Sorens und zur Weiterentwicklung ihrer Infrastrukturen stützen sich auf drei Säulen: der direkte Auftrag von Grangeneuve, die Zusammenarbeit, insbesondere mit Agroscope, die ermöglicht, die Stellung des Kantons als Leader im Lebensmittelbereich zu stärken, und die Vorbildfunktion. Als staatliche Betriebe, die in hohem Mass von Lernenden, Fachleuten und der Öffentlichkeit frequentiert werden, müssen Grangeneuve und Sorens mustergültig sein. Hinter diesem Begriff versteckt sich nicht der Ehrgeiz, das Vorbild zu sein, das in allen Betrieben des Kantons zu kopieren ist; er steht vielmehr für die kompromisslose Konkretisierung der besten Praktiken bei gleichzeitiger Sicherstellung der Produktivität, der Produktqualität, des Umweltschutzes und der Förderung des Tierwohls sowie des sparsamen Einsatzes von Ressourcen und Betriebsmitteln. Die Betriebe werden konsequent und transparent bewirtschaftet und sie dokumentieren die Kosten, die durch ihre nichtmarktwirtschaftlichen Funktionen und das staatliche Lohnniveau generiert werden.

Die Best Practices sind nicht in Stein gemeisselt, sondern werden laufend kritisch überprüft und weiterentwickelt. Hier verfügen die Betriebe von Grangeneuve über einen grösseren Handlungsspielraum als die Privatwirtschaft, gegenüber welcher sie einen Schritt voraus sein müssen. Sie beteiligen sich sowohl in der Mechanisierung im Freiland als auch bei den tierischen Produktionsanlagen an der Entwicklung und an den Tests neuer Techniken, um die Arbeit zu rationalisieren und die Produktivität zu erhöhen, ohne bei der Qualität und der Nachhaltigkeit der Abläufe und Produkte Abstriche zu machen. Die Entwicklung der Good Practices folgt konkret drei Schwerpunkten: Übergang zu einer noch umweltfreundlicheren landwirtschaftlichen Produktion ohne Produktivitätsverlust als Teil der Nachhaltigkeitsstrategie von Grangeneuve; Energiewende mit der Produktion von erneuerbaren Energien (Photovoltaik und Biogas auf dem neuen Bauernhof) und effizientere Abläufe; Digitalisierung, um die Arbeit zu erleichtern und die Abläufe zu optimieren, sowohl mit dem neuen High-Tech-Stall von Grangeneuve als auch mit dem Testen von Technologien, die sich für den biologischen Landbau in Sorens eignen. Bei allen Innovations- und praktischen Versuchsansätzen von Grangeneuve ist ein systemischer Ansatz gefordert.

Die Vorbildfunktion und Innovation sind die Voraussetzungen für die Implementierung des Bildungs- und Beratungsauftrags von Grangeneuve.

4 Überarbeitete Ausrichtung des Schulbauernhofs Sorens

4.1 Strategische Analyse

Die Kommission und die Direktion von Grangeneuve prüfen die Ergebnisse, die Strategie und den Investitionsbedarf der Schulbauernhöfe regelmässig. Selbstverständlich ist die wirksame und effiziente Erfüllung des Auftrags des Instituts das grundlegende Kriterium für diese Prüfungen, in gleichem Mass wie die Wirtschaftlichkeit und die Einhaltung der finanziellen Rahmenbedingungen des Staats. Was den Bauernhof Sorens betrifft, der immer stärker in die Ausbildung und in die Zusammenarbeit mit Agroscope, Vetsuisse-Fakultät und FiBL eingebunden wird, werden die strategischen Überlegungen auf eine Stärkung des spezifischen Betriebsprofils und die Abkehr von allem ausgerichtet, was im Rahmen der Ausbildung, der Beratung, der Forschung und der Innovation nicht unbedingt nötig ist.

Tabelle 2 gibt einen Überblick über die wirtschaftlichen Ergebnisse von Sorens in den letzten vier Jahren.

Tabelle 2 Wichtigste wirtschaftliche Ergebnisse des Betriebs in Sorens, 2019 bis 2022

Rubrik	2019	2020	2021	2022
Ertrag des Landwirtschaftsbetriebs	1 000 688	1 105 800	1 209 373	1 288 720
Aufwand Material, Waren und Dienstleistungen	566 184	651 558	655 818	726 583
Personalaufwand	520 470	482 736	478 332	470 075
Übriger Betriebsaufwand	184 939	182 394	203 136	196 044
<i>davon Abschreibungen</i>	<i>68 833</i>	<i>53 722</i>	<i>61 959</i>	<i>62 692</i>
Betriebsertrag vor Zinsen und Abschreibungen (EBITDA)	-202 073	-157 166	-65 953	-41 290
Betriebsertrag vor Zinsen (EBIT)	-270 906	-210 889	-127 913	-103 982
Vergleichbarer Deckungsbeitrag				
Ackerbau (ohne Silomais)	29 608	35 446	15 326	33 167
Milch- und Zuchtrinder	363 599	300 131	386 487	336 406
Schweinemast	35 597	113 895	97 626	122 646
Hirsche	46 536	40 079	40 913	65 448

Quelle: Agro-Twin, Grangeneuve.

Über die vier Jahre, die in Tabelle 2 dargestellt sind, wird eine deutliche Verbesserung des Betriebsertrags sowie des Beitrags, der nach Abzug der direkten Ertragskosten berechnet wird, festgestellt. Der Personalaufwand stabilisierte sich zudem ungefähr 10 % unter jenem von 2019. Die betrieblichen Buchhaltungsergebnisse EBITDA und EBIT, die 2019 stark im Minus waren, verbesserten sich so bis 2022 deutlich, was die Anstrengungen zeigt, die im Bereich der Produktivität und der Verwaltung umgesetzt wurden. Die Finanzergebnisse werden weiter von den schwankenden Erträgen und den Preisänderungen abhängen. Für das Verständnis dieser Erfolgsrechnung sind die Besonderheiten eines staatlichen Bereichs zu berücksichtigen, der auch der Bildung und der Forschung gewidmet ist, wodurch er sich von einem privaten, einzig auf die landwirtschaftliche Produktion ausgerichteten Betrieb unterscheidet. Öffentliche Betriebe erhalten einerseits keine Direktzahlungen (ausser jenen, welche die Beteiligung an der ökologischen Vernetzung oder den Landschaftsschutz entschädigen). Andererseits erfordern sie aufgrund der zusätzlichen Aufgaben zur Produktion mehr Arbeitskräfte. Die Arbeitszeit (46 Stunden/Woche) ist kürzer als im landwirtschaftlichen Mustervertrag der Privatwirtschaft (55 oder 52,5 Std., mit oder ohne Vieh) und der Lohn ist in Abstimmung mit den kantonalen Lohnskalen höher als bei privaten landwirtschaftlichen Arbeitskräften.

Für die Diskussion über die Ausrichtung der Produktionen und allfällige neue Bewirtschaftungsmassnahmen ist die Analyse des vergleichbaren Deckungsbeitrags wichtig. Die Milchproduktion und der Verkauf von Zuchtrindern sind das Schwergewicht des Betriebs. Sie setzen einen hohen und relativ stabilen Deckungsbeitrag frei; ihre Schwankungen werden in erster Linie durch die Einkünfte aus dem Viehverkauf erklärt, die von Jahr zu Jahr stark schwanken können, sowie durch die Schwankungen des Milchpreises. Die Umstellung auf eine Zweinutzungsherde führte dazu, dass 2021 und 2022 mehr Zuchtvieh zugekauft wurde. Der Deckungsbeitrag des Ackerbaus ist niedrig. Dies ist logisch, macht er doch nur ungefähr 5 % der landwirtschaftlichen Nutzfläche des Betriebs aus. Seine Schwankungen sind im Wesentlichen den sehr unterschiedlichen physischen Erträgen geschuldet, die vom Wetter abhängen. Die grösste Volatilität wird bei der Schweineproduktion beobachtet. Dies entspringt den Marktbedingungen (Verkaufspreis Mastschweine, Kaufpreis Mastferkel). Der Schweinemarkt ist insgesamt schwierig und führt nur in grossen, gut strukturierten Betrieben zu wirtschaftlich positiven Ergebnissen; die Nachfrage nach Bioschweinefleisch ist klein und die Mehrkosten der Produktion werden vom Markt meistens nicht entschädigt. Was die Hirsche betrifft, wird in Anbetracht der Fläche, die sie nutzen, ein niedriger, aber stabiler Deckungsbeitrag beobachtet. Es handelt sich aber um eine extensive Produktion, die wenig arbeitsintensiv ist und mit welcher Grünflächen an Hanglagen bewirtschaftet werden können. Das beste Ergebnis, von 2022, erklärt sich durch den Verkauf von Hirschkühen und männlichen Zuchttieren, um die Herde zu verkleinern.

Neben den streng wirtschaftlichen Überlegungen berücksichtigt die Analyse der Perspektiven des Betriebs von Sorens folgende Dimensionen:

- > Interesse für die Forschung: Das Interesse der Forschungspartner konzentriert sich im Wesentlichen auf die Rinderherde und die Milchproduktion, was auch dem besten natürlichen Potenzial des Standorts entspricht.
- > Interesse für die Bildung und die Beratung: Sowohl die Hirschzucht als auch die biologische Schweineproduktion sind Randbereiche der Freiburger und Westschweizer Landwirtschaft; der Bedarf nach Ausbildung und Beratung ist in beiden Bereichen sehr gering.
- > Notwendige Priorisierung der Investitionen: Da ein Grossteil der Infrastrukturen in Sorens renovationsbedürftig ist, sind die Prioritäten für die Konzentration aufs Wesentliche festzulegen.

4.2 Entscheide der Kommission von Grangeneuve

Rindvieh: Um das spezifische Profil und die Komplementarität der beiden Betriebe Grangeneuve und Sorens zu schärfen, wurde beschlossen, nach und nach auf eine Zweinutzungsherde mit Swiss Fleckvieh (SF) umzustellen. Dadurch kann eine grössere Selbstversorgung und eine extensivere Produktion angestrebt werden, was dem Potenzial des Gebiets und dem biologischen Landbau besser entspricht. Die männlichen Kälber eignen sich zudem gut für die Weidemast. Ein solches Produktionssystem ist für die Forschungspartner Agroscope, FiBL und Vetsuisse-Fakultät attraktiv. Es ermöglicht, im Rahmen der Bildung und Beratung Massstäbe für das meistverwendete Produktionssystem im Kanton zu erhalten, das in Grangeneuve praktiziert wird. Die 2018 festgelegten Kennzahlen streben eine Herde mit 70 Milchkühen mit ihren Remonten (Kälber und Aufzuchtrinder) an, sowie 20 Muni in der

Weidemast. Dieser immer noch aktuelle Entscheid ermöglicht auch, mit den Aufzuchtrindern (zwei Sömmerungen) und Muni (eine Sömmerung) die Sömmerungskapazitäten des Betriebs zu nutzen.

Schweine: Aufgrund eines Vorentscheids, den die Konsultativkommission 2015 im Rahmen einer allgemeinen Prüfung der notwendigen Investitionen in Grangeneuve und Sorens getroffen hat, wurde der Zuchtschweinestall, der die technischen und Tierhaltungsstandards nicht mehr erfüllte, nicht erneuert. Dementsprechend sollte sich der Betrieb auf die biologische Schweinemast konzentrieren. In der Folge wurde eine umfassende Analyse der Schweineställe der Standorte Grangeneuve, Sorens, Agroscope und Bellechasse durchgeführt. Abgesehen vom Schweinestall in Bellechasse, der jüngeren Datums ist und nicht in den Auftrag von Grangeneuve integriert werden kann, stammen alle Schweineställe aus den 1970er- und 1980er-Jahren und weisen sowohl im Bereich der Gebäude als auch im Bereich der technischen Anlagen und der Einrichtungen einen hohen Erneuerungsbedarf auf. Was Sorens betrifft, werden die Schweine «hors sol» produziert: Die Ferkel, die Schotte und das Futter werden hinzugekauft. Aufgrund der Entfernung von den Ausbildungszentren spielt der Schweinestall nur eine marginale Rolle für die Ausbildung und die Beratung. Weder die schwierigen Perspektiven des Bioschweinemarkts noch der Deckungsbeitrag von ungefähr 90 000 Franken im Jahresdurchschnitt (s. Tabelle 2) machen zukünftige Investitionen attraktiv. Vor Ort würde ein rationelles Restrukturierungsprojekt des Kuhstalls verhindert, sollte der Schweinestall an seinem aktuellen Standort bestehen bleiben. Hinzu kommt das Problem, dass es schwierig ist, Fachkräfte für Grangeneuve oder Sorens zu rekrutieren. Unter Berücksichtigung der verschiedenen Elemente hat die Kommission von Grangeneuve 2018 entschieden, die Schweinemast in Sorens aufzugeben. Der Abbruch des Schweinestalls wird geplant, um den Bau des neuen Kuhstalls zu ermöglichen.

Hirsche: Auch wenn die Hirschezucht eine Spezialisierung des Betriebs von Sorens ist und eine interessante Nutzung der Restgrasflächen darstellt, führten verschiedene Entwicklungen dazu, dass sie in Frage gestellt wurde. Der Bedarf nach Ausbildung und Beratung ist in den letzten Jahren stark gesunken. Die Hirschezucht hat Mühe, neue Anhänger zu gewinnen und die Haltung halbwillder Tiere zieht in vielen Kreisen kritische Blicke auf sich. Auf praktischer Ebene steht der Standort der Hirschezucht in Sorens heute auch vor einigen Sicherheitsproblemen: Sowohl die Nähe zur Autobahn als auch die wilden Hirsche in den umliegenden Wäldern erfordern hohe Investitionen in die Zäune. Mit der neuen Ausrichtung der Rinderherde können die von den Hirschen genutzten Flächen auch für die Aufzuchtrinder und die Weidemast genutzt werden, ohne dass sich dies negativ auf die Wirtschaftsleistung auswirkt. Der erwartete Deckungsbeitrag aus der Mästung von 20 Muni liegt bei ungefähr 45 000 Franken pro Jahr (Schätzung gemäss den Agridea-Normen), was jenem der Hirsche im Mehrjahresschnitt entspricht. Das Arbeitsstundenbudget für die Munimast, das ebenfalls mit den Agridea-Richtsätzen berechnet wurde, würde im Vergleich mit der Hirschezucht um ungefähr 150 Jahresstunden sinken. Diese Elemente führten dazu, dass die Kommission von Grangeneuve 2022 entschied, 2025 die Hirschhaltung in Sorens aufzugeben und zur Weidemast von Muni überzugehen, mit der die männlichen Zweinutzungskälber der Milchherde verwertet werden.

Zusammenfassung: Die neue Ausrichtung der Rinderherde und die schrittweise Abkehr von der Hirschezucht und Schweinemast werden das spezifische Profil des Betriebs Sorens verbessern, zukünftige Investitionen fokussieren und die Bewirtschaftung des Betriebs vereinfachen. Sorens wird noch mehr als bis anhin ein betriebsmittelarmer Biobetrieb sein, der sich auf die Nutzung des Weidelands konzentriert, um Milch und Rindfleisch zu produzieren, ergänzt durch einige Nebenkulturen, die sich für das Gebiet eignen. Der Betrieb ergänzt Grangeneuve im Hinblick auf den Bildungs- und Beratungsauftrag des Instituts und wird seine Rolle als Plattform für die wissenschaftlichen Versuche von Agroscope, Vetsuisse-Fakultät und FiBL weiter ausbauen können. Die neue Ausrichtung des Betriebs wirkt sich auch auf die Nutzung des *Chalets de l'Areney* aus, die in Kapitel 6.3 unten besprochen wird.

5 Übersicht über die landwirtschaftlichen Gebäude von Grangeneuve und Sorens, Unterhalt und Renovationsbedarf

Für den Erhalt eines zuverlässigen Steuerungsinstruments für den Unterhalt und die Renovation der landwirtschaftlichen Gebäude hat Grangeneuve das Architekturbüro Module SA (Marco Collini und David Kohler, Teilhaber) aus Romont beauftragt, ein vollständiges und detailliertes Inventar zu erstellen. Das Inventar wurde zwischen April und Juli 2023 erstellt und beantwortet auch die im Postulat 2021-GC-26 formulierte Frage. Die Fachpersonen von Module SA begaben sich vor Ort (Heim- und Alpbetriebe), um alle Gebäude auszumessen und ihren detaillierten Zustand und den Renovationsbedarf zu erfassen. Die empfohlenen Massnahmen für Unterhalt und Renovation wurden mit einem Zeitrahmen aufgelistet (0 bis 2 Jahre, 3 bis 5 Jahre, 6 bis 10 Jahre) und beziffert. Es handelt sich um ein streng architektonisches Inventar, ohne den Zustand der Inneneinrichtung und der spezifischen landwirtschaftlichen Anlagen, ebenso wie der Infrastrukturen wie Zufahrt, Wasserleitungen, Abwasserableitung usw. zu berücksichtigen. Die für die Kostenschätzung verwendeten Preise sind die aktuellen Marktpreise, Referenz 2022/23. Es handelt sich nicht um durchschnittliche «Kubikpreise», sondern um Stückpreise für die verschiedenen Bestandteile (Fassaden, Fundamente, Tragwerk, Dach usw.). Die Schätzungen enthalten bei allen Objekten 25 % für Verschiedenes und Unvorhergesehenes. Es fehlen aber die Honorare für Architekten, Bauingenieure, Brandschutzexperten und Geometer.

Das Inventar umfasst die landwirtschaftlichen Standorte Grangeneuve, Sorens und die direkt mit ihnen verbundenen Gebäude. Die Domaine des Faverges, deren Gebäude aktuell umfassend renoviert werden, wurde nicht integriert. In Tabelle 3 findet sich die Liste mit den erfassten Gebäuden.

Tabelle 3 Liste der landwirtschaftlichen Gebäude von Grangeneuve und Sorens und Synthesedaten zum Unterhalt und Renovationsbedarf gemäss Bericht von Module SA

Blatt	Bezeichnung	Gebäudetyp	Nutzung	Vers. Wert (CHF)	Empfohlener Unterhalt (CHF)			
					0–2 Jahre	3–5 Jahre	6–10 Jahre	Total
Grangeneuve – Landwirtschaftsbetrieb								
A1	Colimaçon	Maschinenhalle	landwirtschaftlich	1'176'600	12'500		31'250	43'750
A2	Gewächshaus Gemüse	Gewächshaus	landwirtschaftlich	724'300	25'000	6'250		31'250
A3	Gewächshaus Setzlinge	Gewächshaus	landwirtschaftlich	25'000			12'500	12'500
A4	Foliengewächshaus	Gewächshaus	landwirtschaftlich	25'000			17'500	17'500
A5	Gewächshaus Gartenbau a	Gewächshaus	landwirtschaftlich	62'700	18'750	6'250		25'000
A6	Gewächshaus Gartenbau b	Gewächshaus	landwirtschaftlich	147'800	9'375		3'750	13'125
A7	Gewächshaus Gebäude N	Gewächshaus	landwirtschaftlich	365'000	6'250	6'250		12'500
A8	Bienenhaus	Bienen-/Imkerhaus	landwirtschaftlich	98'600	6'250	31'250		37'500
	Neuer Bauernhof	Milchkuhstall	landwirtschaftlich	7'957'400	nicht im Inventar – neu			
	Grange Neuve	ehemaliges Ökonomiegebäude / Vorführungshalle	landwirtschaftlich	5'997'900	nicht im Inventar – Projekt zur Umnutzung läuft			
	Gerbier	ehemaliges Ökonomiegebäude	landwirtschaftlich	781'000	nicht im Inventar – Projekt zur Umnutzung läuft			
	Schweine Stall a	Zucht-/Mastschweine Stall	landwirtschaftlich	1'651'600	nicht im Inventar – neues Projekt läuft			
	Schweine Stall b	Abferkelstall	landwirtschaftlich	606'400	nicht im Inventar – neues Projekt läuft			
			Total	19'619'300	78'125	50'000	65'000	193'125
Grangeneuve – Alpgebäude (Motélon)								
B1	Les Groins	Alphütte	Pacht + vermietet	524'800	38'125	16'875	27'500	82'500
B2	Matseru	Alphütte	Pacht + vermietet	478'400	20'000	37'500	31'250	88'750
			Total	1'003'200	58'125	54'375	58'750	171'250
Sorens – Landwirtschaftsbetrieb								
C1	Ehemaliger Bauernhof	Stall	landwirtschaftlich	2'586'700	128'750	578'750	12'500	720'000
C2	Kuhstall	Stall	landwirtschaftlich	1'351'200	33'750	21'250		55'000
C3	Kälberstall / Schopf	Schopf	landwirtschaftlich	109'600	6'250			6'250
C4	Schweine Stall	Schweine Stall	landwirtschaftlich	697'700	31'250	170'000	81'250	282'500
C5	Maschinenschopf	Maschinenschopf	landwirtschaftlich	138'500	68'125			68'125
C6	Speicher	ehemaliger Speicher	landwirtschaftlich	28'000	76'250	5'000		81'250
	Wohngebäude	Wohngebäude	Wohnen	1'842'000	nicht im Inventar			
			Total	6'753'700	344'375	775'000	93'750	1'213'125

Blatt	Bezeichnung	Gebäudetyp	Nutzung	Vers. Wert (CHF)	Empfohlener Unterhalt (CHF)			
					0-2 Jahre	3-5 Jahre	6-10 Jahre	Total
Sorens – zugehörige Gebäude (auf dem bewirtschafteten Land)								
D1	L'Areney	Ökonomiegebäude	landwirtschaftlich / Hirsche	262'000	668'750			668'750
D2	L'Areney	Hirschkuhpark	landwirtschaftlich / Hirsche	153'600	135'000		94'375	229'375
D3	L'Areney Lagerhalle	Lagerhalle	landwirtschaftlich	117'900			22'500	22'500
D4	Chesoperex	zerfallenes Ökonomiegebäude	keine	22'000	87'500	Abriss		87'500
D5	Les Troncs	Alphütte	vermietet / Jagd	578'100	62'500	350'000		412'500
D6	Fosse Les Troncs	Güllegrube	landwirtschaftlich	219'900	nicht beurteilt			
D7	Les Molleyres	Alphütte	vermietet	339'400	18'750	13'750	107'500	140'000
D8	Le Petit Prary	Ökonomiegebäude	vermietet / Forstwirtschaft	1'019'700	75'000	192'500	56'250	323'750
			Total	2'712'600	1'047'500	556'250	280'625	1'884'375
Sorens – Alpgebäude (Gros-Mont)								
E1	Baffres Dessous	Alphütte	Pacht + vermietet	617'800	8'750	133'750	56'250	198'750
E2	Baffres Dessous	Alphütte	Pacht + vermietet	394'500	5'000	105'000	43'750	153'750
E3	Chatalette	Alphütte	Pacht + vermietet	282'700	35'000		51'250	86'250
E4	Dradzena	Alphütte	Pacht inkl. Unterkunft Senn	554'700	37'500	183'750	57'500	278'750
E5	Terre Rouge	Alphütte	Pacht + vermietet	585'800	335'625	3'750	24'375	363'750
			Total	2'435'500	421'875	426'250	233'125	1'081'250
Gesamttotal				32'524'300	1'950'000	1'861'875	731'250	4'543'125

Die Syntheseblätter für jedes der analysierten Gebäude sind in der Beilage dieses Berichts zusammengefasst. Es ist anzumerken, dass der neue Schulbauernhof Grangeneuve nicht Teil des Inventars ist, da er erst seit 2021 genutzt wird. Ebenfalls nicht ins Inventar aufgenommen wurde die *Grange Neuve* und der *Gerbier* von Grangeneuve, die Gegenstand eines Studienkredits sind, der vom Grossen Rat bereits genehmigt wurde⁹, sowie die beiden Schweineställe von Grangeneuve, deren Ersatz beschlossen ist (s. Kapitel 6.2 unten).

In Tabelle 3 wurden die Gebäude nach den Standorten und ihrer Nutzung geordnet: landwirtschaftlicher Hauptbetrieb, Alp und zu Sorens gehörende Gebäude.

Was den Betrieb Grangeneuve betrifft, wird festgestellt, dass die erfassten Gebäude insgesamt in einem guten Zustand sind und nur übliche Unterhaltsarbeiten erfordern. Die wichtigsten Gebäude (Kuh-, Schweinestall) sind aber nicht Teil des Inventars. Sie werden schlussendlich ebenfalls in den jährlichen Unterhaltskosten zu berücksichtigen sein. Die Gemüse- und Blumengewächshäuser sind 40 bis 60 Jahre alt und ihre Gestaltung und Einrichtung sind veraltet. Laut den sehr vorläufigen Feststellungen der Architekten wird ihre Instandhaltung in den nächsten Jahren eher bescheidene Investitionen erfordern. Allerdings sind vertiefere Analysen durch Fachpersonen notwendig. Es stellt sich auch die Frage, ob sie schrittweise mit neuen Gewächshäusern ersetzt werden sollen, mit denen beim Bau, bei der Bewirtschaftung und bei der Nutzung erneuerbarer Energien deutlich weniger energieintensive und umweltfreundlichere Techniken umgesetzt werden könnten. Aktuell wird für den gesamten Standort Grangeneuve der Strom- und Wasserverbrauch und das Optimierungspotenzial analysiert. Diese Analyse wird unter anderem ermöglichen, die Überlegungen zu den Gewächshäusern zu vertiefen. Eine Schätzung für den Neubau der Gewächshäuser in gleicher Grösse ist ebenfalls Teil der Blätter, aber nicht der Tabelle 3.

Die beiden Alphütten von Grangeneuve, die sich in der Region Motélon befinden, sind in einem Zustand, der ihrer Nutzung entspricht. Die Alp ist einem privaten Pächter verpachtet, der den Teil der Alphütten nutzt, der für das Vieh vorgesehen ist. Der Wohnteil ist an Dritte vermietet. Der Pächter der Alp hat einen Vertrag für die Sömmerung des Jungviehs von Grangeneuve.

Die wichtigsten Gebäude des Betriebs Sorens sind gut unterhalten, aber ihre Einrichtung ist veraltet und eignet sich immer weniger für eine rationelle landwirtschaftliche Bewirtschaftung und die Durchführung von Versuchen. Das ehemalige Bauernhaus und der Speicher stehen unter Schutz und erfordern bedeutende Renovationsarbeiten (namentlich das Dach des Bauernhauses und des Speichers). Der Staatsrat hat bereits 2017 die Notwendigkeit eines vollständigen Neustrukturierungsprojekts für den landwirtschaftlichen Standort identifiziert¹⁰. Die revidierte Strategie des Schulbauernhofs Sorens (s. Kapitel 4.2) sieht die Abkehr von der Schweineproduktion und die Konzentrierung

⁹ Botschaft 2021-DIAF-21 und Dekret vom 7.10.2021.

¹⁰ Antwort 2017-GC-91.

auf die Milchproduktion und die Munimast vor; sie stärkt die Notwendigkeit eines Projekts, das bis heute aufgrund der Priorität, die den Investitionen am Standort Grangeneuve eingeräumt wurde, aufgeschoben wurde.

Der Teil mit den zu Sorens gehörenden Gebäuden umfasst die Gebäude auf dem Land des Heimbetriebs ohne unmittelbare landwirtschaftliche Nutzung oder deren landwirtschaftliche Nutzung mittelfristig nicht mehr sichergestellt ist (*Chalet de l'Areney*). Es handelt sich um eine bedeutende Bausubstanz und in Anbetracht ihres Zustands um eine grosse Sorge bezüglich Zukunft und finanzielle Ressourcen, die für ihren Unterhalt zu mobilisieren sind. Die diesbezüglichen Perspektiven werden in den Kapiteln 6.4 und 6.5 vertieft behandelt.

Die Alphütten des Betriebs Sorens schliesslich stellen ebenfalls eine bedeutende Bausubstanz dar. Sie befinden sich im Gebiet Petit-Mont in der Gemeinde Jaun und werden seit langem der Alpengenossenschaft Treyvaux verpachtet. Den Sennen wird eine Alphütte zur Verfügung gestellt. Der bewohnbare Teil der vier anderen Alphütten wird Privatpersonen als Sommerresidenz vermietet. Einige Ställe werden nur noch punktuell für die Tierpflege verwendet. In nächster Zeit sind grosse Renovationsarbeiten notwendig, insbesondere für die Dächer von vier der fünf Alphütten.

In Tabelle 4 sind die Daten zu den Investitionen für die Renovation zusammengefasst, welche die Architekten empfehlen. Die Daten wurden in den Jahresdurchschnitt umgewandelt und mit ihrem Versicherungswert in Beziehung gesetzt.

Tabelle 4 Empfohlener Unterhalt gemäss Bericht von Module SA für Unterhalt/Renovation, Jahresdurchschnitt für 10 Jahre für die Gebäudegruppe und in % des Versicherungswerts.

Gebäudegruppe	Empfohlener Unterhalt Jahresdurchschnitt	in % Vers. Wert
Grangeneuve, Landwirtschaftsbetrieb	19'313	0.7%
Grangeneuve, Alpgebäude	17'125	1.7%
Sorens, Landwirtschaftsbetrieb	121'313	2.5%
Sorens, zugehörige Gebäude	188'438	7.6%
Sorens, Alpgebäude	108'125	4.4%
Total (der inventarisierten Gebäude)	454'313	3.4%

Tabelle 5 fasst den KGV-Versicherungswert sämtlicher Gebäude von Grangeneuve zusammen, einschliesslich der landwirtschaftlichen Gebäude, die nicht im Inventar erfasst sind, und der nichtlandwirtschaftlichen Gebäude. Dazu gehören selbstverständlich die Unterrichts-, Stations-, Labor- und Verwaltungsgebäude, die den Grossteil des Immobilienbestands von Grangeneuve ausmachen. Die von Module SA analysierten landwirtschaftlichen Gebäude (= Inventar) entsprechen nur gerade 10,5 % des gesamten Versicherungswerts.

Tabelle 5 KGV-Versicherungswert 2023 aller Gebäude von Grangeneuve

Gebäudegruppe	Versicherungswert 2023	
	Alle Gebäude	Landwirtschaftliche Gebäude Inventar
Grangeneuve	103'181'200	2'625'000
Grangeneuve, Alpgebäude	1'003'200	1'003'200
Sorens, Landwirtschaftsbetrieb	6'753'700	4'911'700
Sorens, zugehörige Gebäude	2'712'600	2'492'700
Sorens, Alpgebäude	2'435'500	2'435'500
Les Faverges	12'024'622	-
Total	128'110'822	13'468'100
Gebäude im Inventar in % des Totals		10.5%

Tabelle 4 zeigt:

- > einen Bedarf, der deutlich über 1 % des Versicherungswerts liegt, der normalerweise als Referenzwert für die Unterhaltskosten genommen wird, insbesondere für die Alphütten und die zu Sorens gehörenden Gebäude;

-
- > berücksichtigt man das Umbauprojekt des Bauernhofs Sorens, mit dem das Produktionswerkzeug dieses Betriebs modernisiert wird, konzentriert sich der Unterhalts- und Renovationsbedarf insbesondere auf Gebäude ohne unmittelbaren Nutzen für die Schulbauernhöfe;
 - > das Jahresbudget von Grangeneuve für den Gebäudeunterhalt beläuft sich auf ungefähr 1,4 Millionen Franken. Der empfohlene Unterhalt für die landwirtschaftlichen Gebäude und Alphütten, sprich 454 000 Franken, würde im Schnitt einen Drittel dieser Summe ausmachen (insbesondere kurzfristig) und so den Anteil von 10,5 % des Versicherungswerts deutlich übersteigen, die diese Gebäude im Immobilienbestand des Instituts ausmachen. Daraus ergibt sich die Notwendigkeit, Überlegungen zur Zukunft der Gebäude ohne unmittelbaren landwirtschaftlichen Nutzen anzustellen, sowie einer spezifischen Investitionsplanung im Hinblick auf spezifische Kreditanträge.

6 Vorrangige Investitionen für Grangeneuve und Sorens

6.1 Übersicht

Die vorstehenden Betrachtungen ermöglichten, die Notwendigkeit der beiden Schulbauernhöfe zu konsolidieren und ihren Auftrag klarzustellen. Die überarbeitete Strategie für den Bauernhof Sorens gibt die Entwicklung seiner Infrastrukturen massgeblich vor. Mit dem Inventar von Module SA verfügen wir über einen Überblick über den Renovationsbedarf des landwirtschaftlichen Immobilienbestands der beiden Standorte und dessen Kosten. Die Analyse der in den nächsten Jahren vorzusehenden Investitionen stützt sich folglich auf eine breit abgestützte Vision und Tatsachen.

Zur Erinnerung: Die in der Botschaft 2015-DIAF-45 dargestellten Analysen präsentierten drei prioritäre Vorhaben für die Immobilieninvestitionen am Standort Grangeneuve: der neue Schulbauernhof, der Umbau des alten Ökonomiegebäudes in eine landwirtschaftliche Mehrzweckhalle und die Erweiterung des Komplexes des Bildungszentrums für Hauswirtschaft, Milch- und Lebensmitteltechnologie (BHML; Gebäude P) für den Bau einer neuen Lebensmitteltechnologiehalle. Der neue Schulbauernhof wurde gebaut. Dabei wurde das ursprüngliche Projekt sowohl mit Bezug zur Einrichtung des Hofes als auch zur Produktion erneuerbarer Energien (PV- und Biogasanlagen) erweitert; er wurde 2021 eingeweiht und erfüllt die Ziele vollständig. Die landwirtschaftliche Mehrzweckhalle wurde redimensioniert (vor allem wurden ihre Funktionen überprüft und geklärt) und ins ehrgeizigere Umbauprojekt der *Grange Neuve* integriert¹¹, zu dem auch die neue Schulkäserei, pädagogische Infrastrukturen für die ganze Land- und Ernährungswertschöpfungskette und Räume für die Präsentation und Degustation der regionalen Produkte sowie der Laden von Grangeneuve gehören. Dieses Projekt wird aktuell mit einem Studienauftrag vertieft und beziffert. Das dritte Projekt, jenes der Lebensmitteltechnologiehalle, wurde aufgeschoben: Durch den Umzug der Schulkäserei in die *Grange Neuve* werden im Gebäude P Räume frei, wodurch das ursprüngliche Konzept zur Aufstockung eines Gebäudeflügels und zur Verlegung der Lebensmittel labore überarbeitet werden konnte. Logischerweise kann seine Realisierung erst nach der Inbetriebnahme der neuen Schulkäserei beginnen, das heisst frühestens ab 2026. Der Bau eines Gebäudes in unmittelbarer Nähe des Gebäudes P für *die Produktion von Käsekulturen durch die Liebefelder Kulturen AG* ist dafür entsprechend den Zielen der kantonalen Lebensmittelstrategie und der Entwicklung des Campus Grangeneuve/Agroscope/ Posieux zur Priorität geworden.

Was die landwirtschaftlichen Infrastrukturen betrifft, ist das wichtigste offene Dossier am Standort Grangeneuve jenes des Schweinestalls: Dieser besteht aus zwei veralteten und energieintensiven Gebäuden aus den 1970er-Jahren, deren Anlagen nicht mehr den neuen technischen und Tierhaltungsstandards angepasst werden können. Die Lage des Schweinestalls im Süden des Milchkuhstalls ist suboptimal. Das Projekt des neuen Schweinestalls wird in Kapitel 6.2 ausgeführt.

¹¹ Botschaft 2021-DIAF-21.

Was Sorens betrifft, sind die Entwicklungsziele des Schulbauernhofs aus der Antwort auf die Motion Glauser/Zamofing¹² weiterhin aktuell. In der Zwischenzeit bestätigte das überarbeitete Profil des Landwirtschaftsbetriebs, dass der Kuhstall das einzige Grossprojekt ist, das am Standort Sorens notwendig ist. Der Neu- oder Umbau des Schweinestalls steht nicht mehr zur Debatte. Aufgrund der Priorität der Investitionen am Standort Grangeneuve hat der Staatsrat in der Botschaft 2021-DIAF-21 seine Absicht angekündigt, 2025 einen Studienkredit für den Schulbauernhof Sorens zu beantragen. Die operativen Verantwortlichen und die Kommission von Grangeneuve haben die Bedarfsanalyse weitergeführt. Eine Übersicht darüber gibt Kapitel 6.3.

6.2 Schweinestall Grangeneuve

Die Schweine sind ein wichtiges Glied der Wertschöpfungskette, die von der Weide zum AOP-Käse führt, welche einen Exzellenzbereich der Freiburger Land- und Ernährungswirtschaft darstellt. Die Schweine verwerten die Schotte der Käsereien, was zur Produktion anderer hochwertiger Lebensmittel, Labelfleisch (namentlich *Le Porc d'ici*) und Charcuteriespezialitäten wie dem Chämischinken AOP und dem *Boutefas* AOP führt. Die Schweinegülle wird zur Stromerzeugung und als Dünger für die Weiden verwendet. Es handelt sich dabei um ein Modell der Kreislaufwirtschaft, das im Sinn einer nachhaltigen und hochwertigen Ernährung möglichst viele Nährstoffe verwertet. 75 % der Mastschweine im Kanton werden mit Schotte gefüttert. Mit über 160 000 Mastschweinen pro Jahr, nationalen Verarbeitungsunternehmen und einem sehr aktiven KMU-Netzwerk hat dieser Sektor eine nicht unbedeutende wirtschaftliche Stellung. Es ist deshalb wichtig, dass Grangeneuve das Know-how im Bereich Schweineproduktion in Verbindung mit der Milchwertschöpfungskette ausbaut und weitergibt.

Die in Kapitel 4.2 erwähnte Analyse der Schweineställe und die geplante Abkehr von der Schweineproduktion in Sorens bedeutet, dass Grangeneuve in diesem Bereich über eine Vorzeiganlage verfügen soll, die dem spezifischen Ausbildungsbedarf entspricht. Im Rahmen des Austauschs mit Agroscope wurde klar, dass der Bau neuer landwirtschaftlicher Anlagen durch Agroscope die Gelegenheit bietet, am gleichen Standort einen Zuchtschweinestall für die Versuche von Agroscope mit einem Mastschweinestall zu verbinden, der dem Bedarf von Grangeneuve entspricht. Dieser kombinierte Bau wird verhindern, dass mehr Kulturland zubetoniert wird, und führt zu rationelleren Abwasserbewirtschaftungsanlagen. Grangeneuve wird die Ferkel direkt im angrenzenden Agroscope-Betrieb beschaffen können. Aufgrund der unterschiedlichen Aufträge der beiden Einheiten sind zwei streng getrennte Hygienebereiche zu planen. Jede Einheit wird über separate Eingänge für die Tiere, das Futter und die Besuchenden verfügen und von einem eigenen Personal bewirtschaftet. Der Mastschweinestall von Grangeneuve wird für die Flüssigfütterung (Schotte) eingerichtet und mit den notwendigen Räumen für Bildungs- und Vorführungsaktivitäten ergänzt.

Agroscope bzw. das Bundesamt für Bauten und Logistik BBL werden in Kürze eine Projektausschreibung für Planerteams starten, die sich auf alle Forschungsställe, die landwirtschaftliche Infrastruktur des Standorts und die Aussengestaltungen des Campus Agroscope-Posieux bezieht. Gemäss den WTO-Regeln zum öffentlichen Beschaffungswesen handelt es sich um eine offene Ausschreibung. Der Zuschlag erfolgt 6 bis 8 Monate nach dem Projektauftrag, sprich im Verlauf des Jahres 2024. Das Pflichtenheft für die Bauten umfasst beide Schweineställe; die von Grangeneuve für seinen Mastschweinestall definierten Spezifikationen wurden integriert.

Der Schweinestall von Grangeneuve soll in erster Linie auf die Verwertung der Schotte abzielen, die in der Schulkäserei produziert wird, eine tierfreundliche und tiergerechte Haltung sicherstellen, komfortable Arbeitsbedingungen zur Gewährleistung von Qualität und Effizienz bieten, innovative Anlagen integrieren, wozu eine automatische Fütterungseinrichtung gehört, und bezüglich Umweltauswirkung, Energieeffizienz und Inanspruchnahme von Kulturland mustergültig sein. Das Raumprogramm sieht 360 Plätze für Mastschweine vor, aufgeteilt in 4 Räume mit 6 Buchten pro Raum; Auslauf gemäss IP-Suisse- und Labelanforderungen; Technikräume, Futterzubereitung, Silos, Werkstatt, Sanitätsstation, Lager, Hochdruckreiniger, Laderampe, Güllegrube, Mistlager; didaktische Bereiche, separate Eintrittsschleuse für Besuch und Personal, verglaste Besucherkorridore; Büro, Dusche, Umkleieräume und Pausenlokal für die Mitarbeitenden.

¹² 2017-GC-91.

Aufgrund seiner Integration in den Standort von Agroscope bleiben die Details zur Aufgabenaufteilung sowohl bezüglich Investition als auch bezüglich Betrieb zwischen Bund und Kanton festzulegen. Logischerweise wird der Schweinestall von Grangeneuve, der organisatorisch zum Schulbauernhof gehört, vom Personal von Grangeneuve bewirtschaftet. Die Modalitäten und der Realisierungszeitraum sind zu diesem Zeitpunkt noch nicht bekannt.

6.3 Bauernhof Sorens

Wie in der Übersicht (Kapitel 6.1) erwähnt, ist das grundlegende Grossprojekt für die Zukunft des Schulbauernhofs Sorens ein neuer Kuhstall. Aufgrund des Alters eines Teils der Gebäude und Einrichtungen und ihres wenig funktionellen Aspekts ist das Projekt ziemlich dringend, was namentlich in der Antwort des Staatsrats auf die Motion Glauser / Zamofing¹³ anerkannt wird. Es wurde indessen aufgrund der als vorrangig betrachteten Investitionen am Standort Grangeneuve aufgeschoben.

Das Ziel besteht darin, den Schulbauernhof Sorens zu einer Referenz für die Biomilchproduktion mit einer Zweinutzungsherde und gleichzeitiger Mast der männlichen Kälber vor Ort zu machen. Da der Bauernhof Sorens nicht unter das AOP-Käse-Pflichtenheft fällt, können auch verschiedene Technologien getestet und dargestellt werden, um die Arbeit in dieser Produktionsumgebung zu erleichtern, oder in Zusammenhang mit der Silagefütterung. Die Ausrichtung auf ein geschlossenes und nachhaltiges System mit möglichst wenig Betriebsmitteln impliziert auch Innovationen bei der Abwasserwertung und bei der Produktion erneuerbarer Energien. Da der Schulbauernhof Sorens stark für die Forschungsprogramme von Agroscope, Vetsuisse-Fakultät und FiBL in Anspruch genommen wird, soll seine neue Gestaltung diese Aktivitäten erleichtern und stärken.

Zu diesem Zeitpunkt steht die Option offen, den Komplex vollständig neu zu bauen oder einen Teil der bestehenden Gebäude umzubauen. In jedem Fall werden einige Gebäude abgebrochen (Kuh-, Schweinestall) und das System für die Lagerung und Verarbeitung des Mists saniert. Es handelt sich folglich um eine vollständige Neustrukturierung des Standorts Sorens, deren Kosten erst beziffert werden können, wenn die zu realisierenden Optionen konkretisiert wurden. Die Einheit soll Platz für 70 Milchkühe, Kälber und Zuchtrinder sowie 20 Mastmuni bieten. Die Automatisierung der Melkanlage und der Fütterung und eine moderne Abwasserbewirtschaftung sind die grössten technischen Herausforderungen.

Die Realisierung dieses Projekts ist für die Legislatur 2027–2031 geplant und der Staatsrat wird spätestens 2025 einen Studienkredit dafür beantragen.

6.4 Chalet de l'Arenay

Grangeneuve hat 2013 zum ersten Mal auf den schlechten Zustand des *Chalets de l'Arenay* verwiesen und verschiedene Optionen für seine Zukunft geprüft. Dabei stand die Notwendigkeit im Vordergrund, es an den Bedarf der Hirschezucht (Pflege, Haltung, Winterfütterung usw.) und die Sicherheitsanforderungen für Nutzende und Tiere anzupassen. Zusätzlich zum vernachlässigten Zustand des Gebäudes sind auch die ebenfalls veralteten Pferche und Unterstände für die Hirsche oft ein Schlammfeld und bezüglich Abwassermanagement wenig vorbildhaft. Das KGA befand 2015, dass das Gebäude sich nicht für die aktuelle landwirtschaftliche Nutzung eignet und die Wiederherstellung seines ursprünglichen Zustands aus denkmalpflegerischer Sicht von geringem Interesse ist. Dadurch ist ein Ersatzbau in gleicher Grösse möglich. Diese Elemente wurden dem Grossen Rat in der Antwort auf die Anfrage Glasson Benoît im Jahr 2020¹⁴ und in der vorläufigen Antwort auf das Postulat, das zu diesem Bericht führte, mitgeteilt. Die Kostenschätzung der verschiedenen Optionen stammten aus einer vorläufigen internen Kostenschätzung. Mit dem Bericht des Architekturbüros Module SA verfügen wir heute über genauere Informationen. Grangeneuve hat 2021 das Abbruchgesuch zurückgezogen und es bleiben alle Optionen offen.

In Anbetracht der revidierten Ausrichtung für den Betrieb in Sorens und der Abkehr von der Hirschezucht im Jahr 2025 besteht keine Notwendigkeit mehr, das *Chalet de l'Arenay* an den Bedarf dieser Zucht anzupassen (durch Renovation oder Umbau oder durch einen Neubau). Die Nutzung der umgebenden Grasflächen durch Mastmuni wird zu keinem neuen Bedarf für dieses Gebäude führen. Die Rinder werden dort während der Vegetationszeit weiden und

¹³ 2017-GC-91.

¹⁴ 2020-GC-195.

sich mit den bestehenden Wasserstellen und natürlichen Unterständen begnügen. Im Winter, wenn eingelagertes Futter (Silage, Heu) verfüttert wird, werden die Muni im Kuhstall des Bauernhofs Sorens gehalten. Ab 2026 wird das *Chalet de l'Arenay* folglich nicht mehr landwirtschaftlich genutzt. Um den Erhalt des Tragwerks und der Gebäudehülle sowie die Sicherheit der Personen sicherzustellen, kann das Chalet aber nicht in seinem jetzigen Zustand belassen werden.

Laut Module SA sind kurzfristig Renovationsarbeiten notwendig, die das Dach, das Tragwerk, die Fassaden, die Türen und die Fenster betreffen, aber auch die Böden und Decken und verschiedene Mauerwerkelemente (Referenz: Blatt D1 in der Beilage). Die notwendigen Renovationskosten werden auf ungefähr 670 000 Franken geschätzt (einschliesslich einer Reserve von 25 % für Verschiedenes und Unvorhergesehenes). Würde die Hirschezucht weitergeführt, wären zudem Arbeiten an den Pferchen und Unterständen notwendig, deren Kosten auf ungefähr 230 000 Franken geschätzt werden (Blatt D2).

Sollte sich der Staat für einen Abbruch des Chalets entscheiden, schätzt Module SA die Kosten für den Abbruch und die Entsorgung des Materials auf 110 000 Franken, mit möglicherweise zusätzlichen 12 000 Franken, sollte Asbest vorhanden sein. Der Abbruch der beiden Pferche/Unterstände wird auf 10 000 Franken geschätzt.

Die Optionen sind in den allgemeineren Kontext einer Gesamtstrategie der alpwirtschaftlichen Gebäudeverwaltung des Staats zu setzen. Das vom Staatsrat am 8. Februar 2022 angenommene Postulat Kubschi / Doutatz 2021-GC-102 fordert eine Bestandsaufnahme aller alpwirtschaftlichen Gebäude im Eigentum des Staats Freiburg (aktueller Zustand der Gebäude, letzte ausgeführte Arbeiten, aktuelle oder geplante Nutzung) sowie die Prüfung der möglichen Strategien zur Erhaltung und Aufwertung dieses Immobilienbestands. Die Arbeiten für die Beantwortung dieser Anfrage sind im Gang.

Es ist folglich heikel, das Schicksal des *Chalets de l'Arenay* gesondert zu beschliessen. Unabhängig von der zu erstellenden globalen Strategie für den gesamten alpwirtschaftlichen Gebäudebestand des Staats Freiburg können die Bestandteile der spezifischen Überlegungen zum *Chalet de l'Arenay* momentan wie folgt zusammengefasst werden:

- > ab 2026 wird das Gebäude durch den Betrieb Sorens nicht mehr landwirtschaftlich genutzt;
- > die zuständigen Ämter schreiben dem Chalet kein besonderes denkmalschützerisches Interesse zu;
- > da die umgebenden Grasflächen weiter vom Schulbauernhof bewirtschaftet werden, ist die Option einer Verpachtung oder eines Verkaufs an einen privaten Landwirtschaftsbetrieb ausgeschlossen;
- > die Kosten für die Gebäudesanierung scheinen unverhältnismässig (und möglicherweise schlussendlich unterschätzt, sollte das Gebäude ungenutzt bleiben);
- > in Anbetracht dessen, dass die Wohnfläche aktuell nur 95 m² beträgt, wird das Potenzial für den Umbau zu Wohnzwecken von den Bestimmungen der Raumplanungsgesetzgebung beschränkt (Vergrösserung der Geschossfläche um höchstens 30 %); eine Umnutzung des Chalets durch den Staat für Wohnzwecke scheint wenig realistisch, insbesondere da die Renovations- und Umbaukosten zu rentabilisieren wären (die von Module SA geschätzten Renovationskosten beschränken sich auf eine Instandsetzung zur landwirtschaftlichen Nutzung);
- > Der Staatsrat schlägt vor, eine andere Nutzung für das Chalet zu suchen, wenn notwendig über eine Nicht-Unterstellung und die Schaffung eines Baurechts; ohne eine konkrete derartige Aussicht und aufgrund der Notwendigkeit, Investitionen in jene Infrastrukturen Priorität zu geben, die für den Auftrag der Schulbauernhöfe unabdingbar sind, wird er das Abbruchdossier zum *Chalet de l'Arenay* erneut öffnen.

6.5 Übrige zu Sorens gehörende Chalets

Auch wenn weniger dringlich als beim *Chalet de l'Arenay* weisen auch die anderen zur landwirtschaftlichen Fläche des Schulbauernhofs Sorens gehörenden Chalets einen grossen Renovationsbedarf auf (Tabelle 3 und Blätter D in der Beilage). Es sei darauf hingewiesen, dass keines der Gebäude aus denkmalpflegerischer Sicht besonders schützenswert ist. Hier können in Erwartung der Gesamtstrategie wiederum folgende Überlegungen zu jedem Objekt angestellt werden.

Ruine von Chesoperex: Es handelt sich um ein seit langem nicht mehr benutztes Gebäude, das für das Personal (Unterhalt Quellwasserfassung) und Spazierende gefährlich ist und ein Schandfleck ist. Es gibt keinen Bedarf für den Bau eines neuen Gebäudes an diesem Ort und es ist geplant, die Ruine in den nächsten zwei Jahren abzureissen.

Chalet des Troncs: Die landwirtschaftliche Nutzung beschränkt sich auf die Aussengrube für die Gülle-zwischenlagerung, die vom Bauernhof Sorens dorthin gepumpt wird. Das Gebäude ist an die *Diana du Gibloux* vermietet. Es ist sinnvoll, dass es in dieser Gegend eine Jagdhütte gibt. In jüngster Zeit wurde stark investiert (namentlich in die Zufahrt) und in den nächsten drei bis fünf Jahren sind weitere Investitionen einzuplanen (Instandsetzung Dach, Entwässerung und verschiedene Maurerarbeiten). Dabei ist die Mieterin in irgendeiner Form an den Renovationskosten zu beteiligen. Die Option einer Abtretung in Form eines Baurechts (sdR) könnte ebenfalls in Frage kommen.

Chalet des Molleyres: Dieses Chalet wird nicht landwirtschaftlich genutzt; es ist als Zweitwohnung an Private vermietet. Es befindet sich in einem ziemlich guten Zustand; mittelfristig wird es aber notwendig sein, das Dach zu ersetzen, dessen Zustand sich verschlechtert und das möglicherweise Asbest enthält. Es ist keine Nutzungsänderung zu planen. Mit einer schrittweisen Anpassung der Miete könnten die Unterhalts- und Renovationskosten teilweise gedeckt werden. Nach Auslaufen des aktuellen Mietvertrags wäre auch eine Abtretung möglich.

Chalet du Petit Prary: Die Gebäudesubstanz dieses an die Forstgenossenschaft Berra-Gibloux vermieteten Chalets ist bunt zusammengewürfelt und besteht aus mehreren Elementen, die im Lauf der Zeit hinzugefügt oder geändert wurden. Es eignet sich nicht optimal für die aktuelle Nutzung und erfüllt nicht alle Sicherheitsnormen. Sein Nutzen ist unbestritten. Neben den neun betroffenen Gemeinden ist auch der Staat aufgrund seiner Staatswälder in Gibloux Mitglied der Genossenschaft. Im Inventar von Module SA sind verschiedene grössere Arbeiten budgetiert. Statt nach und nach die dringlichen Renovationen und Anpassungen an die Normen vorzunehmen, wird vorgeschlagen, die Bedürfnisse der Mieterin und die Umbaumöglichkeiten des Chalets gemeinsam mit der Mieterin zu analysieren (einschliesslich einer allfälligen Verkleinerung), ebenso wie die zukünftigen Vertragsverhältnisse. Auch hier sind verschiedene Optionen zwischen der weiteren Vermietung und des Kaufs im Baurecht offen.

6.6 Alphütten

Les Groins und Matseru (Motélon, zu Grangeneuve gehörend): Guter Zustand, normale zu erwartende Renovationskosten, eine befriedigende Verpachtung und Vermietungen (Wohnteile), Fortbestand der landwirtschaftlichen Nutzung (Viehstall für die Sömmerung); die beiden Alphütten weisen keine besonderen Probleme auf und die aktuelle Bewirtschaftungsform kann weitergeführt werden – ausser die Gesamtstrategie, die derzeit erarbeitet wird, führt zu vollständig anderen Schlussfolgerungen.

Chalets du Petit-Mont (zu Sorens gehörend): Es handelt sich um fünf Alphütten mit einem kurz- und mittelfristig hohen Renovationsbedarf (insbesondere vier der Dächer). Einige Alphütten werden nicht mehr für das Vieh genutzt. Es wird vorgeschlagen, dass zunächst das Dach des *Chalets de Terre Rouge* instandgesetzt wird. Parallel dazu sind die zukünftigen Optionen mit dem Pächter zu analysieren. Aktuell werden nur drei der fünf Alphütten sporadisch für das gesömmerte Vieh genutzt. Es ist festzulegen, welche Alphütten in Zukunft für die Sömmerung des Viehs notwendig sein werden und ob andere Nutzungen für die anderen Sinn machen. Der Pachtvertrag ist für 2026 neu zu verhandeln. Dadurch bleibt genug Zeit, um die Weichen für die Zukunft richtig zu stellen. Die Mieterinnen und Mieter der Wohnteile sind zudem stärker in den Unterhalt der Gebäude und der unmittelbaren Umgebung einzubeziehen. Neue Mietformen oder die Abtretung eines oder mehrere Objekte im Baurecht sind nicht auszuschliessen. Dieser Analyse muss ein Investitionsplan für die Renovationen folgen, da diese nicht – oder nur teilweise – ins ordentliche Budget des Schulbauernhofs Sorens aufgenommen werden können.

7 Zusammenfassung und Schlussfolgerungen

Der Staat Freiburg verfügt durch Grangeneuve über zwei Schulbauernhöfe in Grangeneuve und in Sorens. Diese weisen unterschiedliche und sich ergänzende Profile auf, dank denen die wichtigsten Milchproduktionssysteme mit dem entsprechenden Futterbau abgedeckt werden können. Die Schweineproduktion ist ein wichtiges Glied der Schotteverwertung, ebenso wie der Pflanzenbau, der für das Mittelland und das Berggebiet typisch ist. Ausserdem ist Grangeneuve eine etablierte Referenz für den Obst-, Gemüse- und Gartenbau. Die gleichzeitige Bewirtschaftung eines «konventionellen» Betriebs, der den ökologischen Leistungsnachweis (ÖLN) sicherstellt, und eines biologisch bewirtschafteten Betriebs ermöglicht sowohl im Bereich der Bildung als auch für die Beratung und die Dienstleistungen zuhanden des Sektors einen objektiven und wissenschaftlichen Ansatz. Das Alleinstellungsmerkmal von zwei Schulbauernhöfen, die Zweisprachigkeit und die Nähe zu Agroscope in Posieux positionieren Grangeneuve als schweizweit einzigartiges Bildungs- und Kompetenzzentrum, das für Beratung und Innovation bekannt ist. Die Synergien mit der Forschung (durch die Zusammenarbeit mit Agroscope, FiBL und Vetsuisse-Fakultät) sind zahlreich und wären ohne die Betriebskapazitäten von Sorens nicht möglich.

Der Staatsrat ist überzeugt, dass der Fortbestand und die Weiterentwicklung der beiden Schulbauernhöfe von Grangeneuve notwendig ist, um den Auftrag des Instituts sicherzustellen, allen Landwirtinnen und Landwirten des Kantons eine tatkräftige Unterstützung zu bieten, die Freiburger Lebensmittelstrategie zu unterstützen und Projekte wie das Kompetenzzentrum Rohmilch zu konkretisieren.

Die Stärkung der unterschiedlichen und sich ergänzenden landwirtschaftlichen Profile der beiden Betriebe und die gezielte Investition in ihre Entwicklung sind die beiden Grundsätze, welche die verantwortlichen Organe des Instituts dazu brachten, die Strategie des Schulbauernhofs Sorens zu überprüfen und zu klären. Die Bildung einer eher extensiven Futter- und Milchproduktionseinheit, welche die externen Betriebsmittel möglichst reduziert und mit der Weidemast der männlichen Kälber der Zweinutzungsherde ergänzt wird, ist das Herzstück der Strategie; die schrittweise Abkehr von der Hirschezucht und der Schweinehaltung werden die Bewirtschaftung vereinfachen und die Investitionen auf den Kuhstall konzentrieren.

Wie im Postulat vorgeschlagen liess Grangeneuve durch das Architekturbüro Module SA ein Inventar der landwirtschaftlichen Gebäude von Grangeneuve und Sorens sowie der zu den beiden Betrieben gehörenden Alphütten erstellen. Das Inventar gibt den genauen Zustand aller Gebäude wieder und beziffert die in den nächsten zehn Jahren notwendigen Investitionen für die Renovation. Es wird ein wichtiges Steuerungsinstrument in den Händen der Verantwortlichen des Instituts sein, um die Unterhalts- und Renovationsarbeiten zu planen. Insgesamt sind die landwirtschaftlichen Produktionsinfrastrukturen in einem guten Zustand, mit Ausnahme des Schweinestalls von Grangeneuve und des Bauernhofs Sorens, deren Ersatzbau oder vollständige Umstrukturierung bereits geplant sind. Besorgniserregend bezüglich Unterhalts- und Renovationsbedarf sind im Wesentlichen Gebäude, die keinen direkten Nutzen für die Schulbauernhöfe mehr haben: die Chalets auf dem Land von Sorens und die Alphütten der beiden Betriebe. Die Finanzierung der laut dem Bericht von Module SA notwendigen Investitionen würde deutlich über den ordentlichen Haushaltsmitteln von Grangeneuve liegen. Die in diesem Bericht Gebäude für Gebäude skizzierten Perspektiven gelten unter Vorbehalt der Gesamtstrategie, die der Staat für seinen gesamten alpwirtschaftlichen Gebäudebestand erarbeitet.

Das Chalet de l'Arenay, das zu mehreren parlamentarischen Vorstössen führte, wird nach der Einstellung der Hirschezucht Ende 2025 nicht mehr landwirtschaftlich genutzt. Es stellt kein besonderes denkmal- oder landschaftspflegerisches Interesse dar. Die dringlichen Renovationsarbeiten für die Instandhaltung des Tragwerks und der Sicherheit werden auf 670 000 Franken geschätzt; ein Abbruch würde 110 000 Franken kosten. Aktuell ist der Staatsrat offen für eine neue Nutzung, die dem Standort entspricht, einschliesslich einer Nicht-Unterstellung und einer Abtretung im sdR. Andernfalls behält er sich vor, den Abbruch aufzugleisen. Was die anderen Alphütten betrifft, wird auf die Kapitel 6.5 und 6.6 oben verwiesen, in denen die Überlegungen für jedes Objekt dargelegt werden. Insgesamt wird es darum gehen, die Nutzenden stärker in den Unterhalt einzubinden und für neue Nutzungen

und Vertragsverhältnisse mit den Nutzenden offen zu bleiben, während gleichzeitig für den Erhalt der Bausubstanz gesorgt wird.

Was die Produktionsinfrastrukturen der beiden Betriebe betrifft, bestätigen die beiden sich ergänzenden Strategien, die Synergien mit Agroscope und der Zustand der Gebäude die bereits festgelegten Prioritäten für die wichtigsten Investitionen in die Standorte Grangeneuve und Sorens:

- > die Umnutzung der *Grange Neuve* und des *Gerbiers*, in den neben der Schulkäserei pädagogische Infrastrukturen, Vorführungs- und Präsentationsräume sowie der Laden integriert und die lokalen Produkte ausgestellt werden;
- > der neue Schweinestall Grangeneuve auf dem Campus Agroscope-Posieux als wichtiges Glied für die Weiterentwicklung und Verbreitung des Know-hows der Schotteverwertung;
- > die vollständige Umstrukturierung des Bauernhofs Sorens, die dem Schulbauernhof neben der Rationalisierung der Arbeit ermöglichen wird, eine innovative Rolle für ein Produktionssystem zu spielen, das von jenem in Grangeneuve abweicht. Er wird so eine echte Plattform für wissenschaftliche Versuche und die Herdenüberwachung durch Agroscope, FiBL und Vetsuisse-Fakultät bieten.

Der Staatsrat wird die jeweiligen Botschaften zu jedem dieser Geschäfte zu gegebener Zeit dem Grossen Rat vorlegen.

Mit den oben erwähnten Arbeiten und der in diesem Bericht gelieferten Zusammenfassung verfügt er über eine klare Vision und gut etablierte Prioritäten für die geplanten Investitionen in Grangeneuve und Sorens. Seine Ziele bestehen einerseits darin, den Schulbauernhöfen innovative und leistungsfähige Infrastrukturen zu geben, mit denen sie ihren Auftrag vollständig erfüllen und die Stellung des Kantons Freiburg als Leader in der Lebensmittelbranche stärken können. Ein weiteres Ziel, das ihm ebenfalls am Herzen liegt, ist der Erhalt eines hochwertigen alpwirtschaftlichen Gebäudebestands. Er ist diesbezüglich offen für jede Form der sinnvollen und zonenkonformen Nutzung, da mehrere Objekte für die landwirtschaftlichen Bewirtschaftung keinen direkten Nutzen mehr haben. Steht keine Alternative zur Verfügung und besteht kein schutzwürdiges Interesse, ist auch der Abbruch einiger Objekte denkbar. Die einzuplanenden Kosten für den Unterhalt und die Renovation der zu Grangeneuve und Sorens gehörenden Alphütten sind sehr hoch; folglich wird es in jedem Fall auch darum gehen, die Nutzenden stärker in die Deckung dieser Kosten einzubinden, indem die Mietverträge überarbeitet und Abtretungen im Baurecht in Betracht zu ziehen sind.

Beilage:

—
Beispiel des Gebäudeblatts Chalet Areney, Auszug aus dem Bericht Module SA (auf Französisch)



Inventaire partiel des biens immobiliers_Etat de Fribourg, Institut agricole de l'Etat de Fribourg

L'Areney - Relevé

Informations administratives:

Nom de l'immeuble: L'Areney	Type de zone: Zone agricole
Type de bâtiment: Rural	Statut: Habitation à l'abandon, étable utilisée
N° de parcelle: 1911	Date de construction: 1920
N° de bâtiment: 50	Date de rénovation: 1990
Adresse: L'Areney	Recensement et mesure de protection: aucun
Commune: 1642 Sorens	Utilisateur du bâtiment: Infirmerie pour biches, stockage matériel
Alt: 773m	Année évaluation ECAB: 2003
	Valeur assurée: 231 100,00 CHF



Indications sur la construction:

Date du relevé: **29.03.2023**

Date de l'évaluation: **27.05.2023**

Etat général (bon/moyen/mauvais): Mauvais		Type mur d'enceinte: Maçonnerie et bois	Susceptible de contenir des matières dangereuses: Oui	
Dimensions en mètres:	Longueur: 34.85m	Largeur: 16.25m		
	Chéneaux: aucun	Hauteur de faîtage: 7.00m		
	Avant-toit: 0.40m - 1.60m	Hauteur au chéneau 4.50m / 2.00m		
	Construction secondaires accolées (oui/non): oui			
Type d'aménagement:	Nombre de pièces: 2	Toit/matériau: tuiles terre cuite / plaques fibro-ciment sur tavillon		
	Cuisine: aucune	Chauffage: non		
	Chambres: 1	Eau: non		
	WC/douche: 1 WC à l'extérieur	Electricité: oui		
	Type d'étable: rural type chalet d'alpage	Places: 70 génisses / 65 vaches		
	Fosse à lisier: oui Contenu: inconnu	Utilisation: Soins aux animaux + stockage		
Accès:	Pont roulant: non	Paratonnerre: non		
	Accès au site: voiture de tourisme	Marche à pied: non	Min:	
	ligne téléphonique: non	Réception du natel: correct		
	Source/eau: inconnu	Débit: inconnu		

Description état de la construction:

Façades	Façade S.E: Partie maçonnée état moyen. Fissure au raccord de l'agrandissement Partie bois mauvais état, balcon et garde-corps très mauvais état (risque d'effondrement)_Avant-toit éclaté Façade S.O: Etat moyen Façade N.O: Partie maçonnée état moyen. Quelques fissures et traces d'humidité en pied de façade. Annexe angle Nord éclaté Partie bois (pignon pont de grange) mauvais état, lames bois pourries Façade N.E: Etat moyen
Toiture	Corps principal: état mauvais_tuile plates parfois cassées ou manquantes. Avants-toits, larmiers et chevrons extérieurs en très mauvais état, parfois manquants. Corps étable : état mauvais_plaques fibo-ciment (sur ancien tavillon) parfois cassées. Mousse. Cheminée état mauvais
Charpente	Mauvais état_Parties extérieures pourries ou manquantes. Certains chevrons renforcés Structure plancher sur étable mauvais état. Cuisine : poutre suspendue au plancher
Ferblanterie	Etat moyen_plus récent. Certains éléments de toiture ne comportent pas de ferblanterie Noue sud-Ouest état mauvais (oxydée)
Fonds	Cuisine: état bon (béton)_ Etable: état mauvais (planches bois) Étage : état mauvais_risque d'effondrement plancher sur étable
Fenêtres	Etat mauvais_carreaux cassés
Portes extérieures	Etat moyen_porte apprenti S-O se déchausse. Porte pont de grange étage : état mauvais. Porte parc à biche cassée
Portes intérieures	Etat mauvais_Porte chambre étage défoncée
Equipements techniques	-
Chauffage / Sanitaires	-
Electricité	Fonctionne. Vieille installation à contrôler
Equipements de ferme	-
Extincteur	Oui
Amenagements ext.	Fosse à lisier côté Nord



Inventaire partiel des biens immobiliers_Etat de Fribourg, Institut agricole de l'Etat de Fribourg

L'Areney - Calculation

Description investissements proposés		Date de la calculation: 29.06.2023
0 à 2 ans	Rénovation de toute la toiture, y compris ferblanterie Remplacement ou renforcement de parties de charpente et poutraison de l'étage Réfection des avants-toits Remplacement des lames bois en façade et du balcon Remplacement du fond de l'étable et du plancher de l'étage Remplacement des portes et fenêtres Rénovation de la maçonnerie en pierre	
3 à 5 ans		
6 à 10 ans		

Calculations investissements proposés	Date de la calculation: 29.06.2023			Total en Fr.
	0 à 2 ans	3 à 5 ans	6 à 10 ans	
Réfection toiture	170 000 CHF			170 000 CHF
Désamiantage	25 000 CHF			25 000 CHF
Réfection façades	100 000 CHF			100 000 CHF
Maçonnerie	60 000 CHF			60 000 CHF
Remplacement portes et fenêtres	50 000 CHF			50 000 CHF
Aménagements intérieurs	70 000 CHF			70 000 CHF
Ingénieur civil	5 000 CHF			5 000 CHF
Spécialistes	5 000 CHF			5 000 CHF
Architecte	50 000 CHF			50 000 CHF
Total	535 000 CHF			535 000 CHF
Divers et imprévus 25%	133 750 CHF			133 750 CHF

Remarques

Etat général plutôt mauvais, grande vétusté. Risque d'effondrement de certaines parties. Une remise en état demande un grand investissement.

Une démolition complète du bâtiment est estimée à 110 000 CHF (hors amiante).

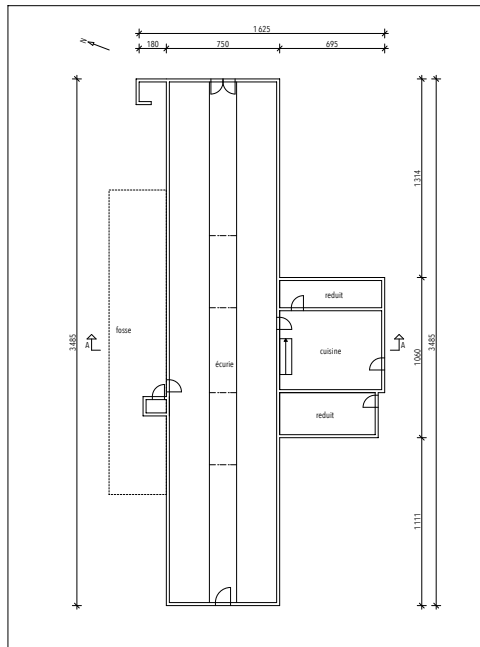
Si tuiles fibro-ciment amiantées, plus-value de 12 000 CHF (y compris taxes d'évacuation)



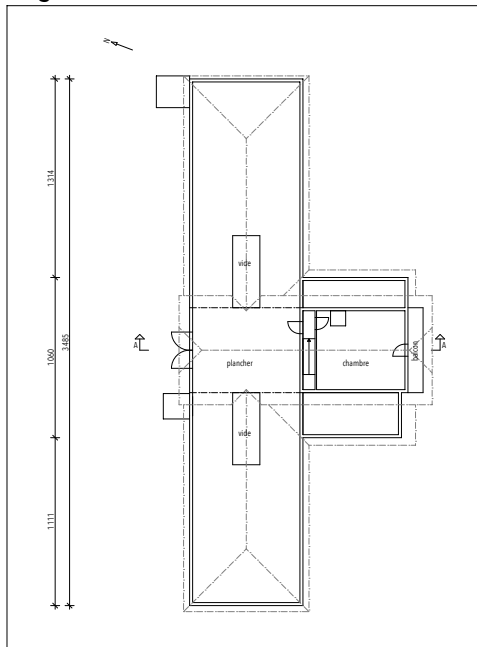
Inventaire partiel des biens immobiliers_Etat de Fribourg, Institut agricole de l'Etat de Fribourg

L'Arenay - Schémas pour calcul

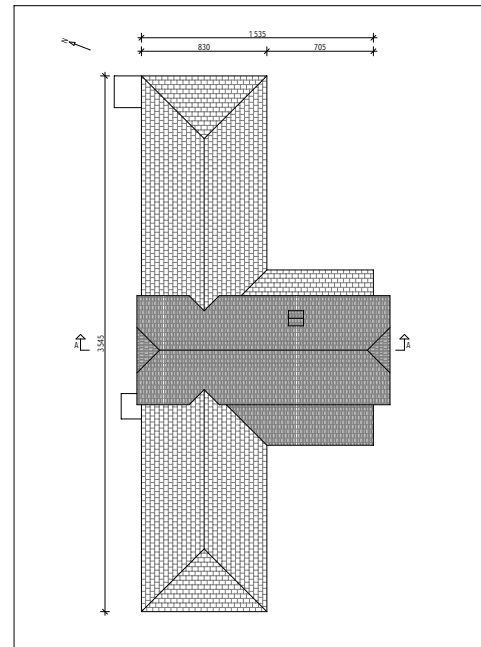
Rez de chaussée



Etage



Toiture



Coupe AA

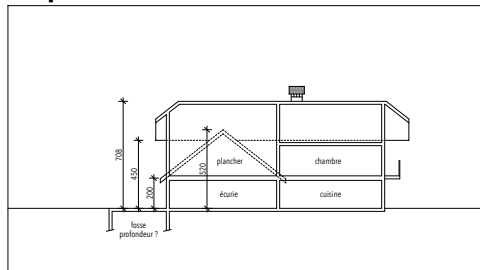


Tableau des surfaces et des volumes

Surface de plancher	Rez-de-chaussée : 335 m2	Etage : 290 m2	Total : 625 m2 (dont 95 m2 pour la partie habitable)
Volume	3'495 m3		
Surfaces de façades	Gouttereaux : 205 m2	Pignons : 79 m2	
Surface de couverture	Tuiles TC : 200 m2	Fibro-ciment : 340 m2	
Chénaux	aucun		
Ferblanterie	175 m		
Portes	Entrée : 1x	Intérieur habitation : 4x	Rural : 6x
Fenêtres	Habitation : 4x + 1x porte-fenêtre		Rural : 5x



Inventaire partiel des biens immobiliers_Etat de Fribourg, Institut agricole de l'Etat de Fribourg

L'Areney - Photos Façades

Façade S-O



Façade S-O





Inventaire partiel des biens immobiliers_Etat de Fribourg, Institut agricole de l'Etat de Fribourg

L'Areney - Photos Façades

Façade N-O



Façade N-E





Inventaire partiel des biens immobiliers_Etat de Fribourg, Institut agricole de l'Etat de Fribourg

L'Areney - Photos Détails

Fenêtre écurie



Avant-toits et larmiers



Balcon et garde-corps



Avant-toit pignon



Fissure maçonnerie façade S.E.



Lames bois pont de grange façade N.O



Etanchéité du faîte



Poutraison sciée cuisine



Etat général de la charpente



Regard sur les affaires extérieures du Canton de Fribourg

—
2023



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Chancellerie d'Etat CHA
Staatskanzlei SK



Table des matières

Introduction	1
1 Fribourg sur la scène fédérale	2
Energies renouvelables	2
Constructions hors zone à bâtir	3
Une agriculture durable et compétitive	4
Uniformisation du financement des soins ambulatoires et stationnaires	5
2 Relations intercantionales	6
Une mobilisation des cantons en faveur des relations entre la Suisse et l'UE	6
Soutenir la presse locale et la diversité des médias	7
La politique des agglomérations	8
3 Relations internationales	9
Assemblée des régions d'Europe	9
Fribourg et la Région Grand Est	10
4 Evènements phares	11
Promouvoir l'économie circulaire	11
Saint-Nicolas est de retour au Palais fédéral	12
5 Retour en images	13
Annexes	15

Introduction

Nous vivons dans un monde particulièrement interconnecté. De nombreuses décisions prises au niveau national et international ont un impact sur le canton de Fribourg. C'est pourquoi le Conseil d'Etat collabore avec les autres cantons, la Confédération et d'autres partenaires de manière régulière

Ainsi, le Conseil d'Etat s'implique au niveau national et intercantonal sur les sujets importants qui concernent le canton et rencontre régulièrement les parlementaires fribourgeois, les gouvernements des autres cantons et particulièrement ceux de la Conférence des Gouvernements de Suisse occidentale (CGSO) dont le siège est à Fribourg. De plus, les membres du gouvernement cantonal défendent les intérêts de Fribourg dans les différentes conférences spécialisées dont ils sont membres.

Au niveau national par exemple, le Conseil d'Etat a suivi la loi fédérale sur la sécurité de l'approvisionnement en énergie renouvelable qui traite notamment l'obligation d'installer des panneaux solaires sur les toits des nouveaux et grands bâtiments et l'assouplissement du débit résiduel des centrales hydroélectriques en cas de pénurie d'électricité. Le Conseil d'Etat a aussi suivi activement les débats autour de la politique agricole PA22+ pour défendre une agriculture fribourgeoise productive pour les années à venir.

Par le biais de la CGSO, Fribourg a soutenu des interventions parlementaires visant à aider les médias locaux. Il s'agit d'une préoccupation centrale pour Fribourg, dont le paysage médiatique est bilingue.

Cette année, Saint-Nicolas s'est rendu au Palais fédéral en compagnie d'une forte délégation fribourgeoise. Cette manifestation bien appréciée permet de tisser des liens avec la politique et l'administration fédérale dans un cadre convivial.

Fribourg regarde également au-delà de ses frontières. Le Conseil d'Etat souhaite des relations stables avec l'Union européenne. En tant que membre de la Commission Europe de la Conférence des Gouvernements cantonaux, j'ai pu faire valoir la position du gouvernement cantonal dans le débat sur la politique européenne. Je constate avec satisfaction que le Conseil fédéral a présenté un mandat de négociation. La conférence sur l'économie circulaire a également montré l'importance de la collaboration à l'international. Dans le cadre de la stratégie macro régionale de l'Union européenne pour l'espace alpin (EUSALP), plus de 150 personnes d'une douzaine de pays se sont réunies à Fribourg.

Enfin, depuis 2023, Fribourg héberge l'Institution suisse des droits humains (ISDH). Au grand plaisir du Conseil d'Etat, cette Institution financée par la confédération et les cantons a son siège au cœur de la ville de Fribourg.



Olivier Curty
Conseiller d'Etat



Photo officielle 2023 Conseil d'Etat fribourgeois. © Etat de Fribourg
– Staat Freiburg

1 Fribourg sur la scène fédérale

Energies renouvelables

En 2023, les Chambres fédérales ont traité la [Loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr et reposant sur des énergies renouvelables](#) qui révisé la Loi sur l'énergie et la Loi sur l'approvisionnement en électricité. Celle-ci a pour but de créer les conditions nécessaires à la réalisation des objectifs inscrits dans la [Stratégie énergétique 2050](#), notamment la nécessité pour la Suisse de conserver et de sécuriser un niveau d'approvisionnement énergétique élevé tout en contribuant à réduire la pollution environnementale au travers de l'utilisation de sources d'énergies renouvelables.

Le Conseil d'Etat s'est engagé dès le début des discussions aux Chambres fédérales en faveur de la loi. Il a notamment défendu une utilisation croissante des énergies renouvelables pour garantir l'approvisionnement en électricité du pays ainsi que l'obligation d'installer des panneaux photovoltaïques pour les nouveaux bâtiments d'une surface supérieure à 300 m². La conservation des prescriptions relatives aux débits résiduels a été longuement discutée aux Chambres fédérales. Le Conseil d'Etat s'est positionné pour le maintien de celle-ci en ajoutant une mesure d'assouplissement en cas de pénurie d'électricité avérée.



Le barrage de Rossens fournit chaque année de l'énergie à plus de 46'000 ménages. L'énergie renouvelable est une priorité pour le Conseil d'Etat qui a soutenu la Loi fédérale sur l'énergie allant en ce sens.

Constructions hors zone à bâtir

[La 2^{ème} phase de la loi sur l'aménagement du territoire \(LATII\)](#) a pour but de régler la question des constructions hors de la zone à bâtir. Lors de la consultation, le Conseil d'Etat fribourgeois a notamment soulevé les problématiques de mise en œuvre du projet et du manque de marge de manœuvre laissée aux cantons. De même, les coûts en ressources et les conséquences financières manquaient au projet. Il a particulièrement combattu la possibilité, pour les cantons, de désigner des zones spéciales hors zone à bâtir dans lesquelles des utilisations non imposées par leur destination sont admissibles.

Cette mesure contrevenait au principe de la LAT qui définit de manière précise les zones à bâtir et cherche à densifier les constructions afin d'éviter le mitage du territoire.

Après avoir subi de nombreuses modifications et de longs débats durant toute l'année, le projet a été mis sous toit lors de la session d'automne 2023. Les questions de mise en œuvre sont nombreuses et les conséquences financières et en ressources pour le canton sont encore difficiles à estimer, mais elles ne seront pas négligeables. Le Conseil d'Etat pourra se déterminer courant 2024 sur les adaptations de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire.



Le Conseil d'Etat a été actif dans la seconde réforme de la Loi sur l'aménagement du territoire. Le projet de la LATII permet de mieux réglementer les constructions hors des zones à bâtir.

©Unsplash.com

Une agriculture durable et compétitive

Le canton de Fribourg a la réputation d'être un canton agricole puisque près de 60% de son territoire est utilisé par l'agriculture. Dès lors, le [message relatif à l'évolution future de la Politique agricole à partir de 2022 \(PA22+\)](#), proposé par le Conseil fédéral en février 2020, a fait l'objet d'un important suivi de la part du canton. D'abord gelé par les Chambres fédérales en 2021, le budget de 14 milliards de francs a ensuite été débloqué par ces dernières en 2021 et la procédure parlementaire s'est étendue jusqu'à la session d'été 2023.

Le but de ce projet est de définir l'orientation stratégique de la future politique agricole de la Suisse

en visant à améliorer les conditions générales sur les plans du marché, de l'exploitation et de l'environnement. Ceci afin que l'agriculture et le secteur agroalimentaire puissent accroître leur valeur ajoutée sur le marché, renforcer la capacité de rendement des exploitations ainsi que continuer à réduire l'impact environnemental et la consommation des ressources non renouvelables. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'une politique agricole intensive et durable ainsi qu'une compétitivité du secteur agroalimentaire sont nécessaires afin de faire face aux futurs défis de taille tout en réduisant la dépendance des agriculteurs vis-à-vis des subventions.



L'enveloppe de 14 milliards octroyée dans le cadre de la PA22+ doit permettre de garantir la compétitivité et la durabilité de l'agriculture suisse.

Uniformisation du financement des soins ambulatoires et stationnaires

Le [financement moniste](#) fait partie des grandes réformes du système de soin. Le but principal est de financer de manière uniforme les soins ambulatoires et stationnaires entre les cantons et les assureurs. La différence de financement existante jusqu'alors favorisait dans les négociations tarifaires les intérêts financiers des acteurs. Cette réforme a demandé un long traitement dans les Chambres fédérales. Elle a été déposée en 2009 et a été mise sous toit en décembre 2023 après cinq législatures. La reprise des débats dans les chambres en 2023 a permis d'aboutir à un projet dans lequel le Conseil d'Etat est notamment intervenu en demandant que les soins de longue durée soient intégrés au projet.

Le Conseil d'Etat a suivi de près les éléments relatifs au canton tels que la garantie d'accès aux données des factures pour les cantons ainsi que le délai pour la mise en œuvre de la réforme. Il s'est en outre opposé à lier l'entrée en vigueur du financement uniforme avec l'initiative sur les soins infirmiers car la mise en œuvre de cette dernière est incertaine et non définie. Ceci entraîne des complications quant à la préparation de l'entrée en vigueur du financement moniste. Cette condition a été finalement rejetée par les deux Chambres.



Le financement moniste institue un mode de financement uniforme des soins ambulatoires et stationnaires entre les cantons et les assureurs.

2 Relations intercantionales

Une mobilisation des cantons en faveur des relations entre la Suisse et l'UE

Le Gouvernement fribourgeois est représenté à la [Conférence des Gouvernements cantonaux \(CdC\)](#) par Monsieur Olivier Curty, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation. En 2023, différents sujets traités par la CdC ont retenu l'attention du canton de Fribourg.

La politique européenne est un dossier central de la CdC. En 2023, des étapes importantes à la stabilisation des relations entre la Suisse et l'Union européenne ont été franchies. Le Conseil d'Etat a systématiquement fait part de sa position et de sa volonté d'aboutir le plus rapidement possible à des relations stables et pérennes avec l'UE. En mars 2023, les cantons ont adopté un [nouvel état des lieux de la politique européenne](#) qui a permis de transmettre un message clair et uni au Conseil fédéral pour continuer les entretiens exploratoires et aboutir à des

négociations. En décembre 2023, le Conseil fédéral a adopté un projet de mandat de négociation, une étape saluée par la CdC.

Les cantons, par le biais de la CdC, ont également accompagné la création de l'Institution suisse des droits humains (ISDH). Selon la loi fédérale sur des mesures de promotion civile de la paix et de renforcement des droits humains, une telle structure doit voir le jour en Suisse. Il a notamment fallu trouver un site d'implantation pour l'ISDH. Le Conseil d'Etat fribourgeois a fait part de sa volonté d'accueillir l'Institution dans le canton de Fribourg comme canton pont et proche des grands centres urbains. En mars 2023, [le groupe de travail de l'ISDH a choisi Fribourg comme canton-siège](#) parmi plusieurs candidatures.



Le Conseil d'Etat s'est engagé pour accueillir l'Institution suisse des droits humains (ISDH) à Fribourg. L'ISDH a pris ses quartiers en septembre 2023 à l'Avenue Beauregard.

Soutenir la presse locale et la diversité des médias

Depuis le 1^{er} avril 2023, la [Conférence des Gouvernements de Suisse occidentale](#) (CGSO) a un nouveau secrétaire général en la personne d'Andreas Behr. La CGSO a soutenu différents objets parlementaires en lien avec la politique médiatique : [22.423 Bulliard. Pour une presse écrite indépendante, il faut adapter les montants de l'aide indirecte](#) et [22.407 Bauer. Répartition de la redevance de radio-télévision](#). L'initiative Bulliard a pour but d'augmenter l'aide indirecte pour la presse locale et régionale, notamment par le soutien à la distribution matinale.

L'initiative Bauer, quant à elle, modifie la Loi sur la radio et la télévision en augmentant la quote-part des radios et télévisions régionales. La CGSO a adressé un courrier aux commissions parlementaires afin de soutenir ces deux objets d'importance pour une couverture médiatique indépendante et diversifiée.

Le comité de la CGSO a également échangé sur les thématiques de la sécurité énergétique, de la politique européenne et des mesures d'économies de la Confédération.



Le Conseil d'Etat demande au Parlement un soutien indirect plus fort pour la presse locale. Il le fait en collaboration avec la Conférence des Gouvernements de Suisse occidentale et son nouveau Secrétaire général Andreas Behr.

La politique des agglomérations

Le canton de Fribourg est membre de l'association [Région capitale suisse](#) (RCS) qui a pour but de renforcer l'importance de ses régions en tant que pôles d'espaces de vie et d'espaces économiques novateurs tant sur le plan national qu'international. Cette année, le président du Conseil d'Etat Didier Castella a été nommé à la co-présidence de l'association aux côtés du maire de la ville de Berne Alec von Graffenried.

Lors du 11^e Forum de la RCS à Ittigen (BE), les projets d'agglomération étaient au centre de l'attention. Les différents cantons et différentes régions et villes membres de l'association ont eu l'occasion de mettre en lumière les efforts qui sont faits pour développer ces espaces en matière d'aménagement du territoire, de mobilité et de développement économique.

La conseillère nationale Marie-France Roth Pasquier est notamment intervenue pour présenter les avancées réalisées dans le projet [Mobul](#) et les visions d'avenir.

Par ailleurs, cette année a également été celle de la remise du premier « [Prix du bilinguisme](#) » par la RCS. Cette bourse dotée d'un montant de 15'000 francs a été attribuée au [collectif Actif Posthelvetia](#) pour « la Nation » / « Die Nation », un spectacle théâtral en deux pièces joué en allemand et en français. Dans cet univers, l'héroïne Helvetia s'engage pour l'abolition de la Suisse en s'inspirant des exercices de style de Raymond Queneau. Le bilinguisme est l'une des sept priorités thématiques de la RCS qui s'affirme comme un trait d'union entre les différentes cultures linguistiques et les différents membres de l'association.



Le président du Conseil d'Etat Didier Castella lançait le 11^e Forum de la Région capitale suisse à Ittigen (BE). La RCS a pour but de renforcer l'importance de ses régions en tant que pôles d'espaces de vie et économiques novateurs.



La conseillère nationale Marie-France Roth Pasquier présentait les avancées du projet Mobul.

3 Relations internationales

Assemblée des régions d'Europe

En tant que membre de [l'Assemblée des régions d'Europe \(ARE\)](#), le canton de Fribourg participe à différents organes. L'Assemblée générale du mois de juin 2023 a permis, outre les éléments statutaires, de procéder à l'élection de la présidence. Le mandat du suédois Magnus Berntsson, en poste depuis 2017, arrivant à son terme, l'Assemblée générale a élu l'espagnol Albert Castellanos à la présidence. Il est Secrétaire de l'entrepreneuriat et de la compétitivité de la généralité de Catalogne. Le mandat de président dure deux ans et est reconductible trois fois.

Le Bureau de l'Assemblée des régions d'Europe a adopté une prise de position écrite par la *task force* sur

le tourisme. La prise de position souligne l'importance des régions dans la transformation du tourisme en un secteur résilient, inclusif, compétitif et durable. L'Assemblée des régions d'Europe demande aux institutions européennes de reconnaître le rôle des régions et de les aider dans la transition vers un tourisme durable. De même, il est demandé de soutenir la culture et les héritages culturels des régions afin de renforcer l'attractivité de celles-ci. Cette prise de position est transmise aux autorités de l'Union européenne afin de prendre en considération les régions dans leurs politiques.



Le canton de Fribourg était représenté lors de l'Assemblée générale de l'ARE du 28 au 30 juin 2023 à Barcelone. Elle a adopté une prise de position écrite à l'attention des institutions européennes soulignant l'importance du tourisme durable à l'avenir.

Fribourg et la Région Grand Est

Le canton de Fribourg entretient depuis plusieurs années un partenariat avec la région Grand Est en France. A la fin du mois de mars, le conseiller d'Etat Olivier Curty a rencontré Brigitte Torloting, vice-présidente de la région Grand Est, pour un échange et une séance de travail dans le cadre de la manifestation [EUSALP](#) à Fribourg. Les deux responsables politiques se sont entretenus sur le thème de l'économie circulaire et ont discuté des possibilités de collaboration. Madame Torloting a notamment présenté la stratégie de la région Grand Est en matière d'économie circulaire.

Parallèlement, la coopération dans les domaines de l'hydrogène et de la bioéconomie a été poursuivie. Ainsi, deux projets [Interreg B](#) ont été approuvés par le canton. Le premier, GreenSKHy, concerne la formation dans l'hydrogène vert avec la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg ([HEIA-FR](#)) et [afpa](#) Grand-Est. Le deuxième projet s'appelle BioAccelerate : il s'agit de permettre aux *start-ups* actives dans le secteur de la bioéconomie de réussir plus rapidement à intégrer le marché. Dans son processus décisionnel, l'Union européenne a accepté de financer GreenSKHy mais a refusé le projet BioAccelerate.



Une délégation de la région Grand Est s'est rendue à Fribourg dans le cadre de la manifestation EUSALP en mars 2023. Le thème de l'économie circulaire était au centre de la coopération entre Fribourg et la région Grand Est.

4 Evènements phares

Promouvoir l'économie circulaire

La [présidence suisse](#) de la Stratégie macro-régionale de l'union européenne pour la région alpine (EUSALP) a été lancée à Fribourg lors d'une conférence de deux jours sur la thématique de l'économie circulaire. La manifestation internationale, qui a été organisée conjointement par le canton de Fribourg, la Conférence des Gouvernements cantonaux (CdC) et la Confédération, a rassemblé plus de 150 personnes venant d'une douzaine de pays et a été traduite en cinq langues.

La première conférence suisse d'EUSALP a également eu la chance de pouvoir agir comme plateforme pour la présentation de la « [Feuille de route d'économie circulaire du canton de Fribourg](#) »

par le conseiller d'Etat fribourgeois Jean-François Steiert. Cette feuille de route porte un intérêt tout particulier à l'industrie agroalimentaire et au domaine de la construction.

La conférence s'est terminée avec la « [Déclaration de Fribourg 2023](#) », signée par tous les participants le souhaitant. Cette dernière a pour but de sensibiliser les pays et les régions membres d'EUSALP de l'importance de prendre soin des matières premières. La Déclaration entend également favoriser des plateformes d'échange et des projets communs.

Toutes les images de cet événement sont disponibles sur la [page flickr](#) de l'Etat de Fribourg.



La « Déclaration de Fribourg » propose un engagement commun sur l'économie circulaire et souhaite promouvoir la collaboration, les plateformes d'échange et les projets communs. Elle a été signée par de nombreux participants présents lors de la Conférence EUSALP qui s'est tenue à Fribourg.

Saint-Nicolas est de retour au Palais fédéral

Le mardi 5 décembre 2023, Saint-Nicolas a fait son grand retour sous la coupole fédérale. Il y a apporté le message d'un canton authentique, proche de ses traditions, tourné vers l'avenir et l'innovation. Dans son discours empreint d'humour et d'ironie, l'évêque de Myre a passé l'actualité de l'année en revue. Le président du Conseil d'Etat, Didier Castella, l'aura précédé sur le même ton.

Comme le veut la coutume, Saint-Nicolas était accompagné de Sainte Barbe et de Sainte Catherine, les deux patronnes féminines de la ville de Fribourg, de ses pères fouettards, des joueurs et joueuses de fifre ainsi que des porteurs et porteuses de hotte, issus de la troupe du Collège St-Michel de Fribourg.

Organisé par le Conseil d'Etat et placé sous le parrainage des parlementaires fédéraux fribourgeois, cet événement permet au canton de consolider ses liens avec la Berne fédérale. Il est organisé au début de chaque nouvelle législature.

Tenue dans une ambiance conviviale et informelle, la soirée a été agrémentée de produits typiques proposés par Terroir Fribourg pour charmer les papilles des invité-e-s, dont le Conseiller fédéral Alain Berset.

Toutes les images de cet événement sont disponibles sur la [page flickr](#) de l'Etat de Fribourg.



Saint-Nicolas, Sainte Barbe et Sainte Catherine s'adressent aux invité-e-s du Conseil d'Etat dans la Galerie des Alpes. Se tenant une fois par législature fédérale, cet événement permet au canton de Fribourg de consolider ses liens avec la Berne fédérale.

5 Retour en images



Fribourg, le 24 janvier 2023

Le Conseil d'Etat accueille l'Ambassadeur de France, Frédéric Journès, et l'Ambassadeur d'Allemagne, Michaël Flügger, afin de célébrer les 60 ans du traité de l'Elysée.



Neuchâtel, le 25 avril 2023

Le Conseil d'Etat est accueilli par le Conseil d'Etat de la République et canton de Neuchâtel pour une rencontre de travail.



Fribourg, le 2 mai 2023

Le Conseil d'Etat accueille l'Ambassadeur du Brésil pour une visite de courtoisie.



Morat, le 29 juin 2023

Le Conseil fédéral est en promenade d'école dans le canton de Fribourg. Il a été reçu par les autorités moratoises avant une rencontre avec la population.



Fribourg, le 20 septembre 2023

Sous la Présidence de Madame Brigitte Häberli-Koller, le Conseil des Etats effectue sa sortie annuelle dans le canton de Fribourg.



Moléson, le 9 octobre 2023

Jacques Bourgeois, conseiller national et président de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie, accueille ses collègues de la CEATE-N au sommet du Moléson.



Bulle, le 10 novembre 2023

Mathilde Gremaud lance sa toute nouvelle ligne de vêtements en collaboration avec la marque Fribourg.



Fribourg, le 28 novembre 2023

Le Conseil d'Etat accueille Monsieur le Conseiller fédéral Albert Rösti pour une séance de travail dans les locaux de la Chancellerie d'Etat.

Annexes

Conférences des directeurs cantonaux

Conférences nationales des directeurs cantonaux (état au 31.12.2023)

Nom	Représentation du Conseil d'Etat	Fonction
Conférence des directeurs cantonaux de l'agriculture (CDCA)	Directeur IAF	Vice-président
Conférence pour forêt, faune et paysage (CFP)	Directeur IAF	Membre
Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF)	Directeur FIN	Membre
Conférence tripartite (CT)	Directeur DIME	Président
Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP)	Directeur DIME	Vice-président
Conférence des directeurs cantonaux des transports publics (CTP)	Directeur DIME	Membre du comité
Conférence des chefs des départements cantonaux de l'économie publique (CDEP)	Directeur EEF	Membre du comité
Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (CDEn)	Directeur EEF	Membre du comité
Conférence des Gouvernements cantonaux (CdC)	Directeur EEF	Membre
Conférence suisse des hautes écoles (CSHE)	Directrice FAC	Vice-présidente
Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)	Directrice FAC	Membre du comité
Conférence spécialisée des membres de gouvernements concernés par les jeux d'argent (CSJA)	Directeur SJS	Membre
Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires militaires et de la protection civile et des sapeur-pompiers (CG MPS)	Directeur SJS	Membre
Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP)	Directeur SJS	Membre
Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS)	Directeur SAS	Membre
Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS)	Directeur SAS	Membre
Fondation ch pour la collaboration fédérale	Chancelière d'Etat	Membre du comité directeur
Conférence des chanceliers d'Etat (CCE)	Chancelière d'Etat	Membre du comité

Conférences régionales des directeurs cantonaux (état au 31.12.2023)

Nom	Représentation du Conseil d'Etat	Fonction
Région capitale suisse (RCS)	Directeur IAF	Co-président
Conférence latine des directeurs cantonaux du numérique (CLDN)	Directeur FIN	Vice-président
Conférence latine des directeurs cantonaux des finances (CLDF)	Directeur FIN	Membre
Conférence des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement de la Suisse occidentale et latine (CDTAPSOL)	Directeur DIME	Président
Conférence des transports de Suisse occidentale (CTSO)	Directeur DIME	Président
Conférence des Gouvernements de Suisse occidentale (CGSO)	Directeur EEF	Membre du comité
Comité gouvernemental HES-SO	Directeur EEF	Membre du comité
Greater Geneva Berne Area (GGBa)	Directeur EEF	Membre
Conférence des chefs de département de l'économie publique de Suisse occidentale (CDEP-SO)	Directeur EEF	Membre
Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) : Assemblée plénière Culture	Directrice FAC	Présidente
Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP)	Directrice FAC	Membre
Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique de la Suisse du Nord-Ouest (NWEDK)	Directrice FAC	Membre
Conférence latine des directrices et directeurs cantonaux des affaires militaires et de la protection de la population (CLAMPP)	Directeur SJS	Membre
Conférence romande des membres de gouvernement concernés par les jeux d'argent (CRJA)	Directeur SJS	Membre
Conférence romande de la loterie et des jeux (CRLJ)	Directeur SJS	Membre
Conférence latine des chefs de département de justice et police (CLDJP)	Directeur SJS	Membre
Conférence latine des responsables de la sécurité civile et militaire	Directeur SJS	Membre
Conférence latine des affaires sanitaires et sociales (CLASS)	Directeur SAS	Membre
Conférence latine des chefs des départements compétents en matière d'asile et de migrants (CLDAM)	Directeur SAS	Membre
Conférence latine des chanceliers d'Etat	Chancelière d'Etat	Présidente

Conventions intercantionales

Convention intercantionales en cours d'élaboration, de négociation ou de ratification (état au 31.12.2023)

	Convention (titre provisoire)	Date probable d'entrée en vigueur	Cantons concernés	Direction compétente	Conférence des directeurs cantonaux concernée	Etat
1	Concordat sur la pêche dans le lac de Neuchâtel	2022	FR, NE, VD	DIAF		En cours de modification
2	Convention intercantonale sur les contributions des cantons aux hôpitaux relative au financement de la formation médicale postgrade et sur la compensation des charges (CFFP)	01.01.2021	Tous les cantons	DSAS	CDS	Fribourg a adhéré en fin 2021 et cette convention est entrée en vigueur le 01.01.2022
3	Convention intercantonale CARA sur le dossier électronique du patient	2021	FR-VD-GE-VS-JU	DSAS	-	En cours d'élaboration
4	Convention intercantonale sur la collaboration des forces sanitaires en cas d'évènement extraordinaire	01.01.2020	Tous les cantons romands	DSAS	CLASS	Fribourg a ratifié cette convention le 19.06.2019. Il s'agissait de légitimer et de pérenniser les travaux entamés depuis 2004 par le GRIMCA
5	Convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) - Modification	01.01.2020	Tous	DSAS	CDAS	Toujours valable (SPS)
6	Convention réglant l'engagement et l'exploitation d'un poste médical avancé	01.01.2020	VD, FR	DSAS	-	Fribourg a ratifié cette convention le 22.12.2020 avec une entrée en vigueur rétroactive au 01.01.2020.
7	Convention réglant l'engagement et l'exploitation d'un poste médical avancé	01.01.2020	VD, FR et Montagny	DSAS	-	Fribourg a ratifié cette convention le 14.01.2021 avec une entrée en vigueur rétroactive au 01.01.2020. La commune de Montagny a résilié la convention précitée le 29.11.2022 suite à la dissolution du corps des sapeurs-pompiers. Une nouvelle convention est en cours d'élaboration.

	Convention (titre provisoire)	Date probable d'entrée en vigueur	Cantons concernés	Direction compétente	Conférence des directeurs cantonaux concernée	Etat
8	Convention sur le service intercantonal d'entretien du réseau autoroutier des cantons de Fribourg, de Vaud et de la République et canton de Genève (Convention SIERA)	01.01.2019	GE, VD, FR	DIME	-	Loi du 08.11.18 sur l'adhésion du canton de Fribourg à la convention intercantonale sur le Service intercantonal d'entretien du réseau autoroutier SIERA
9	Révision de l'Accord intercantonal sur les marchés publics	2022	Tous les cantons	DIME	DTAP	Adoption le 15.11.2019 par l'Autorité intercantonale pour les marchés publics (AiMp), adhésion de Fribourg par la loi du 01.02.2022 (entrée en vigueur au 01.01.2023)
10	Convention de collaboration pour le développement et la gestion du logiciel Boussole21	22.03.2021	VD, VS, FR	DIME	DTAP	Signée le 22.03.21
11	Accord intercantonal sur les offres scolaires en milieu hospitalier (AOSH)	2024-2025	Tous les cantons	DFAC	CDIP	En cours de ratification

Chancellerie d'Etat CHA

Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg
T +41 26 305 10 45
chancellerie@fr.ch, www.fr.ch/cha

—

Mars 2024

—

Copyright: © Patrick Mülhauser

—

Imprimé sur papier 100% recyclé

Blick auf die auswärtigen Angelegenheiten des Kantons Freiburg

—
2023



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Chancellerie d'Etat CHA
Staatskanzlei SK



Inhaltsverzeichnis

Einleitung	1
1 Freiburg auf der Bundesbühne	2
Erneuerbare Energien	2
Bauen ausserhalb der Bauzone	3
Eine nachhaltige und wettbewerbsfähige Landwirtschaft	4
Vereinheitlichung der Finanzierung von ambulanter und stationärer Pflege	5
2 Interkantonale Beziehungen	6
Mobilisierung der Kantone für die Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU	6
Unterstützung der lokalen Medien und der Medienvielfalt	7
Agglomerationspolitik	8
3 Internationale Beziehungen	9
Versammlung der Regionen Europas	9
Freiburg und die Region Grand Est	10
4 Markante Ereignisse	Erreur ! Signet non défini.
Förderung der Kreislaufwirtschaft	11
St. Nikolaus ist zurück im Bundeshaus!	12
5 Rückblick in Bildern	13
Beilagen	15

Einleitung

Wir leben in einer besonders vernetzten Welt. Viele Entscheidungen, die auf nationaler und internationaler Ebene getroffen werden, haben Auswirkungen auf den Kanton Freiburg. Deshalb arbeitet der Staatsrat regelmässig mit den anderen Kantonen, dem Bund und anderen Partnerinnen und Partnern zusammen.

So wirkt der Staatsrat auf nationaler und interkantonaler Ebene bei wichtigen Themen, die den Kanton betreffen, mit und trifft sich regelmässig mit den Freiburger Parlamentariern, den Regierungen der anderen Kantone und insbesondere mit den Regierungen der Westschweizer Regierungskonferenz (WRK), die ihren Sitz in Freiburg hat. Darüber hinaus vertreten die Mitglieder der Kantonsregierung die Interessen Freiburgs in den verschiedenen Fachkonferenzen, in denen sie Mitglied sind.

Auf nationaler Ebene verfolgte der Staatsrat beispielsweise die Ausarbeitung des Bundesgesetzes über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien, das sich unter anderem mit der Pflicht zur Installation von Solarkollektoren auf den Dächern neuer und grosser Gebäude und der Lockerung der Restwassermenge von Wasserkraftwerken im Falle einer Stromknappheit befasst. Der Staatsrat verfolgte auch aktiv die Debatten um die Agrarpolitik AP 22+, um für die kommenden Jahre eine produktive Freiburger Landwirtschaft gewährleisten zu können.

Über die WRK unterstützte der Staat Freiburg parlamentarische Vorstösse zur Unterstützung der lokalen Medien. Dies ist ein zentrales Anliegen für den Kanton Freiburg, dessen Medienlandschaft zweisprachig ist.



Offizielles Foto 2023 des freiburgischen Staatsrats. © Etat de Fribourg – Staat Freiburg

Dieses Jahr begab sich St. Nikolaus in Begleitung einer hochkarätigen Freiburger Delegation ins Bundeshaus. Diese beliebte Veranstaltung bietet die Möglichkeit, in einem geselligen Rahmen Kontakte zur Bundespolitik und -verwaltung zu knüpfen.

Der Kanton Freiburg blickt auch über seine Grenzen hinaus. Der Staatsrat wünscht sich stabile Beziehungen zur Europäischen Union. Als Mitglied der Europakommission der Konferenz der Kantonsregierungen konnte ich die Position der Kantonsregierung in die europapolitische Debatte einbringen. Ich stelle mit Genugtuung fest, dass der Bundesrat ein Verhandlungsmandat vorgelegt hat. Die Konferenz zur Kreislaufwirtschaft zeigte auch, wie wichtig die Zusammenarbeit auf internationaler Ebene ist. Im Rahmen der makroregionalen Strategie der Europäischen Union für den Alpenraum (EUSALP) trafen sich über 150 Personen aus einem Dutzend Ländern in Freiburg.

Schliesslich beherbergt der Kanton Freiburg seit 2023 die Schweizerische Menschenrechtsinstitution (NMRI). Zur grossen Freude des Staatsrates hat diese von Bund und Kantonen finanzierte Institution ihren Sitz im Herzen der Stadt Freiburg.

Olivier Curty
Staatsrat

1 Freiburg auf der Bundesbühne

Erneuerbare Energien

Im Jahr 2023 behandelten die eidgenössischen Räte das [Bundesgesetz über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien](#), mit dem das Energiegesetz vom 9. Juni 2000 und das Bundesgesetz vom 23. März 2007 über die Stromversorgung revidiert werden. Damit werden die Voraussetzungen dafür geschaffen, dass die entsprechenden Ziele, die in der [Energiestrategie 2050](#) festgelegt sind, erreicht werden können. Dazu gehört auch, dass die Schweiz eine hohe Energieversorgung aufrechterhalten und sichern und gleichzeitig durch die Nutzung erneuerbarer Energiequellen zur Verringerung der Umweltverschmutzung beitragen muss.

Der Staatsrat hat sich von Anfang an für das Gesetz eingesetzt. Er trat insbesondere für eine zunehmende Nutzung erneuerbarer Energie, um die Stromversorgung des Landes zu gewährleisten, und für eine Verpflichtung zur Installation von Photovoltaikanlagen für neue Gebäude mit einer Fläche von mehr als 300 m² ein. Die Beibehaltung der Restwasservorschriften wurde in den eidgenössischen Räten lange diskutiert. Der Staatsrat war für die Beibehaltung, fügte jedoch eine Lockerungsmassnahme für den Fall einer nachgewiesenen Stromknappheit hinzu.



Der Staudamm von Rossens liefert jedes Jahr Energie für mehr als 46 000 Haushalte. Erneuerbare Energie ist eine Priorität für den Staatsrat, der das dahingehende Bundesgesetz über die Energie unterstützt hat.

Bauen ausserhalb der Bauzone

[Die 2. Phase der Revision des Bundesgesetzes über die Raumplanung \(RPGII\)](#) hat zum Ziel, die Frage des Bauens ausserhalb der Bauzonen zu regeln. In der Vernehmlassung wies der freiburgische Staatsrat namentlich auf die Herausforderungen bei der Umsetzung des Entwurfs und den mangelnden Spielraum der Kantone hin. Auch fehlten im Entwurf die Kosten der Ressourcen und die finanziellen Auswirkungen. Der Staatsrat bekämpfte insbesondere die Möglichkeit der Kantone, Spezialzonen ausserhalb der Bauzone zu bezeichnen, in denen Nutzungen zulässig sind, die nicht aufgrund ihrer Zweckbestimmung vorgegeben sind.

Dies Massnahme widersprach dem Grundsatz des RPG, das die Bauzonen genau definierte und eine dichtere Bebauung anstrebt, um die Zersiedelung zu verhindern.

Nach zahlreichen Änderungen und langen Debatten während des ganzen Jahres wurde die Vorlage in der Herbstsession 2023 unter Dach und Fach gebracht. Es bestehen zahlreiche Umsetzungsfragen, und die Auswirkungen auf die Finanzen und die Ressourcen des Kantons sind noch schwer abzuschätzen, werden aber nicht unerheblich sein. Der Staatsrat wird im Laufe des Jahres 2024 zu den Anpassungen der Raumplanungsverordnung Stellung nehmen können.



Der Staatsrat war aktiv an der zweiten Reform des Raumplanungsgesetzes beteiligt. Der Entwurf des RPGII ermöglicht eine bessere Regelung des Bauens ausserhalb von Bauzonen.

©Unsplash.com

Eine nachhaltige und wettbewerbsfähige Landwirtschaft

Der Kanton Freiburg hat den Ruf, ein landwirtschaftlicher Kanton zu sein, da fast 60 % seines Territoriums landwirtschaftlich genutzt werden. Daher wurde die [Botschaft zur Weiterentwicklung der Agrarpolitik ab 2022 \(AP22+\)](#), die vom Bundesrat im Februar 2020 unterbreitet wurde, vom Kanton intensiv verfolgt. Zunächst wurde das Budget von 14 Milliarden Franken von den eidgenössischen Räten im Jahr 2021 eingefroren und danach wieder freigegeben, das parlamentarische Verfahren erstreckte sich bis zur Sommersession 2023.

Ziel dieses Projekts ist es, die strategische Ausrichtung der künftigen Agrarpolitik der Schweiz

zu definieren, indem die Rahmenbedingungen auf den Ebenen Markt, Betrieb und Umwelt verbessert werden sollen. Dies soll sicherstellen, dass die Landwirtschaft und der Lebensmittelsektor ihre Wertschöpfung auf dem Markt erhöhen, die Ertragskraft der Betriebe stärken sowie die Umweltauswirkungen und den Verbrauch nicht erneuerbarer Ressourcen weiter reduzieren können. Der Staatsrat ist der Ansicht, dass eine intensive und nachhaltige Agrarpolitik und ein wettbewerbsfähiger Lebensmittelsektor notwendig sind, um die künftigen grossen Herausforderungen zu bewältigen und gleichzeitig die Abhängigkeit der Landwirtinnen und -wirte von Subventionen zu verringern.



Die im Rahmen der AP22+ gewährten 14 Milliarden sollen die Wettbewerbsfähigkeit und die Nachhaltigkeit der Schweizer Landwirtschaft sicherstellen.

Vereinheitlichung der Finanzierung von ambulanter und stationärer Pflege

Die [monistische Finanzierung](#) gehört zu den grossen Reformen des Pflegesystems. Das Hauptziel ist die einheitliche Finanzierung der ambulanten und stationären Pflege zwischen den Kantonen und den Versicherern. Der bis dahin bestehende Unterschied bei der Finanzierung begünstigte in den Tarifverhandlungen die finanziellen Interessen der Akteure. Diese Reform erforderte eine lange Behandlung in den Eidgenössischen Räten. Sie wurde 2009 eingereicht und nach fünf Legislaturperioden im Dezember 2023 unter Dach und Fach gebracht. Die Wiederaufnahme der Debatten in den Räten im Jahr 2023 führte zu einem Entwurf, bei dem der Staatsrat insbesondere intervenierte, indem er forderte, dass die

Langzeitpflege in den Entwurf aufgenommen werden sollte.

Der Staatsrat verfolgte die den Kanton betreffenden Elemente sehr nahe, so etwa die Sicherstellung des Zugangs zu den Rechnungsdaten für die Kantone und die Frist für die Umsetzung der Reform. Ausserdem sprach er sich dagegen aus, das Inkrafttreten der einheitlichen Finanzierung mit der Pflegeinitiative zu verknüpfen, da die Umsetzung der Pflegeinitiative ungewiss und nicht definiert ist. Dies führt zu Komplikationen bei der Vorbereitung auf das Inkrafttreten der monistischen Finanzierung. Diese Bedingung wurde schliesslich von beiden Kammern abgelehnt.



Mit der monistischen Finanzierung wird eine einheitliche Finanzierung der ambulanten und stationären Pflege zwischen den Kantonen und den Versicherern eingeführt.

2 Interkantonale Beziehungen

Mobilisierung der Kantone für die Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU

Die Freiburger Regierung wird in der [Konferenz der Kantonsregierungen \(KdK\)](#) von Olivier Curty (Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektor) vertreten. 2023 weckten verschiedene von der KdK behandelte Themen die Aufmerksamkeit des Kantons Freiburg.

Die Europapolitik ist ein zentrales Dossier der KdK. 2023 wurden wichtige Schritte zur Stabilisierung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union unternommen. Der Staatsrat legte systematisch seine Position und seinen Willen dar, so schnell wie möglich zu stabilen und dauerhaften Beziehungen mit der EU zu gelangen. Im März 2023 verabschiedeten die Kantone eine [neue Standortbestimmung zur Europapolitik](#), die es ermöglichte, dem Bundesrat eine klare und einheitliche Botschaft zu übermitteln, um die Sondierungsgespräche fortzusetzen und zu

Verhandlungen zu gelangen. Im Dezember 2023 nahm der Bundesrat den Entwurf eines Verhandlungsmandats an, ein Schritt, der von der KdK begrüsst wurde.

Die Kantone haben über die KdK auch die Gründung der Schweizerischen Menschenrechtsinstitution (NMRI) begleitet. Gemäss dem Bundesgesetz über Massnahmen zur zivilen Friedensförderung und Stärkung der Menschenrechte muss eine solche Struktur auch in der Schweiz entstehen. Insbesondere musste ein Standort für das NMRI gefunden werden. Der Freiburger Staatsrat bekundete seinen Willen, die Institution im Kanton Freiburg – als Brückenkanton und in der Nähe der grossen städtischen Zentren – anzusiedeln. Im März 2023 [wählte die Arbeitsgruppe des NMRI aus mehreren Bewerbungen Freiburg als Sitzkanton](#) aus.



Der Staatsrat setzte sich dafür ein, die Nationale Menschenrechtsinstitution (NMRI) in Freiburg zu beherbergen. Die NMRI bezog im September 2023 ihr Quartier in der Avenue Beauregard.

Unterstützung der lokalen Medien und der Medienvielfalt

Seit dem 1. April 2023 hat die [Westschweizer Regierungskonferenz \(Conférence des Gouvernements de Suisse occidentale\)](#) (WRK) in der Person von Andreas Behr einen neuen Generalsekretär. Die WRK hat verschiedene parlamentarische Geschäfte mit Bezug zur Medienpolitik unterstützt: [22.423 Bulliard. Für eine unabhängige Presse sind die Beträge zur indirekten Förderung anzupassen](#) und [22.407 Bauer. Verteilung der Radio- und Fernsehgebühr](#). Die Initiative Bulliard zielt darauf ab, die indirekte Hilfe für lokale und regionale Medien zu erhöhen, insbesondere durch die Unterstützung der Frühzustellung.

Die Initiative Bauer hingegen ändert das Radio- und Fernsehgesetz, indem darin die Quote für regionale Radio- und Fernsehsender erhöht wird. Die WRK hat ein Schreiben an die parlamentarischen Kommissionen gerichtet, um diese beiden wichtigen Vorlagen für eine unabhängige und vielfältige Medienberichterstattung zu unterstützen.

Der Vorstand der WRK tauschte sich auch über die Themen Energiesicherheit, Europapolitik und Sparmassnahmen des Bundes aus.



Der Staatsrat fordert vom Parlament eine stärkere indirekte Unterstützung für die lokalen Medien. Er tut dies in Zusammenarbeit mit der Westschweizer Regierungskonferenz und ihrem neuen Generalsekretär Andreas Behr.

Agglomerationspolitik

Der Kanton Freiburg ist Mitglied des Vereins [Hauptstadtregion Schweiz](#) (HRS), der zum Ziel hat, die Bedeutung seiner Regionen als innovative Lebens- und Wirtschaftszentren sowohl auf nationaler als auch auf internationaler Ebene zu stärken. In diesem Jahr wurde Staatsratspräsident Didier Castella neben dem Berner Stadtpräsidenten Alec von Graffenried zum Co-Präsidenten des Vereins ernannt.

Am 11. Agglomerationsforum der HRS in Ittigen (BE) standen die Agglomerationsprojekte im Mittelpunkt. Die verschiedenen Kantone und die verschiedenen Regionen und Städte, die Mitglieder des Vereins sind, hatten die Gelegenheit, die Anstrengungen zu beleuchten, die zur Entwicklung dieser Räume in den Bereichen Raumplanung, Mobilität und wirtschaftliche Entwicklung unternommen werden.

Nationalrätin Marie-France Roth Pasquier sprach unter anderem über die Fortschritte beim Projekt [Mobul](#) und die Visionen für die Zukunft.

Darüber hinaus wurde in diesem Jahr von der HRS auch der erste [«Preis für Zweisprachigkeit»](#) verliehen. Der mit 15 000 Franken dotierte Preis ging an das [Kollektiv Actif Posthelvetia](#) für «la nation» / «Die Nation», ein zweiteiliges Theaterstück, das in deutscher und französischer Sprache aufgeführt wird. In diesem Universum setzt sich die Heldin Helvetia für die Abschaffung der Schweiz ein, wobei sie sich von Raymond Queneaus Stilübungen inspirieren lässt. Zweisprachigkeit ist eine der sieben thematischen Prioritäten der HRS, die sich als Bindeglied zwischen den verschiedenen Sprachkulturen und den verschiedenen Mitgliedern des Vereins versteht.



Staatsratspräsident Didier Castella lancierte das 11. Forum der Hauptstadtregion Schweiz in Ittigen (BE). HRS hat sich zum Ziel gesetzt, die Bedeutung ihrer Regionen als Zentren innovativer Lebens- und Wirtschaftsräume zu stärken.



Nationalrätin Marie-France Roth Pasquier präsentierte die Fortschritte des Mobul-Projekts.

3 Internationale Beziehungen

Versammlung der Regionen Europas

Als Mitglied der [Versammlung der Regionen Europas \(VRE\)](#) beteiligt sich der Kanton Freiburg an verschiedenen Organen. Bei der Generalversammlung im Juni 2023 wurde neben den statutarischen Elementen auch die Wahl des Präsidiums durchgeführt. Da die Amtszeit des Schweden Magnus Berntsson, der seit 2017 im Amt war, auslief, wählte die Generalversammlung den Spanier Albert Castellanos zum neuen Präsidenten. Er ist Sekretär für Unternehmertum und Wettbewerbsfähigkeit der Generalitat von Katalonien. Die Amtszeit des Präsidenten oder der Präsidentin dauert zwei Jahre und kann dreimal verlängert werden.

Das Büro der Versammlung der Regionen Europas nahm eine von der *Taskforce* Tourismus verfasste

Stellungnahme an. Das Positionspapier betont die Bedeutung der Regionen bei der Umwandlung des Tourismus in einen widerstandsfähigen, inklusiven, wettbewerbsfähigen und nachhaltigen Sektor. Die Versammlung der Regionen Europas fordert die europäischen Institutionen auf, die Rolle der Regionen anzuerkennen und sie beim Übergang zu einem nachhaltigen Tourismus zu unterstützen. Ebenso wird gefordert, die Kultur und das kulturelle Erbe der Regionen zu unterstützen, um die Attraktivität der Regionen zu erhöhen. Dieses Positionspapier wird an die Behörden der Europäischen Union weitergeleitet, damit diese die Regionen in ihrer Politik berücksichtigen.



Der Kanton Freiburg war an der Generalversammlung der VRE vom 28. bis 30. Juni 2023 in Barcelona vertreten. Sie verabschiedete eine schriftliche Stellungnahme an die EU-Institutionen, in der sie die Bedeutung eines nachhaltigen Tourismus in der Zukunft hervorhebt.

Freiburg und die Region Grand Est

Der Kanton Freiburg unterhält seit mehreren Jahren eine Partnerschaft mit der Region Grand Est in Frankreich. Ende März traf sich Staatsrat Olivier Curty im Rahmen der Veranstaltung [EUSALP](#) in Freiburg mit Brigitte Torloting, der Vizepräsidentin der Region Grand Est, zu einem Austausch und einer Arbeitssitzung. Die Politikerin und der Politiker sprachen über das Thema Kreislaufwirtschaft und erörterten Möglichkeiten der Zusammenarbeit. Brigitte Torloting stellte insbesondere die Strategie der Region Grand Est im Bereich der Kreislaufwirtschaft vor.

Gleichzeitig wurde die Zusammenarbeit in den Bereichen Wasserstoff und Biowirtschaft fortgesetzt. So wurden vom Kanton zwei [Interreg-B](#)-Projekte bewilligt. Das erste, GreenSKHy, betrifft die Ausbildung im Bereich grüner Wasserstoff mit der Hochschule für Technik und Architektur Freiburg ([HTA-FR](#)) und [afpa](#) Grand-Est. Das zweite Projekt heisst BioAccelerate: Es soll es im Biowirtschafts-Sektor tätigen *start-ups* erlauben, schneller erfolgreich in den Markt einzusteigen. In ihrem Entscheidungsprozess stimmte die Europäische Union der Finanzierung von GreenSKHy zu, lehnte jedoch das BioAccelerate-Projekt ab.



Eine Delegation der Region Grand Est reiste im Rahmen der Veranstaltung EUSALP im März 2023 nach Freiburg. Das Thema Kreislaufwirtschaft stand im Mittelpunkt der Zusammenarbeit zwischen Freiburg und der Region Grand Est.

4 Höhepunkte

Förderung der Kreislaufwirtschaft

Das Schweizer Präsidium der makroregionalen Strategie der Europäischen Union für die Alpenregion ([EUSALP](#)) wurde in Freiburg mit einer zweitägigen Konferenz zum Thema Kreislaufwirtschaft lanciert. An der internationalen Veranstaltung, die gemeinsam vom Kanton Freiburg, von der Konferenz der Kantonsregierungen (KdK) und vom Bund organisiert wurde, kamen über 150 Personen aus einem Dutzend Ländern zusammen, und sie wurde in fünf Sprachen übersetzt.

Die erste Schweizer EUSALP-Konferenz bot auch die Chance, als Plattform für die Präsentation der «Roadmap für die Kreislaufwirtschaft des Kantons

Freiburg» durch Staatsrat Jean-François Steiert zu dienen. Diese Roadmap legt besonderes Augenmerk auf die Lebensmittelindustrie und den Baubereich.

Die Konferenz endete mit der «Freiburger Erklärung 2023», die von allen Teilnehmenden, die dies wollten, unterzeichnet wurde. Diese Erklärung soll die Länder und Regionen, die Mitglieder von EUSALP sind, dafür sensibilisieren, wie wichtig es ist, den Rohstoffen Sorge zu tragen. Die Erklärung will Plattformen für den Austausch und gemeinsame Projekte fördern.

Alle Bilder dieser Veranstaltung finden Sie auf der [flickr-Seite](#) des Staates Freiburg.



Die «Freiburger Erklärung» schlägt ein gemeinsames Engagement für die Kreislaufwirtschaft vor und möchte die Zusammenarbeit, Austauschplattformen und gemeinsame Projekte fördern. Sie wurde von zahlreichen teilnehmenden Personen unterzeichnet, die bei der EUSALP-Konferenz in Freiburg anwesend waren.

St. Nikolaus ist zurück im Bundeshaus!

Am Dienstag, 5. Dezember 2023, kehrte St. Nikolaus unter die Bundeshauskuppel zurück. Er überbrachte die Botschaft eines authentischen Kantons, der seinen Traditionen nahesteht und gleichzeitig den Blick in die Zukunft und auf die Innovation richtet. In seiner Rede, die von Humor und Ironie geprägt war, blickt der Bischof von Myra auf die Aktualität des Jahres zurück. Staatsratspräsident Didier Castella sprach, im selben Ton, vor ihm.

Wie es der Brauch will, wird St. Nikolaus von der Heiligen Barbara und der Heiligen Katharina, den beiden weiblichen Schutzheiligen der Stadt Freiburg, von zwei Schmutzlis, von Pfeifferinnen und Pfeiffern und von Korbträgerinnen und -trägern begleitet, die aus dem Kollegium St. Michael Freiburg stammen.

Mit dieser Veranstaltung, die vom Staatsrat organisiert wird und unter der Schirmherrschaft der Freiburger Bundesparlamentarierinnen und -parlamentarier steht, kann der Kanton seine Verbindungen zu Bundesbern festigen. Er findet zu Beginn jeder neuen Legislaturperiode statt.

Der Abend findet in einer gemütlichen und lockeren Atmosphäre statt und wird von typischen Produkten, die von Terroir Fribourg angeboten werden, begleitet, um dem Gaumen der Gäste, unter denen sich auch Bundesrat Alain Berset befindet, zu schmeicheln.

Alle Bilder dieser Veranstaltung finden Sie auf der [flickr-Seite](#) des Staates Freiburg.



St. Nikolaus, St. Barbara und St. Katharina wenden sich in der Galerie des Alpes an die Gäste des Staatsrates. Diese Veranstaltung, die einmal pro Legislaturperiode des Bundes stattfindet, ermöglicht es dem Kanton Freiburg, seine Beziehungen zu Bundesbern zu festigen.

5 Rückblick in Bildern



Freiburg, 24. Januar 2023

Der Staatsrat empfängt den französischen Botschafter, Frédéric Journès, und den deutschen Botschafter, Michaël Flügger, um den 60. Jahrestag des Elysée-Vertrags zu feiern.



Neuenburg, 25. April 2023

Der Staatsrat wird vom Staatsrat des Kantons Neuenburg zu einem Arbeitstreffen empfangen.



Freiburg, 2. Mai 2023

Der Staatsrat empfängt den brasilianischen Botschafter zu einem Höflichkeitsbesuch.



Murten, 29. Juni 2023

Der Bundesrat führt seine Schulreise im Kanton Freiburg durch. Er wurde von den Behörden Murten empfangen, bevor es zu einem Treffen mit der Bevölkerung kam.



Freiburg, 20. September 2023

Unter dem Präsidium von Brigitte Häberli-Koller führt der Ständerat seinen jährlichen Ausflug in den Kanton Freiburg durch.



Moléson, 9. Oktober 2023

Jacques Bourgeois, Nationalrat und Präsident der Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie, empfängt seine Kollegen der UREK-N auf dem Gipfel des Moléson.



Bulle, 10. November 2023

Mathilde Gremaud bringt ihre brandneue Modelinie in Zusammenarbeit mit der Marke Fribourg auf den Markt.



Freiburg, 28. November 2023

Der Staatsrat empfängt Bundesrat Albert Rösti zu einer Arbeitssitzung in den Räumlichkeiten der Staatskanzlei.

Beilagen

Kantonale Direktorenkonferenzen

Direktorenkonferenzen auf nationaler Ebene (Stand am 31.12.2023)

Name	Vertretung des Staatsrats	Funktion
Konferenz der kantonalen Landwirtschaftsdirektoren (LDK)	ILF-Direktor	Vizepräsident
Konferenz für Wald, Wildtiere und Landschaft (KWL)	ILF-Direktor	Mitglied
Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und -direktoren (FDK)	FIN-Direktor	Mitglied
Tripartite Konferenz (TK)	RIMU-Direktor	Präsident
Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK)	RIMU-Direktor	Vizepräsident
Konferenz der kantonalen Direktoren des öffentlichen Verkehrs (KöV)	RIMU-Direktor	Vorstandsmitglied
Konferenz Kantonaler Volkswirtschaftsdirektoren (VDK)	VWB-Direktor	Vorstandsmitglied
Konferenz Kantonaler Energiedirektoren (EnDK)	VWB-Direktor	Vorstandsmitglied
Konferenz der Kantonsregierungen (KdK)	VWB-Direktor	Mitglied
Schweizerische Hochschulkonferenz (SHK)	BKA-Direktorin	Vizepräsidentin
Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK)	BKA-Direktorin	Vorstandsmitglied
Fachdirektorenkonferenz Geldspiele (FDKG)	SJS-Direktor	Mitglied
Schweizerische Konferenz der kantonalen Militär- und Zivilschutzdirektorinnen und -direktoren (RK MZF)	SJS-Direktor	Mitglied
Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD)	SJS-Direktor	Mitglied
Schweizerische Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren (GDK)	GS-Direktor	Mitglied
Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und -direktoren (SODK)	GS-Direktor	Mitglied
ch Stiftung für eidgenössische Zusammenarbeit	Staatskanzlerin	Mitglied Leitender Ausschuss
Schweizerische Staatsschreiberkonferenz (SSK)	Staatskanzlerin	Vorstandsmitglied

Schweizerische Regionalkonferenzen (Stand am 31.12.2023)

Name	Vertretung des Staatsrats	Funktion
Hauptstadtregion Schweiz (HRS)	ILF-Direktor	Co-Präsident
Conférence latine des directeurs cantonaux du numérique (CLDN)	FIN-Direktor	Vizepräsident
Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren der Westschweiz, Berns und des Tessins (CLDF)	FIN-Direktor	Mitglied
Konferenz der Bau-, Raumplanungs- und Umweltdirektoren der Westschweiz und der lateinischen Schweiz (CDTAPSOL)	RIMU-Direktor	Präsident
Westschweizer Verkehrsdirektorenkonferenz (CTSO)	RIMU-Direktor	Präsident
Westschweizer Regierungskonferenz (WRK)	VWB-Direktor	Vorstandsmitglied
Regierungsausschuss FH-WS	VWB-Direktor	Vorstandsmitglied
Greater Geneva Berne Area (GGBa)	VWB-Direktor	Mitglied
Konferenz der Volkswirtschaftsdirektoren der Westschweiz (VDK-WS)	VWB-Direktor	Mitglied
Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (CIIP) : Plenarversammlung Kultur	BKA-Direktorin	Präsidentin
Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (CIIP)	BKA-Direktorin	Mitglied
Nordwestschweizerische Erziehungsdirektorenkonferenz (NWEDK)	BKA-Direktorin	Mitglied
Lateinische Konferenz der kantonalen Militär- und Bevölkerungsschutzdirektorinnen und -direktoren (CLAMPP)	SJS-Direktor	Mitglied
Westschweizer Konferenz für Geldspiele (CRJA)	SJS-Direktor	Mitglied
Conférence romande de la loterie et des jeux (CRLJ)	SJS-Direktor	Mitglied
Lateinische Konferenz der Justiz- und Polizeidirektoren (CLDJP)	SJS-Direktor	Mitglied
Lateinische Konferenz der kantonalen Verantwortlichen für die zivile und militärische Sicherheit	SJS-Direktor	Mitglied
Gesundheits- und Sozialdirektorenkonferenz der lateinischen Schweiz (CLASS)	GS-Direktor	Mitglied
Lateinische Konferenz der in Asyl- und Migrationsfragen zuständigen Departementsvorsteher (CLDAM)	GS-Direktor	Mitglied
Lateinische Staatsschreiberkonferenz	Staatskanzlerin	Präsidentin

Interkantonale Vereinbarungen

Interkantonale Vereinbarungen in Ausarbeitung, Verhandlung oder im Ratifikationsprozess (Stand am 31.12.2023)

	Vereinbarungen (provisorischer Titel)	Wahrscheinliches Datum des Inkrafttretens:	Betroffene Kantone	Zuständige Direktion	Betreffende Direktoren- konferenz	Stand
1	Konkordat über die Fischerei im Neuenburgersee	2022	FR, NE, VD	ILFD	-	In Überarbeitung
2	Interkantonale Vereinbarung über die kantonalen Beiträge an die Spitäler zur Finanzierung der ärztlichen Weiterbildung und deren Ausgleich unter den Kantonen (WFV)	01.01.2021	Alle Kantone	GSD	GDK	Freiburg ist Ende 2021 beigetreten und die Vereinbarung ist am 01.01.2022 in Kraft getreten.
3	Interkantonale Vereinbarung CARA über das elektronische Patientendossier	2021	FR-VD-GE-VS-JU	GSD	-	In Verhandlung
4	Interkantonale Vereinbarung über die Zusammenarbeit der Sanitätskräfte bei ausserordentlichen Ereignissen	01.01.2020	Alle Westschweizer Kantone	GSD	GDK	Freiburg hat die Vereinbarung am 19.06.2019 ratifiziert. Es ging um die Legitimierung und die nachhaltige Sicherung der seit 2004 vom GRIMCA begonnenen Arbeiten.
5	Interkantonale Vereinbarung für soziale Einrichtungen (IVSE) – Änderung	01.01.2020	Alle	GSD	SODK	In Kraft
6	Vereinbarung über den Einsatz und der Nutzung einer sanitätsdienstlichen Einrichtung	01.01.2020	VD, FR	GSD	-	Freiburg hat die Vereinbarung am 22.12.2020 ratifiziert, mit rückwirkendem Inkrafttreten per 01.01.2020.
7	Vereinbarung über den Einsatz und der Nutzung einer sanitätsdienstlichen Einrichtung	01.01.2020	VD, FR und Montagny	GSD	-	Freiburg hat die Vereinbarung am 14.01.2021 ratifiziert, mit rückwirkendem Inkrafttreten per 01.01.2020. Die Gemeinde Montagny hat die genannte Vereinbarung am 29.11.2022 infolge

	Vereinbarungen (provisorischer Titel)	Wahrscheinliches Datum des Inkrafttretens:	Betroffene Kantone	Zuständige Direktion	Betreffende Direktoren- konferenz	Stand
						Auflösung der Feuerwehr gekündigt. Eine neue Vereinbarung wird derzeit ausgearbeitet.
8	Vereinbarung über den interkantonalen Unterhaltsdienst für das Nationalstrassennetz auf dem Gebiet der Kantone Freiburg und Waadt sowie der Republik und des Kantons Genf (Vereinbarung SIERA)	01.01.2019	GE, VD, FR	RIMU	-	Gesetz vom 08.11.18 über den Beitritt des Kantons Freiburg zur interkantonalen Vereinbarung über den interkantonalen Unterhaltsdienst für das Nationalstrassennetz SIERA
9	Revision der Interkantonalen Vereinbarung über das öffentliche Beschaffungswesen	2022	Alle Kantone	RIMU	BPUK	Verabschiedung durch das Interkantonale Organ für das öffentliche Beschaffungswesen (InöB) am 15.11.2019, Freiburg per Gesetz vom 01.02.2022 beigetreten (in Kraft ab 01.01.2023)
10	Zusammenarbeitsvereinbarung für die Entwicklung und Verwaltung der Anwendung Kompass21	22.03.2021	VD, VS, FR	RIMU	BPUK	Unterzeichnet am 22.03.2021
11	Interkantonale Vereinbarung für schulische Angebote in Spitälern (ISV)	2024-2025	Alle Kantone	BKAD	EDK	In Ratifikation

Staatskanzlei SK

Route des Arsenaux 41, 1700 Freiburg
T +41 26 305 10 45
staatskanzlei@fr.ch, www.fr.ch/sk

—

März 2024

—

Copyright: © Patrick Mülhauser

—

Auf 100 % umweltfreundlichem Papier gedruckt

Annexe

GRAND CONSEIL

2024-CE-35

Projet de rapport d'activité :

**Regard sur les affaires extérieures du Canton de Fribourg
2023**

Proposition de la Commission des affaires extérieures CAE

Présidence : Pasquier Nicolas

Vice-Présidence : Altermatt Bernhard

Membres : Bortoluzzi Flavio, Chardonnens Jean-Daniel, Clément Christian, Dumas Jacques, Galley Liliane, Hauswirth Urs, Lauber Pascal, Menétrey Lucie, Michellod Savio, Rey Alizée, Schwander Susanne, Sudan Stéphane, Zermatten Estelle.

Membres suppléants : Baeriswyl Laurent, Bapst Pierre-Alain, Esseiva Catherine, Michel Pascale, Riedo Bruno, Vuilleumier Julien.

Prendre acte

La Commission des affaires extérieures prend acte de ce rapport d'activité et invite le Grand Conseil à en faire de même.

Le 1er mars 2024

Anhang

GROSSER RAT

2024-CE-35

Tätigkeitsberichtsentswurf:

**Blick auf die auswärtigen Angelegenheiten des Kantons
Freiburg 2023**

Antrag der Kommission für auswärtige Angelegenheiten KAA

Präsidium: Pasquier Nicolas

Vize-Präsidium: Altermatt Bernhard

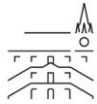
Mitglieder: Bortoluzzi Flavio, Chardonnens Jean-Daniel, Clément Christian, Dumas Jacques, Galley Liliane, Hauswirth Urs, Lauber Pascal, Menétrey Lucie, Michellod Savio, Rey Alizée, Schwander Susanne, Sudan Stéphane, Zermatten Estelle.

Stv. Mitglieder: Baeriswyl Laurent, Bapst Pierre-Alain, Esseiva Catherine, Michel Pascale, Riedo Bruno, Vuilleumier Julien.

Kenntnisnahme

Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten nimmt diesen Tätigkeitsbericht zur Kenntnis und lädt den Grossen Rat ein, es ihr gleichzutun.

Den 1. März 2024



Fribourg, le 1^{er} mars 2024

Commission des affaires extérieures CAE

Rapport au Grand Conseil pour l'année 2023

1. Présidence, membres, séances

—

Présidence : Pasquier Nicolas

Vice-présidence : Altermatt Bernhard

Membres : Bortoluzzi Flavio, Chardonnens Jean-Daniel, Clément Christian, Dumas Jacques, Galley Liliane, Hauswirth Urs, Lauber Pascal, Menétrey Lucie, Michellod Savio, Rey Alizée, Schwander Susanne, Sudan Stéphane, Zermatten Estelle.

Suppléant-e-s : Baeriswyl Laurent, Bapst Pierre-Alain, Esseiva Catherine, Michel Pascale, Riedo Bruno, Vuilleumier Julien.

Cette année a vu pour la première fois l'élection de membres suppléant-e-s à la suite d'une modification de la Loi sur le Grand Conseil (LGC), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Lors de la session de février 2023, six membres suppléant-e-s ont donc été élu-e-s par le Grand Conseil en vertu de l'art. 11a (nouveau) de la LGC.

Durant l'année sous revue, la composition de la CAE a passablement changé puisque quatre membres ont donné leur démission, ce qui représente près de 27% de la commission :

- Le 24 mars 2023, Flavio Bortoluzzi est élu en remplacement de Bruno Riedo.
- Le 6 septembre 2023, Stéphane Sudan est élu en remplacement de Pierre-André Grandgirard.
- Le 11 octobre 2023, Lucie Menétrey est élue en remplacement de Grégoire Kubski.
- Le 23 novembre 2023, Christian Clément est élu en remplacement de Susanne Aebischer.

En 2023, la CAE s'est réunie à quatre reprises (3 mars, 5 mai, 22 septembre et 3 novembre). Elle a par ailleurs arrêté des prises de position par voie épistolaire à une reprise (22 novembre).

2. Statut du présent rapport

- > Par la loi du 11 novembre 2009 concernant les conventions intercantionales (LConv), le Grand Conseil a délégué à sa Commission des affaires extérieures ainsi qu'aux député-e-s délégué-e-s au sein d'organismes interparlementaires l'exercice de certaines compétences en matière de conventions intercantionales.¹
- > En contrepartie, la Commission et les personnes déléguées sont tenues de rendre compte au Grand Conseil *de manière adéquate* de leurs activités.²
- > Le Bureau du Grand Conseil et la CAE ont convenu que l'information concernant les activités de la Commission se ferait principalement par le biais d'un rapport annuel adressé au Grand Conseil. En complément, la CAE informe le Bureau, au fur et à mesure et par écrit, de l'usage qu'elle fait des compétences qui lui ont été déléguées.

3. Activités sur le plan cantonal

3.1 Rapport du Conseil d'Etat sur les relations extérieures

Lors de sa séance ordinaire du 5 mai 2023, la CAE a procédé à l'examen préalable du rapport sur les relations extérieures du canton de Fribourg en présence de M. le Conseiller d'Etat Olivier Curty et du Délégué aux Relations extérieures du canton de Fribourg, M. Patrick Mülhauser. Ce rapport prend la forme d'un tiré-à-part compilant les chapitres du rapport d'activité du Conseil d'Etat ayant trait aux relations extérieures. Le Grand Conseil en a pris acte lors de la session de mai 2023.

¹ Art. 5 al. 2 [LConv](#).

² Art. 5 al. 3 [LConv](#).

3.2 Examen préalable d'actes du Grand Conseil

La CAE est chargée de l'examen préalable de projets d'actes portant sur l'adhésion à une convention ou sur la modification ou la dénonciation d'un tel texte.

En 2023, la Commission a été chargée de l'examen préalable des projets suivants :

- > *Projet de loi d'adhésion à la Convention intercantonale en matière de santé numérique [2023-DSAS-55]*. Cet objet a été traité (et accepté) par le Grand Conseil le 23 novembre 2023.
- > *Décret relatif à l'octroi d'un crédit additionnel en matière de santé numérique [2023-DSAS-56]*. Cet objet étant directement lié à la Convention intercantonale en matière de santé numérique, le Bureau du Grand Conseil a décidé d'en attribuer l'examen à la CAE. Il a été traité (et accepté) par le Grand Conseil le 23 novembre 2023.

3.3 Autres activités en lien avec les travaux de la CAE

- > Lors de sa séance ordinaire du 22 septembre 2023, la CAE a invité Mme la Conseillère d'Etat Sylvie Bonvin-Sansonnens, Directrice de la formation et des affaires culturelles (DFAC), et M. Michel Perriard, Secrétaire général de la DFAC, à présenter la *Convention du 24 août 2022 entre le canton de Fribourg et le canton de Vaud concernant la collaboration scolaire intercantonale*. Même si le Conseil d'Etat est au bénéfice d'une délégation de compétence pour conclure une telle convention (art. 59 al. 3 de la Loi sur la scolarité obligatoire), la CAE a estimé opportun d'être informée de la démarche et des conséquences de cette convention pour les personnes et les communes concernées. Le Conseil d'Etat vaudois a approuvé la convention le 31 mai 2023 (après décision du Grand Conseil) et le Conseil d'Etat fribourgeois le 6 juillet 2023. Elle a été officiellement signée le 18 janvier 2024 à Murist. Dorénavant, les communes ou associations de communes limitrophes sont autorisées à conclure une convention scolaire intercommunale réglant la scolarisation d'élèves hors de leur canton de domicile.
- > Lors de la session de septembre 2022, le Grand Conseil a décidé de modifier plusieurs éléments de la LGC dans le cadre d'une importante révision. Parmi ceux-ci figure le nombre de membres de la CFG et de la CAE.

La loi en vigueur fixe à 15 le nombre maximal de membres de la CAE. Cette décision résulte de l'acceptation par le Grand Conseil de l'initiative parlementaire 2016-GC-23 lors de la session de mai 2016. L'argument principal avancé était l'augmentation du nombre de commissions interparlementaires de contrôle (CIP), auxquelles au moins deux membres de la CAE doivent obligatoirement participer. Cette situation s'est vérifiée au fil des années, puisque le Grand Conseil participe aujourd'hui à sept CIP de contrôle.

Le nombre maximal de membres n'a pas changé à la suite de l'entrée en vigueur de la LGC révisée le 1^{er} janvier 2023, mais le nombre effectif est maintenant arrêté par voie d'ordonnance. Les membres de la CAE ont été invité-e-s en décembre 2022 à se prononcer par voie épistolaire sur ce nombre effectif qui figure dans l'ordonnance. Celle-ci a été examinée et adoptée par le Grand Conseil lors de la session de février 2023 et est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2023.

4. Consultations interparlementaires

Avant leur signature par les gouvernements et à moins que les cantons en question n’y renoncent à l’unanimité, les conventions impliquant plus d’un canton CoParl (Convention sur la participation des parlements³) peuvent être soumises à l’examen d’une commission interparlementaire (CIP) de consultation composée de sept député-e-s par canton concerné. Les membres de la délégation fribourgeoise sont recrutés parmi ceux de la CAE.

Le 30 mars 2023, la Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police (CLDJP) a décidé de proposer la modification suivante :

- > *Concordat du 18 octobre 1996 sur les entreprises de sécurité (CES)* réunissant tous les cantons romands. Modification de l’article 9.

En date du 27 juin 2023, le Bureau interparlementaire de coordination (BIC) a adressé un courrier aux Grands Conseils des cantons de Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura pour leur demander de se prononcer quant à l’institution d’une CIP de consultation chargée d’examiner la modification proposée, conformément à l’article 9 CoParl.

Lors de sa séance ordinaire du 22 septembre 2023, la CAE a décidé à l’unanimité de renoncer à l’institution d’une telle CIP de consultation, jugeant la modification proposée comme étant mineure. Les autres cantons adhérents en ayant fait de même, aucune CIP de consultation ne sera mise en place. Il reviendra à chaque commission compétente de prendre position individuellement sur la proposition de modification et d’en informer les autorités concernées, conformément à l’article 12 CoParl.

5. Commissions interparlementaires de contrôle

A fin 2023, le Grand Conseil du canton de Fribourg était représenté au sein de sept commissions interparlementaires de contrôle. Deux membres au moins de la Commission des affaires extérieures font partie de chacune des sept délégations fribourgeoises (voir tableau ci-après, situation au 31 décembre 2023). En cas d’empêchement, les autres membres de la CAE font office de suppléants. En prévision de ces suppléances, les membres titulaires informent régulièrement la Commission des derniers développements au sein de chaque commission interparlementaire.

³ Convention sur la participation des Parlements, [CoParl](#)

CIP	Objet de la surveillance	Représentants CAE
CIP CSR	Exécution de la convention scolaire romande	Bernhard Altermatt, Savio Michellod
CIP détention pénale	Exécution des concordats latins sur la détention pénale des mineurs et des adultes et jeunes adultes	Lucie Menétrey, Christian Clément (suppléant)
CIP GYB	Gymnase intercantonal de la Broye	Pascal Lauber, Stéphane Sudan
CIP HES-SO	Haute école spécialisée de Suisse occidentale	Liliane Galley, Savio Michellod
CIP HIB	Hôpital intercantonal de la Broye	Jean-Daniel Chardonnens, Liliane Galley
CIP SIERA	Service intercantonal d'entretien du réseau autoroutier	Jean-Daniel Chardonnens, Urs Hauswirth
CIP CORJA	Convention romande sur les jeux d'argent	Savio Michellod, Nicolas Pasquier, Christian Clément

6. Autres activités sur le plan intercantonal

—

6.1 Bureau interparlementaire de coordination (BIC)

Institué par la CoParl, le Bureau interparlementaire de coordination (BIC) est un organe de coordination composé d'un représentant par canton signataire. Le BIC, qui dispose d'un secrétariat permanent (assuré par les services parlementaires du Grand Conseil de Genève), assure l'échange d'informations et la coordination parlementaire relatifs aux affaires intercantionales et internationales qui intéressent les cantons contractants et sert d'interlocuteur aux conférences gouvernementales.

Selon un tournus intercantonal préétabli, c'est le canton de Genève qui assume la présidence du BIC pour les années 2023 et 2024. Fribourg y est représenté par le président de la CAE, suppléé dans cette tâche par le vice-président.

6.2 Conférence législative intercantonale (CLI)

Le 7 juin 2019 s'est reconstituée à Zurich la Conférence législative intercantonale (CLI). Cette instance relativement informelle vise à servir de plateforme d'échange en matière intercantonale pour les membres des parlements cantonaux suisses. Elle dispose d'un secrétariat permanent financé par les cantons membres.

Pour rappel, la Commission des affaires extérieures a choisi, à l'instar des autres cantons signataires de la CoParl, de renoncer pour l'instant à adhérer à la CLI sans toutefois exclure d'emblée une adhésion future et tout en restant ouvert à des participations et collaborations ponctuelles.

La CLI organise régulièrement des manifestations à l'attention des membres des parlements cantonaux (y compris les parlements non-membres, qui peuvent y participer moyennant finance), tantôt dans le but de coordonner les avis de ces parlements au sujet de conventions intercantionales en préparation, tantôt dans une visée informative plus générale.

Les événements 2023 ont été les suivants :

- > 13 janvier 2023 à Berne : séminaire de formation continue sur le thème « Questions actuelles de la politique de santé suisse et le rôle des cantons ».
- > 26 mai 2023 à Lausanne : séminaire de printemps sur le thème « Egalité des chances et pénurie d'enseignantes et d'enseignants : enjeux actuels en politique de l'éducation ».
- > 16 juin 2023 à Berne : séminaire de formation continue sur le thème « La 'Suisse à 10 millions' : prévisions, interprétations, défis pour les cantons ».
- > 9 novembre 2023 à Aarau : soirée parlementaire sur le thème « Possibilités et limites de la surveillance parlementaire d'entités économiques indépendantes ».

Les invitations étaient adressées à tous les membres du Grand Conseil.

6.3 Forum interparlementaire romand (FIR)

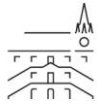
Le Forum interparlementaire romand (FIR) est un espace informel de réflexion et d'action financé par les Grands Conseils des cantons de Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Valais, Vaud et Berne.

Son Comité, comptant un-e député-e par canton⁴ selon un panachage des sensibilités politiques, propose deux à trois fois par année des manifestations ouvertes à toutes les députées et tous les députés romands, permettant d'aborder des sujets très variés tels que le développement de l'infrastructure ferroviaire, les accords-cadres intercantonaux, la formation des enseignants, la promotion économique, la politique d'agglomération ou la politique énergétique.

En 2023, le FIR a organisé l'événement suivant :

- > 24 novembre 2023 à Fribourg : visite commentée du Parlement fribourgeois, présentations sur le thème « Enfance et jeunesse » suivies d'un échange sur les enjeux actuels liés à ce thème.

⁴ C'est Mme la Députée Liliane Galley, membre de la CAE, qui représente le canton de Fribourg au Comité du FIR.



Freiburg, 1. März 2024

Kommission für auswärtige Angelegenheiten KAA

Bericht an den Grossen Rat für das Jahr 2023

1. Präsidium, Mitglieder, Sitzungen

—

Präsidium: Pasquier Nicolas

Vizepräsidium: Altermatt Bernhard

Mitglieder: Bortoluzzi Flavio, Chardonens Jean-Daniel, Clément Christian, Dumas Jacques, Galley Liliane, Hauswirth Urs, Lauber Pascal, Menétrey Lucie, Michellod Savio, Rey Alizée, Schwander Susanne, Sudan Stéphane, Zermatten Estelle.

Stellvertreter/innen: Baeriswyl Laurent, Bapst Pierre-Alain, Esseiva Catherine, Michel Pascale, Riedo Bruno, Vuilleumier Julien.

Dieses Jahr wurden zum ersten Mal Stellvertreter/innen gewählt; das ist Folge einer Änderung des Grossratsgesetzes (GRG), die am 1. Januar 2023 in Kraft getreten ist. In der Februarsession 2023 hat der Grosse Rat also aufgrund von Artikel 11a (neu) des GRG sechs Stellvertreter/innen gewählt.

Im Verlauf des Berichtsjahrs hat die Zusammensetzung der KAA ziemlich geändert, denn 4 Mitglieder haben ihren Rücktritt erklärt, was 27 % der Kommission entspricht:

- Am 24. März 2023 wird Flavio Bortoluzzi als Nachfolger von Bruno Riedo gewählt.
- Am 6. September 2023 wird Stéphane Sudan als Nachfolger von Pierre-André Grandgirard gewählt.
- Am 11. Oktober 2023 wird Lucie Menétrey als Nachfolgerin von Grégoire Kubski gewählt.
- Am 23. November 2023 wird Christian Clément als Nachfolger von Susanne Aebischer gewählt.

Die KAA trat 2023 viermal zusammen (am 3. März, 5. Mai, 22. September und am 3. November). Sie beschloss ausserdem einmal (22. November) Stellungnahmen auf brieflichem Weg.

2. Status dieses Berichts

- > Mit dem Gesetz vom 11. November 2009 über die interkantonalen Verträge (VertragsG) hat der Grosse Rat die Ausübung bestimmter Befugnisse im Bereich der interkantonalen Verträge an seine Kommission für auswärtige Angelegenheiten und an die Grossrätinnen und Grossräte, die in interparlamentarische Organe delegiert sind, übertragen.¹
- > Als Gegenleistung sind die Kommission für auswärtige Angelegenheiten und die delegierten Personen angehalten, dem Grossen Rat über ihre Tätigkeiten *angemessen* Rechenschaft abzulegen.²
- > Das Büro des Grossen Rates und die KAA kamen überein, dass die Information über die Tätigkeiten der Kommission hauptsächlich in Form eines Tätigkeitsberichts der Kommission an den Grossen Rat übermittelt wird. Daneben benachrichtigt die KAA das Ratsbüro laufend und schriftlich über die Ausübung der ihr übertragenen Zuständigkeiten.

3. Aktivitäten auf kantonaler Ebene

3.1 Bericht des Staatsrats über die Aussenbeziehungen

An ihrer ordentlichen Sitzung vom 5. Mai 2023 hat die KAA den Bericht über die Aussenbeziehungen des Kantons Freiburg in Anwesenheit von Staatsrat Olivier Curty und dem Delegierten für Aussenbeziehungen des Kantons Freiburg, Patrick Mülhauser, vorgeprüft. Er wird als Sonderdruck mit den Kapiteln aus dem Tätigkeitsbericht des Staatsrats, welche die Aussenbeziehungen betreffen, herausgegeben. Der Grosse Rat hat ihn in der Maisession 2023 zur Kenntnis genommen.

¹ Art. 5 Abs. 2 [VertragsG](#).

² Art. 5 Abs. 3 [VertragsG](#).

3.2 Vorprüfung von Erlassen des Grossen Rates

Die KAA ist damit beauftragt, Erlassentwürfe vorzuprüfen, in denen es um einen Beitritt zu einer Vereinbarung oder die Änderung oder Kündigung einer solchen geht.

Im Jahr 2023 war die Kommission für die vorgängige Prüfung der folgenden Entwürfe zuständig:

- > *Gesetzesentwurf über den Beitritt zur Interkantonalen Vereinbarung über die Digitalisierung des Gesundheitswesens [2023-DSAS-55]*. Dieser Gegenstand wurde am 23. November 2023 im Grossen Rat behandelt (und angenommen).
- > *Dekret über die Eröffnung eines Zusatzkredits im Bereich der digitalen Gesundheit [2023-DSAS-56]*. Da dieser Gegenstand direkt mit der Interkantonalen Vereinbarung über die Digitalisierung des Gesundheitswesens steht, wurde beschlossen, die KAA mit der Prüfung zu beauftragen. Er wurde am 23. November 2023 vom Grossen Rat behandelt (und angenommen).

3.3 Sonstige Tätigkeiten im Zusammenhang mit der Arbeit der KAA

- > An der Sitzung vom 22. September 2023 lud die KAA Staatsrätin Sylvie Bonvin-Sansonnens, Direktorin für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD), und Michel Perriard, Generalsekretär der BKAD ein, die *Vereinbarung vom 24. August 2022 über die interkantonale Zusammenarbeit Waadt-Freiburg im Schulbereich* vorzustellen. Obwohl der Staatsrat über eine Kompetenzdelegation verfügt, um eine solche Vereinbarung abzuschliessen (Art. 59 al. 3 des Gesetzes über die obligatorische Schule), fand die KAA, dass es angemessen sei, dass sie über das Vorgehen bei dieser Vereinbarung und die Folgen für die betroffenen Personen und Gemeinden informiert wird. Der Staatsrat des Kantons Waadt hat die Vereinbarung am 31. Mai 2023 (nach dem Entscheid des Grossen Rates) und der Freiburger Staatsrat am 6. Juli 2023 genehmigt. Sie wurde am 18. Januar 2024 in Murist offiziell unterzeichnet. Künftig werden grenznahe Gemeinden und Gemeindeverbände ermächtigt, eine Vereinbarung im Schulbereich, in welcher der Schulbesuch von Schülerinnen und Schülern ausserhalb ihres Wohnkantons geregelt wird, abzuschliessen.

- > In der Septembersession 2022 beschloss der Grosse Rat, im Rahmen einer umfangreichen Revision mehrere Elemente des GRG zu ändern. Dazu gehört auch die Anzahl der Mitglieder der FGK und der KAA.

Im geltenden Gesetz wird die Höchstzahl der Mitglieder der KAA auf 15 festgelegt. Diese Zahl kommt daher, dass der Grosse Rat in der Maisession 2016 die parlamentarische Initiative 2016-GC-23 angenommen hat. Das Hauptargument war die Zunahme der Zahl der interparlamentarischen Aufsichtskommissionen (IPK), in denen mindestens zwei Mitglieder der KAA vertreten sein müssen. Diese Situation ist im Laufe der Jahre eingetreten, denn der Grosse Rat wirkt heute in 7 IPK mit.

Die Höchstzahl hat nicht geändert, seit das revidierte GRG am 1. Januar 2023 in Kraft getreten ist, aber die tatsächliche Zahl wird jetzt auf dem Verordnungsweg beschlossen.

Die Mitglieder der KAA wurden im Dezember 2022 eingeladen, sich brieflich zu dieser tatsächlichen Zahl zu äussern, die in der Verordnung steht. Diese wurde vom Grossen Rat in der Februarsession 2023 geprüft und verabschiedet und ist am 1. März 2023 in Kraft getreten.

4. Interparlamentarische Vernehmlassungen

Vor der Unterzeichnung durch die Regierungen und falls die betreffenden Kantone nicht einstimmig darauf verzichten, können die Vereinbarungen, denen mehr als ein Mitgliedskanton der ParlVer (Vertrag über die Mitwirkung der Parlamente³) unterstellt ist, der Prüfung durch eine interparlamentarische Kommission (IPK), der sieben Parlamentsmitglieder pro betroffenen Kanton angehören, unterbreitet werden. Die Mitglieder der Freiburger Delegation werden aus der KAA rekrutiert.

Am 30. März 2023 entschied die Konferenz der Justiz- und Polizeidirektoren der lateinischen Schweiz (LKJPD), folgende Änderung zu beantragen:

- > *Konkordat vom 18. Oktober 1996 über die Sicherheitsunternehmen (KSU)*, dem alle Westschweizer Kantone beigetreten sind. Änderung von Artikel 9.

Am 27. Juni 2023 richtete die Interparlamentarische Koordinationsstelle (IKS) ein Schreiben an die Grossen Räte der Kantone Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura und bat sie, sich zur Einrichtung einer IPK für die Vernehmlassung mit dem Auftrag, gemäss Artikel 9 ParlVer die beantragte Änderung zu prüfen, zu äussern.

An der ordentlichen Sitzung vom 22. September 2023 beschloss die KAA einstimmig, auf die Einsetzung einer solchen IPK für die Vernehmlassung zu verzichten, da sie der Meinung war, dass die beantragte Änderung unbedeutend ist. Die übrigen Mitgliedskantone haben dasselbe beschlossen, deshalb wird keine IPK für die Vernehmlassung eingesetzt. Jede zuständige Kommission muss individuell zum Änderungsantrag Stellung nehmen und die betroffenen Behörden gemäss Artikel 12 ParlVer informieren.

5. Interparlamentarische Aufsichtskommissionen

Ende 2023 war der Grosse Rat des Kantons Freiburg in 7 interparlamentarischen Aufsichtskommissionen vertreten. Mindestens zwei Mitglieder der Kommission für auswärtige Angelegenheiten gehören jeweils einer der 7 Freiburger Delegationen an (siehe Tabelle unten, Stand am 31. Dezember 2023). Wenn Sie verhindert sind, werden sie von anderen Mitgliedern der KAA vertreten. Im Hinblick auf diese Vertretungen informieren die festen Mitglieder die

³ Vertrag über die Mitwirkung der Parlamente, [ParlVer](#)

Kommission regelmässig über die jüngsten Entwicklungen bei jeder interparlamentarischen Kommission.

IPK	Aufsichtsgegenstand	Vertreter/innen KAA
IPK CSR	Vollzug der Westschweizer Schulvereinbarung	Bernhard Altermatt, Savio Michellod
IPK Strafrechtlicher Freiheitsentzug	Vollzug der lateinischen Konkordate über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Jugendlichen, Erwachsenen und jungen Erwachsenen	Lucie Menétrey, Christian Clément (Stellvertreter)
IPK GYB	Interkantonales Gymnasium der Broye	Pascal Lauber, Stéphane Sudan
IPK HES-SO	Fachhochschule Westschweiz	Liliane Galley, Savio Michellod
IPK HIB	Interkantonales Spital der Broye	Jean-Daniel Chardonnens, Liliane Galley
IPK SIERA	Interkantonaler Unterhaltsdienst für das Nationalstrassennetz (SIERA).	Jean-Daniel Chardonnens, Urs Hauswirth
IPK CORJA	Westschweizer Geldspielkonkordat	Savio Michellod, Nicolas Pasquier, Christian Clément

6. Weitere Aktivitäten auf interkantonomer Ebene

6.1 Interparlamentarische Koordinationsstelle IKS

Die IKS wurde mit dem ParlVer geschaffen und ist ein Koordinationsorgan, dem ein Mitglied aus jedem Vereinbarungskanton angehört. Die IKS, die über ein ständiges Sekretariat verfügt (das von den Parlamentsdiensten des Grossen Rates des Kantons Genf gestellt wird), sorgt für den Informationsaustausch und die parlamentarische Koordination in interkantonalen und internationalen Angelegenheiten, die für die Vertragskantone von Interesse sind, und dient als Gesprächspartner bei Regierungskonferenzen.

Gemäss dem vorgängig definierten Turnus hat der Kanton Genf das Präsidium für die Jahre 2023 und 2024 inne. Der Kanton Freiburg wird vom Präsidenten der KAA in der IKS vertreten; Stellvertreter für diese Aufgabe ist der Vizepräsident.

6.2 Interkantonale Legislativkonferenz ILK

Am 7. Juni 2019 hat sich die Interkantonale Legislativkonferenz (ILK) in Zürich rekonstituiert. Dieses relativ informelle Treffen soll den Mitgliedern der Schweizer Kantonsparlamente als Austauschplattform über interkantonale Themen dienen. Sie verfügt über ein ständiges Sekretariat, das von den Mitgliedskantonen finanziert wird.

Zur Erinnerung: Die Kommission für Auswärtige Angelegenheiten hat, wie die anderen Unterzeichnerkantone des ParlVer, beschlossen, der ILK vorerst nicht beizutreten, ohne eine zukünftige Mitgliedschaft auszuschliessen, und bleibt offen für eine gelegentliche Teilnahme und Zusammenarbeit.

Die ILK organisiert regelmässig Veranstaltungen für Mitglieder der kantonalen Parlamente (einschliesslich Nichtmitglieder, die gegen eine Gebühr teilnehmen können), manchmal mit dem Ziel, die Stellungnahmen dieser Parlamente zu den in Vorbereitung befindlichen interkantonalen Vereinbarungen zu koordinieren, manchmal zu allgemeineren Informationszwecken.

2023 fanden folgende Veranstaltungen statt:

- > 13. Januar 2023 in Bern: Weiterbildungsseminar zum Thema «Aktuelle Fragen der Schweizer Gesundheitspolitik und die Rolle der Kantone».
- > 26. Mai 2023 in Lausanne: Frühjahrstagung zum Thema «Chancengleichheit und Lehrermangel: derzeitige Herausforderungen in der Bildungspolitik».
- > 16. Juni 2023 in Bern: Weiterbildungsseminar zum Thema «Die '10-Millionen-Schweiz': Prognosen, Einschätzungen, Herausforderungen für die Kantone».
- > 9. November 2023 in Aarau: Parlamentsabend zum Thema «Möglichkeiten und Grenzen der parlamentarischen Aufsicht über selbständige wirtschaftliche Einheiten».

Die Einladungen waren an alle Mitglieder des Grossen Rates gerichtet.

6.3 Interparlamentarisches Forum der Westschweiz (FIR)

Das Interparlamentarische Forum der Westschweiz (FIR) soll einen informellen Raum für das Nachdenken und das Handeln bieten. Es wird von den Grossen Räten der Kantone Freiburg, Genf, Jura, Neuenburg, Wallis, Waadt und Bern finanziert.

Sein Vorstand besteht aus je einer Grossrätin oder einem Grossrat pro Kanton⁴, wobei alle politischen Parteien berücksichtigt werden. Es bietet 2 bis 3 Veranstaltungen an, die allen Westschweizer Grossrätinnen und Grossräten offenstehen und bei denen sehr vielfältige Themen wie die Entwicklung der Bahninfrastruktur, interkantonale Rahmenvereinbarungen, die Lehrerausbildung, die Wirtschaftsförderung, die Agglomerationspolitik und die Energiepolitik angesprochen werden können.

2023 hat das FIR folgende Veranstaltung organisiert:

- > 24. November 2023 in Freiburg: Geführter Besuch des Freiburger Parlaments, Präsentationen zum Thema «Kinder und Jugendliche», danach Austausch zu den derzeitigen Herausforderungen im Zusammenhang mit diesem Thema.

⁴ Grossrätin Liliane Galley, Mitglied der KAA, vertritt den Kanton Freiburg im Vorstand des FIR.